

**SÉNÉGAL PLAIDOYER
POUR UNE SOCIÉTÉ
DÉMOCRATIQUE**

**CONTROVERSE — A-T-ON BESOIN
DE LA SEMAINE DE 4 JOURS ? ITALIE —
BERLUSCONI : L'IMMORTALITÉ A UNE FIN**



**Courrier
international**

N° 1702 du 15 au 21 juin 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
DOM 5,20 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne £ 5, Grande-Bretagne £ 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 900 ¥,
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2,100 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

UKRAINE LE MOMENT DECISIF

Préparée depuis six mois, la contre-offensive ukrainienne a commencé, malgré la destruction du barrage de Kakhovka. Cette catastrophe va-t-elle tout changer ? Décryptage.

M 03183 - 1702 - F: 4,90 €



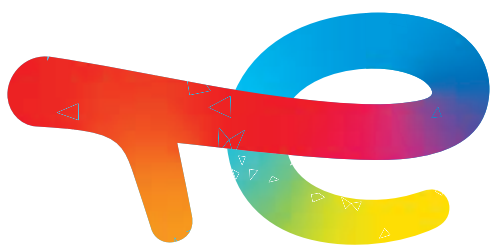
Fin des tarifs réglementés du gaz : et si vous en profitiez pour faire des économies ?

Les tarifs réglementés du gaz prennent fin le 30 juin 2023. C'est plus que jamais le moment de changer d'offre et d'économiser.

TotalEnergies s'engage à vous proposer un tarif attractif pendant un an avec 10% de réduction sur le prix du kWh de gaz établi sur la base de l'indice de référence et conformément à la méthodologie de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE)*.

Rendez-vous dès maintenant pour découvrir cette offre spéciale valable jusqu'au 30 septembre 2023* au ☎ 3099 et sur 🖥 totalenergies.fr/offrespecialegaz

Service & appel gratuits



TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

*Offre soumise à conditions valable pour toute nouvelle souscription à l'offre Spéciale Gaz du 01/07/2023 au 30/09/2023 par un client particulier en France métropolitaine (hors Corse).

Remise applicable pendant un an à compter de la date de début de fourniture sur le prix du kWh HT déterminé par TotalEnergies, selon la méthodologie publiée par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) pour la construction d'un prix de référence du gaz naturel à destination des consommateurs résidentiels dans sa Délibération n°2023-102 en date du 12 avril 2023 accessible sur le site suivant : cre.fr. Conformément à cette méthodologie, les tarifs du kWh HT tiendront notamment compte des indices de référence publiés mensuellement par la CRE pour le calcul du coût d'approvisionnement des fournisseurs en gaz naturel. Les tarifs du kWh HT dépendront également de l'option tarifaire déterminée par la consommation annuelle de référence et de la zone géographique de votre logement (6 zones définies). Pour en savoir plus, rendez-vous sur totalenergies.fr/offrespecialegaz



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ukraine : le moment décisif ?

Comment choisit-on une image de une ? Pourquoi et quand décide-t-on de décaler un dossier prévu de longue date ? Cette semaine, ce making of vous explique les coulisses de nos arbitrages. Le mardi 6 juin, nous étions en train de finaliser le dossier que vous découvrirez (normalement) la semaine prochaine quand les premières images de la destruction du barrage de Kakhovka, en Ukraine, authentifiées par **The New York Times**, nous sont parvenues. Suivies de celles des évacuations de civils, extrêmement choqués, dans la région de Kherson. "Depuis toutes ces années que je vis à Kherson, je n'ai jamais rien vu de tel. Des arbres, des voitures et tout le reste étaient transportés

par les eaux en crue", expliquait ainsi une habitante au **Daily Telegraph** dans l'un des premiers reportages que nous avons traduits sur notre site. "La destruction du barrage de Kakhovka est sans doute la pire catastrophe provoquée par l'homme en Ukraine depuis Tchernobyl, en 1986", écrivait le quotidien britannique. Car les dégâts sur les plans humain (des milliers de civils ont été évacués), environnemental, sanitaire ou encore économique s'annoncent considérables. Sans parler des inquiétudes autour de la centrale de Zaporijjia, dont les tours de refroidissement dépendent du réservoir de Kakhovka, selon le site **Ekonomitchna Pravda**. "La prochaine catastrophe sera-t-elle nucléaire ?" s'emporte ainsi l'éditorialiste de **Vysokyï Zamok**, un quotidien de Lviv. Si pour le moment l'origine du désastre n'a pas été établie, Moscou et Kiev s'accusant mutuellement de sabotage, il semble clair que les inondations provoquées

par la destruction du barrage vont surtout ralentir la contre-offensive ukrainienne, enfin lancée après six mois de préparatifs tenus secrets et dont la presse internationale s'est fait l'écho toute la semaine, **The Economist** en tête. L'hebdomadaire britannique évoque en ouverture de notre dossier "un moment clé pour l'armée ukrainienne". Laquelle "mène là les combats nocturnes les plus ambitieux qu'elle ait entrepris depuis le début de la guerre", "pas seulement dans le Sud mais tout le long des 1 000 kilomètres de front". Dans ce contexte, avance **The Economist**, "la Russie a peut-être détruit le barrage pour contrecarrer les attaques ukrainiennes sur le Dniepr, qui auraient pu menacer le flanc gauche russe à un moment crucial". L'eau comme arme de guerre, cela existe depuis deux mille ans, explique **La Repubblica** dans un autre article, qui juge que le sabotage est le fait des Russes. Selon les Ukrainiens,

l'armée russe pratiquerait la politique de la "terre inondée" et aurait déjà détruit au moins deux autres installations de ce type. Une stratégie désespérée qui prouve que la Russie a renoncé à... la Crimée, dont l'alimentation en eau dépendait du barrage de Kakhovka, écrit depuis Varsovie **Wprost**. Pour le quotidien polonais, la destruction du barrage – un fait sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale (et un crime de guerre si le sabotage est avéré) – comme la contre-offensive marquent un tournant dans le conflit. Et c'est ce que nous avons voulu montrer dans ce dossier préparé en urgence. Si la Russie paraît affaiblie, l'Ukraine et son président jouent également très gros. "L'Ukraine est devenue l'otage de son propre succès face à l'invasion russe", écrit **Wprost**. Les attentes pour l'offensive sont si élevées que, si l'Ukraine échoue, les pays poussant à des négociations avec Moscou reviendront sur le devant de la scène." Alors, que fallait-il montrer en une ? À *Courrier international*,

nous privilégions souvent les dessins ou les illustrations en couverture pour prendre un peu de distance avec l'actualité, faire un pas de côté. Cette fois, ce sont les photos bien réelles de la guerre, celles des habitants de Kherson évacués, de leur détresse, qui semblaient s'imposer. Jusqu'à ce que la contre-offensive se précise. Elle pourrait durer des semaines, voire des mois. C'est cette incertitude allée à la détermination de l'armée ukrainienne que nous avons finalement choisi de montrer en une à travers la photo de ce soldat, prise le 8 juin, qui regarde depuis un appartement dévasté ce qu'il reste du barrage de Kakhovka. Une nouvelle phase de la guerre a commencé. Et elle pourrait tout changer.

En couverture : Ukraine : un soldat ukrainien près du barrage de Kakhovka, le 8 juin. Photo Mauricio Lima/The New York Times. Sénégal : dessin de Vlahovic, Serbie.



Sommaire



DESSIN DE DEREK APELLA, ÉTATS-UNIS

360° p.42

Dans ma famille, on a effacé les Noirs

Récit. Une chroniqueuse se découvre des racines noires dont personne ne lui avait parlé. Et pour cause : sa famille portoricaine refuse toute identification aux Noirs. Une attitude courante en Amérique latine, mais aujourd'hui remise en cause, raconte le **Los Angeles Times**.

CONTROVERSE p.10

A-t-on besoin de la semaine de quatre jours ?

En Allemagne, un sondage sur la semaine de quatre jours a relancé le débat sur le temps de travail. Le sujet divise, y compris au sein de la rédaction de la **Süddeutsche Zeitung**.

SÉNÉGAL p.20

"Pour une société véritablement démocratique"

Les philosophes Boubacar Boris Diop, Felwine Sarr et l'écrivain lauréat du prix Goncourt 2021 Mohamed Mbougar Sarr interpellent le président Macky Sall dans une tribune publiée dans **Senepplus**. Une véritable mise en garde.

COLOMBIE p.34

"La forêt a veillé sur ces quatre enfants"

Disparus après le crash d'un avion dans la jungle, ils ont été retrouvés le 9 juin. Des sauveteurs s'employaient depuis un mois à ce sauvetage impossible. L'un d'entre eux raconte dans **Cambio** comment ils y sont parvenus.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Cambio** (cambiocolumbia.com) Bogota, en ligne.
- Chicago Tribune** Chicago, quotidien.
- The Continent** Johannesburg, hebdomadaire.
- Denik N** Prague, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Il Foglio** Milan, quotidien.
- Golos Oukraïny** Kiev, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- The New Arab** (newarab.com) Londres, en ligne.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire.
- Raseef22** (raseef22.net) Beyrouth, en ligne.
- La Repubblica** Rome, quotidien.
- As-Safir Al-Arabi** (assafiralarabi.com) Beyrouth, en ligne.
- Senepplus** (senepplus.com) Dakar, en ligne.
- The Spectator** Londres, hebdomadaire.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- Vysokyï Zamok** Lviv, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Italie.** Berlusconi, après lui le déluge

8. **États-Unis.** Les républicains doivent tourner le dos à Trump

10. **Controverse.** A-t-on besoin de la semaine de quatre jours ?

À la une

12. **Ukraine,** le point de bascule

D'un continent à l'autre

20. **Sénégal.** "Pour une société véritablement démocratique"

22. **Côte d'Ivoire.** Se former contre le terrorisme

24. **France.** Un budget militaire étoffé, mais un modèle obsolète

26. **Israël.** Natalité oblige

27. **Irak.** Un système de santé en perdition

30. **Japon.** Ma nuit au château

32. **États-Unis.** Drag et fières de l'être

34. **Colombie.** "La forêt a veillé sur ces quatre enfants"

36. **Royaume-Uni.** Adieu, Boris, et ne reviens pas

37. **Écosse.** Nicola Sturgeon, reine déchue

Transversales

38. **Économie.** Le Nigeria peut enfin raffiner son pétrole

39. **Sciences.** D'où vient la première levure de bière ?

40. **Environnement.** Arctique : bientôt des étés sans banquise

360°

42. **Récit.** Dans ma famille on a effacé les Noirs

48. **Arts.** Au Maghreb, l'art de la lutte LGBTQI

50. **Histoire.** Little Syria, quand New York s'est mis à parler arabe



SUR NOTRE SITE

Ukraine. Comment se déroule la contre-offensive ?

Annoncée de longue date, la grande contre-offensive ukrainienne a officiellement commencé le 10 juin. Des combats violents se déroulent dans le sud et l'est de l'Ukraine, alors que Volodymyr Zelensky et le pays tout entier semblent jouer leur va-tout. Les analyses et les reportages de la presse étrangère.

Biodiversité. Mignon mais envahissant : le raton laveur investit la campagne belge

Espiègle et attendrissant, le raton laveur est de plus en plus présent en Wallonie. Le magazine belge **Le Vif** explique comment ce petit mammifère américain est arrivé en Europe, et pourquoi il commence à menacer la biodiversité.

Musique. Pour la génération Z, le grunge bouge encore

Les jeunes groupes de la scène indé britannique vont chercher une partie de leur inspiration du côté de Nirvana, de Hole ou des Pixies. Le quotidien **The Independent** analyse ce retour en grâce du rock grunge des années 1990.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour : RCO23BO01

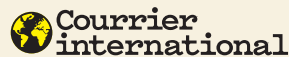
1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
 1 AN (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

Monsieur Madame
 NOM PRÉNOM
 ADRESSE
 CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, gère votre dossier de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.
 Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inadiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon). **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bécaïl (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi **HISTOIRE** Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Paul Gallet et Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 28), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abellés, Gabriel Alexandre, Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Étienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Boule, François Burkard, Elisabetta Di Matteo, Agathe Gras, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Olivia Muller, Ophélie Négros, Derwell Queffelec, Maëlys Sourt, Leslie Souvanlasy, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international Steeve Dablin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) **Gestion** Lucie Madalena (16 26) **Droits** Blandine Mosnat (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Christiane Montillet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino **Responsable du numérique** Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique)

Modifications de services ventes au numéro, réassort 08 05 05 01 47 **Service clients** Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mail-
ing offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Origine du papier :
US, Allemagne,
100% de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Étrophisations :
Post - 0,0083 kg /
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100%
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.



Ce numéro comprend un encart Historia posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine

NOUVELLE RECETTE

SI RAFRAICHISSANTE... SI IRRESISTIBLE !



Schhh...
LAISSEZ-VOUS
SURPRENDRE



Italie. Berlusconi, après lui le déluge

Après la mort, le 12 juin, du Cavaliere, ce quotidien libéral lui rend hommage dans un billet évoquant un homme qui, incontestablement, a marqué une époque.

— **Il Foglio** (Milan)

Silvio Berlusconi est mort. Son état s'était aggravé depuis quelques jours, et il avait fallu à nouveau l'hospitaliser, mais cette fois en soins intensifs, à l'hôpital Saint-Raphaël de Milan, clinique qu'il avait cofondée et cofinancée avec son ami Don Verzè. L'ancien Premier ministre [de 1994 à 1995, de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011] est mort des suites d'une pneumonie qui était sous contrôle, mais qui n'en restait pas moins dangereuse pour un homme de 86 ans éprouvé par une existence hors norme.

Berlusconi détestait parler de la mort, de la maladie, de l'âge qui avançait. Il n'aimait pas les enterrements et, s'il avait pu, il aurait volontiers fait l'impasse sur le sien, pour toujours. Un jour, son médecin personnel – devenu ensuite député –, Umberto Scapagnini, a déclaré que le Cavaliere était *“techniquement immortel”*. Il laisse derrière lui un empire éditorial et financier, dans un monde qui est de moins en moins télévisuel et de plus en plus cybernétique. Un empire dont les rênes ont été confiées depuis longtemps déjà à ses enfants. Il laisse aussi un mouvement politique mal en point, Forza Italia, dont l'avenir reste inconnu.

Giorgia Meloni s'était attelée au problème depuis belle lurette, estimant qu'une disparition brutale de Berlusconi pouvait entraîner un effondrement tout aussi brutal de son parti, ce qui, à l'heure où l'on parle, n'est pas à exclure.

“Après moi le déluge” a d'ailleurs toujours été la devise de cet homme qui avait bâti son parcours de commandant autour de son charisme monocratique, ludique et cinématographique. Un charisme qu'il célébrait sur de grandes scènes éclairées de mille feux où il entonnait à l'unisson de son peuple ses

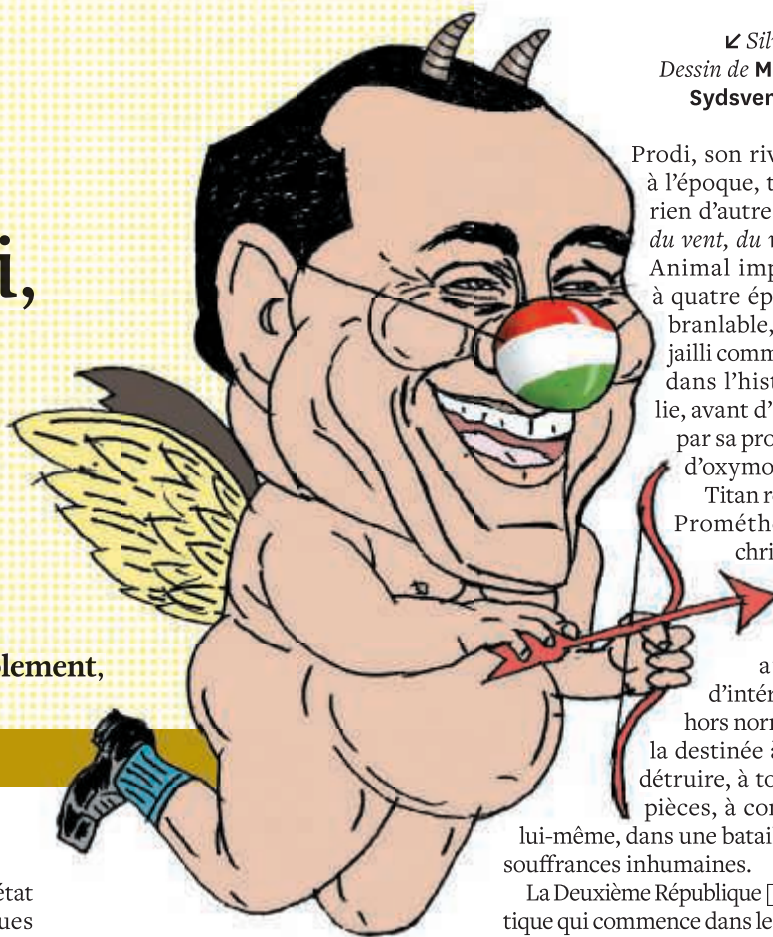
hymnes électoraux, comme *Forza Italia* [“Allez l'Italie”] et *Meno male che Silvio c'è* [“Heureusement que Silvio est là”].

Cela ne fait aucun doute : pour l'Italie, la mort de Silvio Berlusconi fait partie de ces événements pour lesquels l'expression *“tournant historique”* est factuelle et non pas rhétorique.

Animal hors norme. Car il y a eu un “avant” et il y aura un “après” Berlusconi. Dans la société, dans ses goûts, dans ses mœurs, dans ses orientations. L'homme a transformé la télévision et le regard de la RAI [le service public audiovisuel national] elle-même sur ses téléspectateurs, devenus des consommateurs et non plus les destinataires de la pédagogie démocrate-chrétienne. Il a transformé aussi la politique, offrant à ces mêmes consommateurs un produit, qui répondait au nom de *“Forza Italia”*.

Au palais des congrès d'Assago, dans la banlieue de Milan, en 1998, lors du premier congrès – qui ressemblait à tout sauf à un congrès – de cette *“chose politique”*, il y avait des confettis et des lumières psychédélics. Le Cavaliere, lui, était descendu du ciel en hélicoptère, avait poussé la chansonnette au karaoké et assisté aux effets lasers d'une fête cathodique qui effaçait le souvenir des mornes congrès des années 1900, ceux d'un Politburo présidé par un secrétaire en veston croisé.

C'était le premier événement de masse de cette innovation que certains qualifiaient déjà improprement de *“parti”* (Berlusconi n'a jamais employé ce terme, qui lui donnait de l'*“urticaire”*). Pour Romano



✎ *Silvio Berlusconi.*
Dessin de **Mayk** paru dans
Sydsvenskan, Malmö.

Prodi, son rival de gauche à l'époque, tout ça n'était rien d'autre que *“du vent, du vent, du vent, du vent”*. Animal impolitique tiré à quatre épingles et inébranlable, Berlusconi a jailli comme une flamme dans l'histoire de l'Italie, avant d'être consumé par sa propre condition d'oxymore ambulante.

Titan réfractaire, mi-Prométhée, mi-Antéchrist, hors norme du fait de ses conflits d'intérêts, sujet aux conflits d'intérêts parce que hors norme, appelé par la destinée à s'imposer, à détruire, à tout réduire en pièces, à commencer par lui-même, dans une bataille et dans des souffrances inhumaines.

La Deuxième République [la période politique qui commence dans les années 1990] tourbillonnait autour de lui, et avec elle tout un pays. Quarante-huit procès en presque vingt-six ans, aussi. Un jour, à la fin des années 1990, il avait confié à des journalistes : *“Si je vous disais combien tout ça m'a coûté, vous tomberiez dans les pommes – C'est-à-dire ? – À peu près 600 milliards de lires [300 millions d'euros].”*

Fedeles Confalonieri, l'ami de toute une vie, a fait savoir plus d'une fois : *“Si ça m'était arrivé à moi, je n'aurais pas tenu le choc. Je serais mort.”* Voilà, la mort a fini par rattraper Berlusconi.

Mais il ne fait guère de doute qu'il restera, un peu comme Lénine dans son mausolée. Sous la forme d'un nom de code, d'une efflorescence, d'une émanation. Le léninisme et le berlusconisme, c'est ça : une lumière immortelle et un compte en banque.

— **Salvatore Merlo**,
publié le 12 juin



SOURCE

IL FOGGIO

Milan, Italie
Quotidien, 25 000 ex.
ilfoglio.it

“La Feuille” a été créée en 1996 par Giuliano Ferrara, ancien porte-parole du gouvernement Berlusconi, et animé par une équipe de libéraux et de conservateurs. *Il Foglio* se veut le quotidien de l'intelligentsia de la droite italienne.

À la une



“La république de la banane”, titre **Il Fatto Quotidiano**, l'un des plus virulents opposants au Cavaliere dans le paysage médiatique italien. Une allusion au surnom de “Banana” dont certains de ses critiques l'avaient affublé. Une référence aussi à celui qu'*Il Fatto Quotidiano* considérait comme le Premier ministre d'une république bananière.

Chronologie

29 septembre 1936

— Naissance à Milan.

1962 — Début de carrière dans l'immobilier pour celui qui se hissera à la tête d'un empire médiatique et sportif.

1986 — Rachat du Milan AC qui, sous sa direction, remporte 29 trophées, dont 5 en Ligue des champions.

1994 — Création du parti Forza Italia, sous la bannière duquel il devient chef de gouvernement jusqu'à l'année suivante. Il sera à nouveau président du Conseil des ministres de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011.

2009 — Son épouse demande le divorce : c'est le début des révélations sur les soirées “bunga bunga”.

2013 — Après de multiples poursuites – ayant mené à un classement sans suite, à un acquittement ou à un abandon pour prescription –, il est condamné pour fraude fiscale à quatre ans de prison et est déchu de son siège de sénateur. La condamnation sera commuée en un an de travaux d'intérêt général qu'il purgera dans un institut accueillant des patients souffrant de la maladie d'Alzheimer.

2019 — Élu au Parlement européen, dont il devient le doyen à l'âge de 82 ans.

12 juin 2023 — Mort à l'âge de 86 ans.

LE DESSIN
DE LA SEMAINE



Une manne inespérée



← Dessin de Z paru dans **Débat Tunisie**, Tunis.

TUNISIE — Le 8 juin, les ministères de l'intérieur européens ont adopté une réforme de la politique migratoire, marquée par un net durcissement. Trois jours plus tard, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, accompagnée notamment de la chef du gouvernement italien, Giorgia Meloni, était à Tunis. Reçue par le président Kaïs Saïed, elle a évoqué une aide de 900 millions d'euros (dont 150 millions immédiatement). Une aide qui apparaît comme liée, sinon conditionnée, à la lutte contre l'immigration clandestine, rapporte **La Presse**. Pour la Tunisie, la manne est inespérée alors que les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un financement de 1,9 milliard de dollars sont au point mort, dit le dessinateur Z.

Virage proeuropéen



MONTÉNÉGRO

— Déjà vainqueur aux municipales dans la capitale, Podgorica, et à la présidentielle il y a deux mois,

Europe maintenant! est arrivé en tête des législatives du 11 juin. Après trois ans de turbulences politiques et la chute de deux gouvernements, moins d'un électeur sur deux s'est rendu aux urnes, une abstention record que le quotidien **Vijesti** interprète comme "une gifte à la classe politique". Avec 24 des 81 sièges, des négociations difficiles attendent le parti pro-européen, emmené par Milojk Spajic et fondé l'an dernier.

10

MILLIARDS DE DOLLARS DE CONTRATS D'INVESTISSEMENTS ont été signés

le 11 juin, au premier jour de la 10^e édition du forum économique sino-arabe organisé à Riyad. Parmi ces contrats, "un protocole d'accord de 5,6 milliards de dollars entre le ministère de l'investissement saoudien et Human Horizons, un fabricant chinois de voitures électriques et autonomes", indique le site **Middle East Eye**.

La Chine s'implique de plus en plus dans les affaires de la région. En mars, Pékin a ainsi chapeauté un rapprochement historique entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Et en décembre, elle avait déjà conclu avec Riyad des accords d'investissements portant sur 50 milliards de dollars.

FRANCE

Après Annecy, la machine à récupération

Les politiques se sont rapidement emparés de l'attaque au couteau perpétrée le 8 juin. Le profil de l'assaillant, un réfugié syrien, a ravivé le débat sur l'immigration.

Il était près de 9 h 45 ce jeudi. Le soleil était généreux dans les Jardins de l'Europe, ce quartier touristique près du pont des Amours, au bord du lac, quand l'horreur a frappé", rapporte **Le Soir**. Dans un parc d'Annecy, un homme a poignardé quatre très jeunes enfants et deux adultes, les laissant dans un état grave.

Quelques minutes après les faits, dont des vidéos ont circulé rapidement sur les réseaux sociaux, l'assaillant a été arrêté. L'attaque a choqué par sa grande violence et en raison de l'âge des victimes : la plus jeune n'a que 22 mois. "Dans ce coin tranquille des Alpes, personne ne comprend qu'on puisse s'en prendre ainsi à des enfants si jeunes", écrit **The Guardian**. Pour Antoine Armand, député de Haute-Savoie, c'est "une attaque contre notre âme".

"Sonnée par l'effroi, la France pouvait avoir l'impression de revivre un vieux cauchemar ce jeudi matin à Annecy", commente **Le Temps**. "Dans un pays encore traumatisé par les attentats de 2015, la piste islamiste est dans tous les esprits", ajoute la **Tribune de Genève**.

Mais, selon la procureure chargée du dossier, il n'existe "aucun mobile terroriste apparent". Le profil de l'assaillant, un réfugié syrien qui a obtenu la protection subsidiaire en Suède avant d'arriver en France il y a quelques mois, interroge. L'homme était inconnu des services de police, n'a aucun antécédent psychiatrique et n'était pas sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants.

Un acte perpétré "sans aucune raison apparente", résume **Le Soir**. Mis en examen le 10 juin pour "tentatives d'assassinats", le suspect n'a pas pu être interrogé pendant sa garde à vue, en raison d'un état très agité. Au moment des faits, il aurait crié "au nom de Jésus-Christ".

"Mais force est de constater que la nation a aussi besoin d'explications, de coupables, de mesures", poursuit **Le Temps**, déplorant "la rapidité et l'irrationalité de certaines réactions". "La machine à récupération n'a pas attendu. La politique migratoire, les réglementations européennes, l'agenda parlementaire, les dispositifs de sécurité...

tout y est passé quelques minutes à peine après le drame."

"Devant l'horreur, la classe politique n'a pas tardé à briser la gravité du recueillement", observe **Le Soir**, qui dénonce les réactions "sans pudeur" de l'extrême droite. Plusieurs élus du Rassemblement national pointent du doigt la liberté de circulation au sein de l'Union européenne, criant au laxisme. Une quarantaine de manifestants d'ultradroite se sont réunis dans la soirée du 8 juin à Annecy sur les lieux de l'attaque. Or Le mis en examen "n'était [...] pas clandestin en France", rappelle **Blick**.

Ciblé par des messages de haine en ligne, le maire d'Annecy, François Astorg, a annoncé porter plainte pour "intimidation". "Il ne faut pas céder à la tentation de la défiance et de la peur", a-t-il déclaré le 11 juin lors d'un rassemblement citoyen. Un sentiment partagé par une habitante d'Annecy, interrogée par **Le Soir**. "Au square du Pâquier, Céline, venue se recueillir, baisse les yeux quand on évoque cette récupération. 'Ça ne va pas adoucir le climat dans le pays, dit-elle. C'est abject.'"



REVUE DE PRESSE

"Il ne faut pas céder à la tentation de la défiance et de la haine."

François Astorg, MAIRE D'ANNECY

"Les images [de l'attaque] sont bien parties pour peser lourd dans le débat autour d'une nouvelle loi sur l'immigration en France", souligne **Blick**. Et les réactions dépassent les partis français, remarque le quotidien émirati **The National**. "En Allemagne, la formation d'extrême droite AfD [...] s'est également exprimée sur Twitter très vite après l'attaque." Les commentaires qui ont suivi le drame font aussi craindre aux réfugiés syriens d'être stigmatisés. Interrogée par **L'Orient-Le Jour**, Hiba, arrivée en France en mai, "redoute désormais qu'une telle attaque ne porte atteinte à la crédibilité de ces réfugiés en exil".

—**Courrier international**

↳ Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.

Grandes oreilles chinoises

CUBA — Pékin aurait passé un accord secret avec La Havane pour installer une station d'écoutes électroniques à Cuba. La base serait installée "à moins de 200 kilomètres des côtes de la Floride", affirme **The Wall Street Journal** le 8 juin. Pour le quotidien américain, cet accord constitue un "nouveau défi géopolitique" lancé par Pékin à Washington et fera peser "une nouvelle menace, sans précédent, sur l'immédiate arrière-cour des États-Unis".

Dans l'histoire



TENNIS —

"Il n'y en a pas deux comme lui", titre **Blic** le 12 juin, au lendemain du nouveau sacre de Novak Djokovic à Roland-Garros. Le natif de Belgrade remporte son 23^e titre dans un tournoi du Grand Chelem. Il dépasse ainsi l'Espagnol Rafael Nadal (22), revient à hauteur de l'Américaine Serena Williams (23) et à une unité du record absolu, détenu par l'Australienne Margaret Court (24 titres). "Djokovic a rabattu le caquet à ses détracteurs et démontré qu'il est un championné", assène le quotidien serbe.

Fin de grève pour Greta

SUÈDE — Pour l'occasion, raconte **The Local**, Greta Thunberg a revêtu la tenue que les lycéens suédois arborent traditionnellement quand ils viennent d'être diplômés. Le 9 juin marquait le dernier jour de lycée pour la militante écologiste. Et sa 251^e et dernière "skolstrejk för klimatet" (grève pour le climat). "Aujourd'hui âgée de 20 ans, elle avait commencé ses grèves en août 2018 devant le Parlement suédois, en espérant faire pression sur les politiques pour qu'ils atteignent les objectifs fixés par l'accord de Paris." Son action a été suivie à travers le monde, donnant naissance aux Fridays for Future.

ÉTATS-UNIS

Les républicains doivent tourner le dos à Trump

L'ancien président a de nouveau été inculpé, cette fois par la justice fédérale. Compte tenu de toutes ses casseroles judiciaires, son parti devrait choisir un autre candidat en vue de la présidentielle de 2024, estime ce journal de centre droit.

— **Chicago Tribune**, extraits (Chicago)

Ces dernières semaines, plusieurs candidats républicains crédibles ont émergé. Parmi eux, Ron DeSantis, le sanguin gouverneur de Floride avec sa "guerre contre le wokisme", Nikki Haley, l'ancienne gouverneure de Caroline du Sud au ton modéré et à la grande expérience internationale, Tim Scott, l'inclassable homme d'affaires et sénateur africain-américain, Chris Christie, l'ancien gouverneur du New Jersey à la pugnacité très "côte Est", et l'ancien vice-président Mike Pence, typique conservateur du Midwest.

Il y en a pour tous les goûts républicains, pourrait-on penser. Et aucun d'entre eux n'a été mis en accusation par le gouvernement fédéral.

On ne peut, bien sûr, pas en dire autant de l'ex-président Donald Trump. Un grand jury du tribunal fédéral de Miami l'a inculpé le 9 juin de plusieurs chefs d'accusation, dont la rétention volontaire de secrets relatifs à la défense nationale, en violation de la loi sur l'espionnage, et de fausses déclarations et conspiration en vue de faire obstruction à la justice. Trump a nié ces accusations et clamé son innocence sur les réseaux sociaux.

Ces accusations fédérales s'ajoutent à celles portées précédemment par l'État de New York en la personne d'Alvin Bragg, procureur du district de Manhattan, selon lesquelles Trump se serait rendu coupable de fraude comptable en achetant le silence de l'an-

cienne actrice porno Stormy Daniels. L'ancien locataire de la Maison-Blanche a plaidé non coupable.

Les États-Unis se retrouvent donc aujourd'hui dans une situation on ne peut plus indésirable : l'administration d'un président en exercice s'évertue à faire condamner un homme qui non seulement pourrait être son adversaire lors de la prochaine élection, mais aussi est un ancien président. C'est le genre de situation que l'on associe à des démocraties en souffrance tentées par des régimes autoritaires ou dictatoriaux, pas à la première nation du monde libre.

Le problème maintenant, c'est qu'une partie du pays, celle composée des partisans de Trump, est convaincue que son candidat est victime d'une persécution politique menée par une combinaison du "dark state" (des fonctionnaires qui sont censés être apolitiques mais deviennent des acteurs politiques) et du gouvernement Biden. Cette opinion est bien entendu encouragée par Trump lui-même, qui y voit non seulement une stratégie de défense viable mais encore une voie potentielle vers une victoire électorale à la présidentielle de 2024.

Aucune de ces accusations, ni même sa condamnation potentielle, n'empêche Trump d'être candidat. Même s'il était condamné et jeté en prison, il serait libre de faire campagne. Les auteurs de la Constitution ont seulement précisé que les candidats doivent être américains, nés sur le

sol des États-Unis, être âgés d'au moins 35 ans et résider aux États-Unis depuis au moins quatorze ans. Ils n'ont pas jugé nécessaire de préciser qu'ils ne devaient pas être sous le coup d'une procédure pénale, n'ayant, comme tout le monde, manifestement pas anticipé qu'un candidat comme Trump pouvait exister.

Trump a assurément droit à un procès équitable et sa condamnation n'est pas acquise. Un grand jury a toutefois trouvé les preuves convaincantes. Trump est un accusé des plus loquaces. Ses déclarations

Même s'il était condamné et jeté en prison, Donald Trump serait libre de faire campagne.

sur les réseaux sociaux n'offrent pas seulement un aperçu de sa stratégie de défense probable, elles fournissent également des éléments qui se retourneront certainement contre lui au tribunal. Le moins que l'on puisse dire c'est que tout cela est un caquillage sans nom.

Quelle solution désormais ? Le Parti républicain ne doit pas choisir Trump comme candidat pour l'élection de 2024. De nombreux autres choix s'offrent à lui. Dans le même temps, les partisans de Trump doivent regarder la réalité en face. Ils doivent comprendre qu'avec toutes ces accusations en suspens Trump ne peut être un bon choix pour le parti. Les États-Unis tels que nous les connaissons et que nous les aimons n'y survivraient pas. Choisissez quelqu'un d'autre.—

Publié le 11 juin

Une bombe politique

●●● "Les procureurs ont-ils conscience de ce qu'ils vont déchaîner ?" demande **The Wall Street Journal** au début d'un éditorial dénonçant "une inculpation destructrice". "Pour la première fois, écrit le journal conservateur, le pouvoir du gouvernement fédéral d'engager des poursuites a été utilisé contre un ex-président qui se trouve faire campagne contre l'actuel." Les Américains verront dans cette inculpation la main de Joe Biden "et ils auront raison". Le très conservateur **Washington Times** va plus loin : "Cette inculpation est sans aucun doute possible destinée à éliminer le plus puissant rival de Biden pour l'élection présidentielle de 2024."



ÉDITO

Mettre le meilleur de chacun au service de l'équipe.



Victor

Emilie

Google Workspace



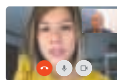
Donner le pouvoir de créer

Google Workspace réunit dans un espace unique et personnalisé toutes les applications qui permettent à chacun de créer et innover - Gmail, Chat, Calendar, Docs, Sheets, Slides, Drive, Meet et bien d'autres encore. Avec l'IA de Google intégrée, allez au-delà de ce que vous pensiez possible.

Aidez-moi à écrire

Faire plus en travaillant moins

Présentiel, distanciel ou hybride... Google Workspace est adapté à tous les modes de travail. Grâce à des outils intuitifs, connectez-vous de n'importe où et depuis n'importe quel appareil pour travailler de manière efficace.



Travailler en toute sécurité

Avec Google Workspace, la sécurité n'est plus un sujet. Grâce à des défenses automatiques contre les menaces, des contrôles intégrés et une infrastructure cloud ultra-sécurisée, votre espace collaboratif est protégé.



Google Workspace pour tous vos défis

Utilisez les mêmes applications que plus de 3 milliards d'utilisateurs à travers le monde.



Créer, communiquer, collaborer, planifier... Avec Google Workspace, les équipes de toutes tailles atteignent leur plein potentiel.



CONTROVERSE

A-t-on besoin de la semaine de quatre jours ?

En Allemagne, un récent sondage sur la semaine de quatre jours a relancé le débat sur la possibilité de réduire le temps de travail. Car le sujet divise, y compris au sein de la rédaction du quotidien bavarois *Süddeutsche Zeitung*.

OUI

Pour éviter les burn-out

—*Süddeutsche Zeitung*, extraits (Munich)

Il fut un temps où il était bien vu de travailler beaucoup. Heureusement, cette époque est révolue. La plupart des gens ne trouvent plus rien d'enviable aux heures supplémentaires et au surmenage. Environ 81 % des salariés seraient aujourd'hui favorables à la semaine de quatre jours, d'après un sondage de la Fondation Hans Böckler. Et ils ont bien raison : il est temps d'abolir la semaine de cinq jours, sans perte de salaire. Car l'État ne pourra pas se maintenir à son niveau de prospérité avec une main-d'œuvre à bout de nerfs.

Les Allemands sont épuisés, à en croire l'enquête réalisée par la [caisse d'assurance-maladie] DAK. Le nombre d'arrêts maladie liés à des problèmes de santé mentale a bondi de 56 % entre 2010 et 2020, et un travailleur sur deux se sentirait proche du burn-out.

L'autodestruction par le travail n'a jamais été viable ni raisonnable, mais on a longtemps toléré ce modèle. Pourtant, personne ne peut décemment avoir envie de confier ses enfants à des professeurs souffrant d'acouphènes, ou sa santé à des médecins qui n'ont même plus le temps de prendre une pause déjeuner.

La semaine de cinq jours fonctionnait peut-être lorsque les femmes restaient chez elles pour s'occuper des enfants et de la maison, et qu'un seul salaire suffisait à payer le loyer, les vêtements, et à faire bouillir la marmite. Mais les structures familiales, le coût de la vie, et le monde du travail ont évolué depuis les années 1950. Le monde professionnel a pris le tournant du numérique, et les salariés y ont souvent gagné en efficacité. Pourtant, le temps de travail, lui, est resté le même.

La semaine de quatre jours pourrait permettre à certains métiers, notamment manuels, de redevenir plus attrayants – auprès des jeunes, qui ne veulent pas se tuer à la tâche, mais aussi des plus âgés, qui commencent à se rendre compte qu'ils ont

un peu trop tiré sur la corde. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Allemagne n'est pas due à la réduction du temps de travail mais à l'évolution démographique, à la baisse des salaires, et à la situation du marché de la formation. Au contraire, le passage aux quatre jours pourrait permettre de lutter contre cette pénurie.

C'est en tout cas ce qu'indique une étude islandaise menée auprès de 2 500 salariés de divers secteurs, qui travaillent désormais 35 ou 36 heures par semaine, au lieu de 40, réparties sur quatre jours. En 2021, après sept années de ce nouveau rythme, l'étude a conclu que leur productivité n'avait pas diminué, et même augmenté pour certains. Les sondés se disaient en outre plus heureux, et en meilleure santé.

Depuis quelque temps, ce genre de témoignages encourageants se multiplient, y compris en Allemagne. Les artisans qui ont adopté la semaine raccourcie parviennent enfin à recruter de nouveau. Le passage aux quatre jours sans perte de salaire permettrait aussi de faire revenir du personnel dans le secteur sinistré de la santé, par exemple. Quant aux femmes qui ont réduit leur temps de travail pour se consacrer à leurs enfants, elles seraient plus enclines, dans ces conditions, à revenir sur leur décision. C'est en tout cas ce qu'indique un sondage réalisé par [le syndicat] IG Metall.

Dans la plupart des secteurs, le temps de travail approprié n'est de toute façon qu'une construction arbitraire. Rien ne prouve que travailler 8 heures par jour, cinq jours par semaine, est le seul modèle possible de productivité. En 1900, les semaines de travail duraient six jours, à raison de

La réduction de la semaine de travail finira par s'imposer avec la génération Z, éprise de liberté.

10 heures par jour, et ce rythme, qui devait pourtant sembler indéfectible à l'époque, a bien été abandonné. Aujourd'hui, un nouveau bouleversement se profile à l'horizon : de nombreux salariés, et de plus en plus d'entreprises, semblent prêts à révolutionner le monde du travail.

À l'heure de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les salariés pourraient enfin se permettre d'exiger plus de temps libre. Cette tendance va d'ailleurs s'accroître avec l'arrivée prochaine de nombreux

jeunes de la génération Z [nés entre 1997 et 2010] sur le marché du travail. Si ce n'est pas déjà fait d'ici là, la semaine de quatre jours finira par s'imposer avec cette génération éprise de liberté, qui a vu ses parents et ses grands-parents organiser leur vie autour du travail, et qui aspire au changement. Les chefs d'entreprise feraient bien de s'y préparer.

—*Paulina Würminghausen*

NON

C'est totalement irréaliste

Quand on pose une question, c'est généralement pour obtenir une réponse. Mais il existe aussi des questions dont la réponse paraît tellement évidente qu'elles ne peuvent être autre chose que purement rhétoriques. Par exemple : les Allemands aimeraient-ils travailler quatre jours au lieu de cinq, sans perdre de salaire ? C'est ce qu'a voulu savoir la Fondation Hans Böckler – proche des syndicats –, et figurez-vous que près de 75 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. Sans vouloir remettre en cause la rigueur empirique des chercheurs, je pense que l'on aurait certainement obtenu des résultats similaires en demandant aux gens s'ils aimeraient pouvoir manger de la glace au chocolat nappée de chantilly tous les jours sans prendre un gramme.

Bien sûr qu'il serait fantastique de pouvoir travailler moins tout en gagnant autant, de continuer à voyager comme avant et d'offrir les mêmes sorties aux enfants, en ayant encore plus de temps libre. Pour se consacrer à sa famille, pour prendre enfin le temps d'apprendre de nouvelles choses, ou tout simplement pour mieux résister au chaos du quotidien. Mais ce scénario est-il vraiment réaliste ? Et bénéficierait-il à l'ensemble de la société ?

Pas de problème, répondront les partisans du changement : quand on travaille moins, on se porte mieux, et on finit donc par abattre autant de travail en moins de temps. Mais l'idée que le passage à la semaine de quatre jours sans perte de salaire ne coûterait quasiment rien à l'économie est du même acabit que la théorie selon laquelle la baisse des impôts entraînerait non pas une diminution mais une

hausse des recettes fiscales – une hypothèse largement contestée.

Il est au bas mot audacieux d'imaginer que l'économie allemande disposerait d'une réserve cachée de productivité de 20 %. Il y a certainement des secteurs et des métiers dans lesquels les salariés, dopés par ce nouveau rythme, parviendraient à effectuer la même quantité de travail en quatre jours qu'en cinq. Mais si les médecins, les infirmiers, les chauffeurs de bus, les coiffeurs, les caissiers, les éboueurs, les vendeurs ou encore les policiers rognent tous sur leur temps de travail, il faudrait nécessairement recruter de nouvelles personnes pour compenser. Or, de plus en plus de secteurs et de régions sont frappés par une pénurie de main-d'œuvre. Il suffit de regarder ce qui se passe dans les écoles pour comprendre les véritables répercussions d'une réduction généralisée du temps de travail : le fort taux de temps partiels est l'une des causes de la pénurie dramatique d'enseignants.

Le besoin de main-d'œuvre est devenu l'un des défis de la société allemande. Désormais, beaucoup d'entreprises manquent non seulement de spécialistes, mais aussi de travailleurs pour des missions plus élémentaires. Et l'évolution démographique ne fera qu'aggraver les choses.

Contrairement à la semaine de cinq jours, le fait qu'un grand nombre d'Allemandes travaillent à temps partiel pose un véritable problème. Il serait souhaitable – tant pour elles que pour l'économie en général – qu'elles soient le plus nombreuses possible à augmenter leur temps de travail. Mais je ne vois pas bien pourquoi une femme qui a choisi de travailler seulement 20 heures par semaine serait soudain prête à passer à 32 heures, uniquement parce qu'il s'agit du nouveau "temps plein" ?

En Allemagne, les négociations sur les salaires et le temps de travail incombent aux partenaires sociaux. S'ils parviennent à s'entendre, branche par branche ou entreprise par entreprise, sur le passage à la semaine de quatre jours sans perte de salaire, très bien ! Mais ce n'est pas à l'État d'imposer ce modèle. Il serait plutôt bénéfique, pour de nombreux salariés, d'instaurer davantage de souplesse dans l'organisation du temps de travail. Avec des journées tantôt courtes, tantôt longues – et parfois, aussi, des semaines de quatre jours.

—*Henrike Roßbach*, publié le 12 mai

woom®



Conçu pour être libre.



Que ce soit pour aller chez des ami-e-s, à l'école ou se déconnecter, les vélos woom ultralégers sont les meilleurs compagnons des enfants. Découvrez les différents modèles et couleurs sur [woom.com](https://www.woom.com)

à la une



UKRAINE

LE POINT DE BASCULE

Après plus de six mois de préparatifs tenus secrets, Kiev a bel et bien lancé la contre-attaque tant attendue contre les forces russes dans le sud et l'est du pays, malgré la destruction du barrage de Kakhovka. Disposant désormais de blindés occidentaux, l'armée ukrainienne doit miser sur le choc, la rapidité et la surprise pour espérer mener à bien son opération, analyse l'hebdomadaire britannique de référence *The Economist*.

—The Economist (Londres)

Les événements prennent un tour vraiment dramatique”, avertissait un blogueur militaire russe le 8 juin, alors que les forces ukrainiennes attaquaient les positions russes dans la région de Zaporijjia. L’Ukraine aurait procédé à des barrages d’artillerie “massifs” avant d’envoyer les chars, poursuivait le blogueur. Quatre colonnes de près de 120 véhicules, chacune précédée d’une dizaine de chars environ, auraient progressé depuis Orikhiv vers Tokmak, une ville située sur le “pont terrestre” constitué par le territoire occupé qui s’étend entre la Russie et la Crimée.

Cette avancée en vingt-quatre heures est un moment clé pour l’armée ukrainienne. Laquelle mène là les combats nocturnes les plus ambitieux qu’elle ait entrepris depuis le début de la guerre, avec des attaques lancées depuis deux points. “Sur cet axe, tout se déroule conformément au plan”, déclare une source au fait des opérations. Au-delà de Tokmak se trouve Melitopol, la ville dont le général Valeriy Zaloujnyi, commandant en chef des forces armées ukrainiennes, a dit qu’elle était un objectif prioritaire dans un entretien accordé au journal *The Economist* en décembre. Cette poussée dans la région de Zaporijjia, combinée à d’autres qui ont lieu tout le long des 1 000 kilomètres de front, donne le signal du départ de la contre-offensive ukrainienne tant attendue.

Planification et simulation. Il aura fallu six mois de préparation. L’automne dernier, l’Ukraine a libéré la région de Kharkiv et une grande partie de celle de Kherson. Mais ses alliés occidentaux redoutaient qu’elle ne dispose pas de moyens suffisants pour exploiter ces victoires en avançant plus loin et plus vite. En janvier, ils se sont décidés à lui fournir les armes nécessaires pour y parvenir et, au printemps, dans la ville allemande de Wiesbaden, ils ont aidé ses généraux à planifier diverses solutions et à les simuler – y compris une poussée vers Melitopol. En mai, l’Ukraine a commencé à affaiblir les forces russes par des attaques de roquettes et de missiles sur les postes de commandement, les cantonnements, les dépôts et les nœuds de communication loin sur les arrières du front.

Au début du mois, l’Ukraine a entamé la phase suivante. Le premier signe perceptible remonte au 4 juin, quand plusieurs brigades ukrainiennes ont marché sur Velyka Novossilka et sont entrées dans Novodonetske, de petites agglomérations proches de Vuhledar, tenu par la Russie. Cette zone était vulnérable, indique Rob Lee, du King’s College de Londres, parce que l’infanterie de marine russe y avait subi de lourdes pertes au printemps et que d’autres unités avaient été transférées à Bakhmout, une ville de l’est du pays que la Russie a prise en mai après s’y être enlisée pendant un an. Les attaques vers Tokmak et autour de Vuhledar ne menacent pas que Melitopol, mais aussi

les ports de Berdiansk et de Marioupol, plus loin vers le sud, sur la mer d’Azov. Elles offrent plusieurs possibilités de tronçonner le pont terrestre, en admettant que les Ukrainiens parviennent à percer les puissantes défenses russes.

La Russie prétend avoir repoussé les assauts ukrainiens près de Vuhledar et avoir infligé des pertes improbables à ses adversaires, soit 3 715 hommes. Des chiffres démentis par les Ukrainiens, et ils ne sont pas les seuls. Evgueni Prigojine, le chef du groupe mercenaire Wagner, placé à la tête des combats à Bakhmout, a balayé ces affirmations d’un revers de main, les dépeignant comme “de la science-fiction absurde et démente”. Du côté

“Les Ukrainiens sont en bonne position pour continuer les opérations offensives. Mais la ligne de défense principale russe est encore loin.”

John Helin,
ANALYSTE

occidental, on souligne que l’Ukraine a réalisé des avancées sensibles durant les deux premiers jours d’affrontements, même si des vidéos montrent que ces derniers ont été violents. “Avec la prise des hauteurs de Storojeve, les Ukrainiens sont en bonne position pour continuer les opérations offensives”, commente John Helin, du Black Bird Group, qui suit le conflit à l’aide du renseignement de sources ouvertes (Osint). *Mais la ligne de défense principale russe est encore loin.*”

Or, ce qui est clair, c’est que l’Ukraine n’attaque pas uniquement dans le Sud, mais sur l’ensemble de l’immense front. Les forces russes sont déployées en demi-lune depuis Kherson, dans le Sud, jusqu’à la région de Louhansk, dans le Nord-Est. On signale une activité fébrile aux deux extrémités. Dans le Nord, sur le flanc droit de la Russie, l’Ukraine attaque en direction de Svatove, une ville de la région de Louhansk. À en croire des responsables occidentaux, dans cette zone, les défenses russes paraissent fragiles.

Par ailleurs, la Russie est de plus en plus distraite par des raids qui se déroulent encore plus loin, au nord de la ligne de front officielle. Ces dernières semaines, des milices composées pour l’essentiel de Russes en exil, soutenues par l’Ukraine, ont lancé des incursions audacieuses dans l’oblast russe de Belgorod, obligeant Moscou à consacrer son attention et des ressources à une partie de la frontière qui était jusque-là tranquille. Le 1^{er} juin, trois appelés russes auraient été tués dans un échange de tirs d’artillerie à la frontière, et sept autres personnes auraient été blessées. Le 5 juin, le Corps des volontaires russes, une de ces milices, a assuré avoir tué un colonel russe. Et le lendemain, une unité russe envoyée à Belgorod depuis Pskov, à 1 000 kilomètres de là, s’est plainte d’avoir essuyé des pertes sévères et de manquer de ravitaillement.

Vu de Russie

La stratégie de la “terre inondée”

Pour Moscou, tous les moyens sont bons pour contrecarrer la contre-offensive ukrainienne.

Pour les médias et chaînes Telegram patriotiques russes, une bataille épique, digne de celle de Koursk, en 1943, est en train de se dérouler sur le front ukrainien. Plus que jamais, le ton est à l’union sacrée derrière les combattants. “Ces héros n’ont pas encore conscience qu’ils sont en train d’écrire l’histoire. Comme l’ont fait leurs grands-pères lors de la bataille de Koursk. Tenez bon, les gars!” écrit le correspondant militaire du quotidien populaire

Komsomolskaïa Pravda.

Dans cette bataille décisive, tous les moyens semblent bons. Selon Valeriy Cherchen, un porte-parole de l’armée ukrainienne, les Russes pratiqueraient à grande échelle la politique de la “terre inondée”. Outre la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, ils ont fait sauter au moins deux autres installations : un barrage sur la rivière Mokrye Yaly, près de Blagodatnoe, localité récemment reprise par les forces ukrainiennes dans la région de Donetsk, et le réservoir de Karlovske, sur la rivière Voltchéï. Même si Moscou dément ces accusations, cette contre-offensive est une réalité depuis plusieurs jours pour les responsables russes. Quelque peu excédé par le “silence opérationnel” de Kiev, Vladimir Poutine lui-même a pris les devants en déclarant le 9 juin à l’agence de presse **Tass** : “On peut constater avec certitude que la contre-offensive ukrainienne a commencé.”

C’est à l’autre bout du front, dans le Sud, sur le flanc gauche des Russes, que s’est produit l’événement le plus dramatique, quand, le 6 juin, le barrage de Kakhovka s’est effondré, provoquant une terrible inondation dans toute la région de Kherson. Il est encore trop tôt pour prendre la mesure des dévastations. Iouri Vaskov, vice-ministre des Infrastructures ukrainien, a laissé entendre à *The Economist*, le 7 juin, qu’une partie du barrage était peut-être encore intacte, ce qui ne pourra être évalué qu’une fois que les eaux auront baissé. Déjà, plus de 150 tonnes d’huile moteur se sont déversées dans le Dniepr. “Nous savons dès à présent que c’est la pire catastrophe qu’ait connue l’Ukraine depuis des décennies”, nous a confié Vaskov.

Les deux camps se rejettent la faute, mais la Russie est le suspect le plus probable. Des habitants des environs disent avoir entendu une explosion au petit matin. L’Ukraine avait prévenu depuis longtemps que les troupes russes

SOURCE



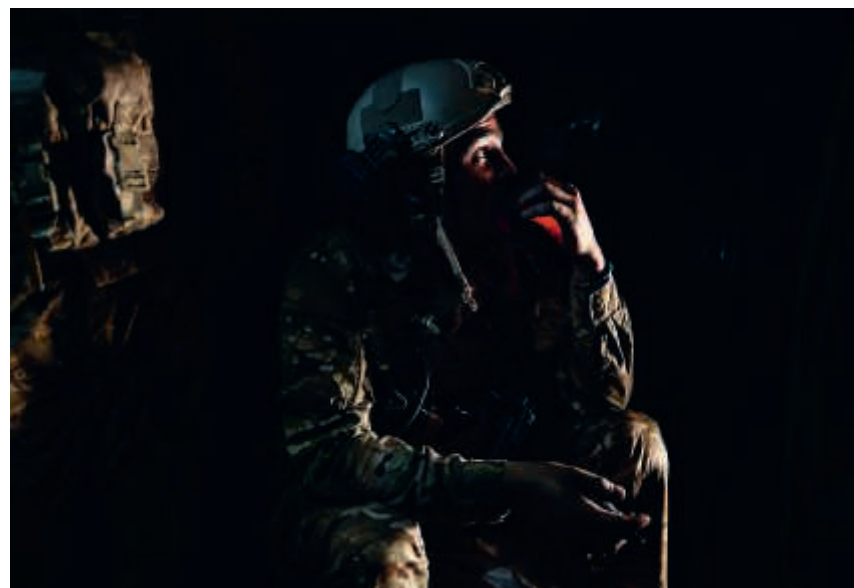
THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire,
1 583 955 ex.

economist.com

Fondée en 1843 par un chapelier écossais, cette institution de la presse britannique est la bible de tous ceux qui s’intéressent à l’actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l’immigration et le libéralisme culturel.

✎ Une Ukrainienne remercie un bénévole qui l’a évacuée le 7 juin d’une zone de Kherson inondée à la suite de la destruction partielle du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Photo Libkos/AP Photo/Sipa



qui contrôlaient le barrage l'avaient miné. Si l'on en juge par l'étendue des dégâts, il semble que la structure ait été démolie de l'intérieur. L'Ukraine a déjà porté l'affaire devant la Cour pénale internationale en dénonçant un crime de guerre.

Les zones les plus touchées sont celles qui se trouvent immédiatement en aval du barrage. Certaines sont tenues par les Russes, sur la rive orientale du Dniepr. Dans la ville de Kherson, sous l'autorité de l'Ukraine, c'est le secteur d'Ostriv, dont le nom signifie "île", qui a le plus souffert, car il est situé au milieu du fleuve. Peu élevée, une de ses rues était même surnommée "Venise" car l'eau y atteignait parfois les seuils des maisons. Aujourd'hui, c'est tout Kherson qui ressemble à Venise, plaisante Serhiy Rybaltchenko, un volontaire. Il a sorti son bateau pour aider à distribuer des couches, de l'eau et d'autres produits de première nécessité à ses voisins pris au piège par les eaux. "Parfois, c'est plutôt comme l'Atlantide."

Une phase plus agressive. Bien que ses propres positions aient été ravagées, la Russie a peut-être détruit le barrage pour contrecarrer les attaques ukrainiennes sur le Dniepr, qui auraient pu menacer le flanc gauche russe à un moment crucial pendant l'offensive. Il semble admis qu'au moins quelques unités ukrainiennes auraient quitté Kherson dans les jours qui ont précédé l'explosion. Peut-être se préparaient-elles à lancer une opération risquée pour franchir le Dniepr par le pont et le barrage de Kakhovka, ou tout près.

Il paraît peu probable que les Ukrainiens progressent de manière significative par ici pour l'instant, bien que la baisse du niveau des eaux en amont, autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia, puisse présenter d'autres possibilités pour l'Ukraine dans les semaines à venir.

Pendant ce temps, les combats ne faiblissent pas dans l'Est. Dans des communiqués publiés entre le 5 et le 7 juin, Hanna Maliar, la vice-ministre de la Défense ukrainienne, au lieu de mettre l'accent sur d'autres événements, a

↑ **Le 10 juin, des soldats de la 28^e brigade mécanisée ukrainienne, établie à plusieurs kilomètres au sud de Bakhmout, utilisent un drone.**

↗ **Un membre de la 28^e brigade mécanisée dans un bunker pendant le tir d'un char russe, le 10 juin.**

Photos Tyler Hicks/
The New York Times

insisté sur le fait que Bakhmout se trouvait toujours à "l'épicentre des hostilités". La reprise de la ville annulerait le seul gain substantiel réalisé cette année par la Russie. Et une poussée plus ambitieuse dans la région environnante du Donbass permettrait également à l'Ukraine de reconquérir des territoires perdus en 2014. Ce serait pour la Russie une humiliation qui saperait la raison qu'elle a officiellement invoquée pour déclencher cette guerre, à savoir la "libération" de l'Est.

Considérés dans leur ensemble, ces développements militaires signifient que, après des semaines de frappes de missiles et d'autres activités de préparation, la contre-offensive est entrée dans une nouvelle phase, plus agressive. D'après les relevés infrarouges, qui montrent les incendies dus aux pilonnages et aux bombardements, le 6 juin aurait été une des journées de combat les plus intenses depuis le début de la guerre, la plupart des incendies étant situés dans des zones aux mains des Russes. La confusion qui règne encore concernant le déploiement des forces ukrainiennes et leurs principaux objectifs prouvent que Kiev a su garder ses intentions secrètes.

Une poussée ambitieuse dans le Donbass humilierait la Russie et saperait la raison invoquée pour déclencher cette guerre : la "libération" de l'Est.

En dépit des revendications de blogueurs russes, rien n'indique clairement la présence de la majorité du nouveau matériel moderne de l'Ukraine, comme les blindés européens et américains. Les pays occidentaux ont aidé l'Ukraine à équiper et à entraîner neuf nouvelles brigades "aptées au combat" pour les opérations offensives, selon des documents rédigés en février et dévoilés par une fuite du Pentagone. L'Ukraine a également levé trois brigades supplémentaires par elle-même.

Sur le papier, cela devrait suffire à rompre les lignes défensives russes, qui s'étendent sur plusieurs niveaux, sur une portion étroite du front, disons de 20 kilomètres.

Pour ce faire, l'Ukraine devra tout entreprendre pour que cette force, relativement peu entraînée, ait assez de courage et de confiance en soi pour continuer à avancer sous des tirs intenses et malgré des pertes potentiellement importantes – ce qui avait été une des plus grandes difficultés rencontrées par Kiev lors de son offensive sur Kherson l'an dernier. Le choc, la rapidité et la surprise seront essentiels.

Les attaques terrestres actuellement lancées par Kiev ont peut-être pour but de maintenir la Russie dans l'incertitude quant à l'endroit où apparaîtront les brigades offensives, obligeant Moscou à défendre plusieurs zones en même temps et à étirer son dispositif – bien que des sources proches de l'armée russe pensent de plus en plus que les assauts ukrainiens dans la région de Zaporijjia constituent l'axe principal. Les forces russes sont face à un véritable dilemme, devant choisir entre la nécessité de renforcer l'Est pour protéger le Donbass et celle de consolider leurs positions dans le Sud, qui servent de bouclier aux lignes de ravitaillement vers la Crimée. En outre, l'Ukraine bénéficie d'un autre avantage : des lignes de communication et de ravitaillement plus courtes, ce qui lui permet de déplacer des unités vers différents endroits du front en passant par son propre territoire, le tout plus rapidement que la Russie.

Même les analystes les plus avertis ne savent pas où seront portés les coups les plus puissants. "Je pars du principe qu'il y aura des attaques de plus grande envergure pour attirer les réserves russes avant la véritable poussée principale", estime Pekka Toveri, ancien chef du renseignement militaire finlandais. Tout est possible, ajoute-t-il : "Je ne serais pas étonné s'il y avait une offensive importante pour reprendre Bakhmout, suivie d'une autre en direction de Marioupol." Ou de Melitopol, finalement. —

Publié le 8 juin

LA PROCHAINE CATASTROPHE SERA-T-ELLE NUCLEAIRE?

L'absence de condamnation claire de la part de la communauté internationale ne peut que pousser le Kremlin à aller plus loin, s'emporte cet éditorialiste d'un quotidien de Lviv.

—Vysokyï Zamok (Lviv)

Nous sommes déjà confrontés à une catastrophe environnementale, la prochaine sera-t-elle nucléaire? Le risque que la centrale hydroélectrique de Kakhovka soit détruite a fait couler beaucoup d'encre. Les spécialistes, connus ou non, en étaient convaincus : un tel acte terroriste était purement et simplement impossible. Il paraissait impensable de provoquer pareil désastre environnemental. Après tout, cela aurait constitué un crime contre l'humanité. Mais tout le monde s'est trompé.

Poutine est un terroriste. Et peu lui importe de déclencher une catastrophe écologique ou nucléaire. Pour lui, et le peuple russe qu'il opprime, ce n'est pas un problème. Ce sont des barbares qui ne devraient pas se trouver sur Terre avec des peuples et des pays civilisés.

Selon le droit international, un acte terroriste aussi outrageux, perpétré par Poutine et ses hordes armées, peut être assimilé à l'utilisation d'armes de destruction massive. Il représente une véritable menace pour toutes les formes de vie sur la planète. Tous les dirigeants des plus grands pays doivent en être clairement conscients.

Poutine, terroriste international. Personne n'a jamais douté que les affidés de Poutine mentiraient cyniquement et effrontément afin de détourner l'attention internationale de cette tragédie et d'en rejeter la responsabilité sur l'Ukraine. Poutine va maintenant se fixer comme mission d'obtenir la mise en place d'une commission internationale chargée d'enquêter sur les causes de cette catastrophe. Pour enquêter sur quoi? Il s'agit d'un acte terroriste commis par les occupants sur ordre direct de Poutine. La prochaine étape pourrait être une catastrophe nucléaire sous couvert d'un accident à la centrale nucléaire de Zaporijjia. Il est utile de rappeler que Poutine est en mesure de créer artificiellement les conditions d'une telle catastrophe, laquelle aura des répercussions planétaires.

Les spécialistes préviennent qu'une catastrophe sur le site de la centrale nucléaire de Zaporijjia pourrait être comparable à celle de Fukushima, au Japon. Sauf que Fukushima a été le théâtre d'un désastre naturel, et que le réacteur a été détruit à cause de défauts de conception dans le système de refroidissement.

Et si nous revenons sur les conséquences de l'accident de Fukushima, elles ne sont pas comparables du tout, en théorie, à celles que pourrait entraîner un accident à la centrale de Zaporijjia. L'Ukraine ainsi que de vastes régions d'Europe et du monde seraient affectées. Il est vain de placer ses espoirs dans l'ONU ou l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ce sont des structures internationales impuissantes et totalement inefficaces.



ÉDITO

Loin de freiner le chantage nucléaire de Poutine, elles ne font que l'encourager à commettre le pire.

La catastrophe écologique et humaine de la centrale hydroélectrique de Kakhovka a montré que le temps des négociations, des propositions et de la persuasion était depuis longtemps révolu avec Poutine. Il nous faut des moyens décisifs et efficaces pour lutter contre ce terroriste international. Les pays civilisés disposent de capacités suffisantes pour éviter une nouvelle catastrophe.

—Viktor Chvets, publié le 8 juin

SOURCE



VYSOKYĪ ZAMOK

Lviv, Ukraine
Quotidien, 565 000 ex.
wz.lviv.ua

Le "Haut Château", du nom d'un célèbre monument de la Galicie, a été fondé en 1991. Nationaliste, tourné vers l'Ouest et notamment vers la Pologne, ce journal à grande diffusion a été l'un des piliers de la "révolution orange".

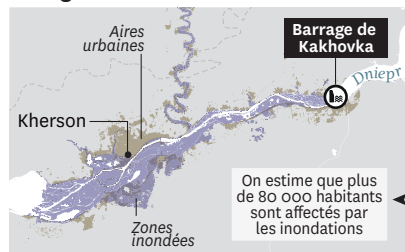
Vu de Suisse

Personne n'avait intérêt à voir le barrage détruit

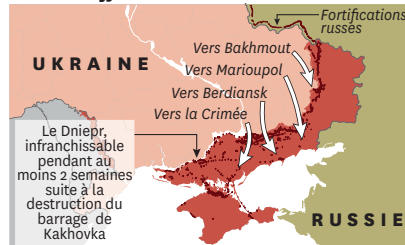
●●● Il faut trouver les responsables de la "monstruosité" qu'est la destruction du barrage de Kakhovka, plaide la **Neue Zürcher Zeitung (NZZ)**. Pour le journal suisse, ce drame ne profite ni à la Russie ni à l'Ukraine sur le plan militaire. "Voilà plus de six mois que le front de Kherson n'a plus qu'une importance secondaire." Pour les troupes ukrainiennes, il a toujours été dur de traverser le Dniepr à cet endroit – particulièrement avec du matériel militaire lourd. Et si des missions de reconnaissance ont été récemment aperçues sur les îles du fleuve, il s'agissait surtout de manœuvres de diversion. Quant aux Russes, ils avaient sans doute déjà détruit la route qui traversait le barrage en novembre dernier. Mais quel intérêt aurait leur armée à inonder et "transformer en marécages inutiles" des territoires où leurs troupes se sont échinées à creuser des tranchées défensives? La NZZ estime que l'on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une détérioration du barrage liée aux combats. D'autant que le niveau de l'eau était anormalement élevé au moment de la tragédie.

- Zones libérées par l'armée ukrainienne lors des contre-offensives de fin 2022
- Zones conquises par l'armée russe depuis le 24 février 2022
- Zones contrôlées par les Russes ou les séparatistes prorusses avant le 24 février 2022
- ★ Principaux combats ces dernières 24 heures
- ➔ Contre-offensives ukrainiennes en cours
- ⊙ Zones où opèrent des partisans ukrainiens

La région de Kherson sous les eaux



Les objectifs potentiels de la contre-offensive ukrainienne



La destruction du barrage de Kakhovka et le front



SOURCES : BRADY AFRICK, INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), "THE GUARDIAN", "THE TIMES", UNOSAT

Conséquences

Kakhovka, une “multi-catastrophe”

●●● Fait inédit, depuis le début de la guerre, presses ukrainiennes et russes s'accordent sur un sujet : les effets dévastateurs de l'effondrement du barrage de Kakhovka sur les écosystèmes du Dniepr. L'explosion de la salle des machines, au matin du 6 juin, a libéré quelque 150 tonnes d'huile de moteur, auxquelles pourraient s'ajouter 300 tonnes supplémentaires. “L'eau inondera les fosses septiques, les cimetières, les porcheries, s'inquiète l'expert écologiste ukrainien Oleh Listopad. Une partie de toute cette masse organique atteindra la mer Noire et une autre se déposera quelque part dans les basses terres, en aval du fleuve.” Inquiétudes similaires pour l'océanologue russe Sergueï Mouhametov, interrogé par le quotidien populaire **Moskovski Komsomolets** : “La probabilité de propagation des maladies infectieuses, comme le choléra, se trouve fortement accrue. Il est possible que le choléra se propage en premier, car le bacille responsable de la maladie se sent très bien dans l'eau, tout comme E. coli”, alerte le scientifique.

Sur son passage, l'eau a englouti les habitats de nombreuses espèces. “Les espaces de vie connus de la fourmi Tapinoma kinburni, très rare, ont été noyés, liste **The Sunday Times**, tout comme la flore endémique des berges du fleuve.” Le drainage du réservoir situé en amont du barrage, de son côté, a détruit le lieu de reproduction de milliers de poissons. La métamorphose du Dniepr s'étend aussi à la navigation, rapporte **Ekonomitchna Pravda**, déclinaison économique du site **Oukraïnska Pravda**, à Kiev. En aval de Zaporijjia, le fleuve “ne sera plus navigable pendant longtemps”. Les écluses de Kakhovka “étaient les dernières sur le Dniepr qui permettaient à tous les navires de rejoindre la haute mer. De fait, les exportations ukrainiennes par cette voie se retrouvent bloquées.” Le patrimoine culturel est également affecté. Des sites archéologiques majeurs, comme la forteresse tatare de Tiahynka (XIV-XV^e siècles), ont été recouverts, déplore la **Süddeutsche Zeitung**. La maison de “l'artiste la plus importante de l'art naïf [ukrainien]”, Polina Raïko, n'a pas été épargnée non plus. “Cette destruction du barrage, déjà endommagé depuis quelque temps, n'avait évidemment pas pour objectif de saccager le patrimoine culturel ukrainien, commente le journal du sud de l'Allemagne. Mais, dès le premier jour, la guerre menée par la Russie a visé l'identité et le patrimoine ukrainiens.”



Le cauchemar des évacués

Les autorités ukrainiennes s'efforcent d'accueillir les personnes qui ont fui la région de Kherson après la destruction du barrage de Kakhovka. Le journal officiel du Parlement a recueilli leurs témoignages.

— **Golos Oukraïny** (Kiev)

Les 19 premiers habitants évacués de la région de Kherson [inondée par les eaux du Dniepr après la destruction du barrage de Kakhovka, le 6 juin] viennent de descendre du train à Khmelnytskyi [dans l'ouest de l'Ukraine]. Cinquante-cinq autres y sont arrivés en provenance de Zaporijjia. Sur le quai, ils sont accueillis par des sauveteurs et des volontaires.

Une partie d'entre eux prévoit de rester à Khmelnytskyi et dans la région. Ce sont majoritairement ceux dont les proches se sont déjà réfugiés ici pour échapper aux frappes russes. D'autres, à la recherche de logements, envisagent de partir plus loin.

Pendant que les volontaires déjeunent et que les services compétents préparent les documents nécessaires à l'obtention d'une aide et d'un logement, des psychologues tentent de calmer les nouveaux venus. Pour la plupart, ce sont des femmes avec des enfants, et des personnes âgées.

Tous sont traumatisés, beaucoup d'entre eux ont les larmes aux yeux quand ils racontent ce qu'ils ont vu et vécu.

Vassyl a plus de 70 ans. Il ne peut pas contenir ses émotions. “Ce ne sont pas des êtres humains, il n'y a que des monstres qui peuvent faire ça.”

Le matin de l'explosion de la centrale [hydroélectrique], les habitants de la région n'ont pas tous compris ce qui s'était passé. Vassyl, par exemple, s'est rendu au bord du Dniepr pour voir de quoi il retournait. Ce qu'il a vu l'a horrifié. L'eau charriait des animaux, des toits, des morceaux de bâtiments : le fleuve emportait tout ce qui se trouvait sur son passage.

Pour beaucoup, ç'a été plus que ce qu'ils pouvaient supporter. Jusque-là, ils avaient dû vivre sous les tirs permanents, jour et nuit. Il leur semblait qu'ils avaient déjà tout enduré : les mines, les missiles, les obus et les drones. Pourtant, ils ne parvenaient pas à admettre que l'ennemi inhumain avait fait sauter la centrale hydroélectrique. Mais le tableau apocalyptique autour d'eux prouvait que tout cela était la terrible réalité.

Ils sont conscients que les terribles conséquences de cette catastrophe sont encore à venir : “Même si l'eau baisse, ça ne sera pas plus facile pour nous”, affirme Vassyl. Dès à présent, il est évident que, privées d'irrigation, les terres vont se dessécher. Les poissons, le gibier ne peuvent pas survivre... Et sur les îles inondées ont péri bétail et oiseaux. Les castors ont été emportés par les eaux jusque dans les rues de la ville, et maintenant on les voit marcher dans Kherson.

Avec peine, les évacués évoquent aussi ce qui se passe sur la rive gauche. Là-bas, à certains endroits, l'eau a monté de 5 mètres, et il était donc presque impossible de sauver les biens, les maisons, les animaux domestiques. Plus grave encore, les Russes ne laissent pas les habitants rejoindre la rive droite.

Les témoins disent que l'ennemi n'a même pas averti ses propres troupes de l'inondation. Ces dernières ont fui rapidement en abandonnant véhicules et armes derrière elles. Mais même cela n'a pas incité les “rachistes” [mot-valise ukrainien associant “russe” et “fasciste”, couramment utilisé depuis le début de la guerre]

SOURCE



GOLOS UKRAÏNY

Kiev, Ukraine
Quotidien, 339 000 ex.
golos.com.ua
“La Voix de l'Ukraine” est le journal officiel du Parlement ukrainien. Fondé en janvier 1991, avant la chute de l'Union soviétique, proche du pouvoir, il se présente comme une chambre de résonance pour les décisions et les réflexions

↑ **Évacuation à Kherson, le 7 juin.**

↗ **Un quartier inondé à Kherson.**
Photos Mauricio Lima/
The New York Times.



REPORTAGE



à cesser de tirer sur le côté ukrainien. C'est un véritable enfer quand, en dessous de soi, on a de l'eau, et que du ciel tombent des obus.

“Là-bas, il n'y a déjà plus rien : plus de vie, plus de maisons, pas de travail, ajoute un habitant de Kherson. Les gens ne savaient pas quoi faire. Beaucoup ont simplement grimpé dans les arbres en attendant de l'aide.”

Toutes les personnes déplacées, même celles dont l'habitation n'a pas été inondée, sont effrayées et en état de stress. Celles dont le logement n'a pas été envahi par les eaux ont au moins réussi à emporter quelques biens. Iana a ainsi pu rassembler quelques affaires nécessaires pour son fils et, au lieu d'un bagage supplémentaire, a pris son chat dans un panier. Une autre mère et son fils sont eux aussi partis avec leurs deux chats – impossible de les laisser mourir !

“Ce ne sont pas des êtres humains, il n'y a que des monstres qui peuvent faire ça.”

Vassyl, septuagénaire, RESCAPÉ ORIGINAL DE LA RÉGION DE KHERSON

Une autre femme raconte que son mari est resté chez eux avec leur chat et leur chien. Mais, après le départ de son épouse, il lui a dit que l'eau montait. Et qu'il allait devoir prendre une barque et ramer en embarquant ses animaux, pour se sauver.

Tout le monde n'a pas pu récupérer ses biens. Les évacués s'estiment déjà heureux d'avoir pu prendre quelques économies et leurs papiers. Par conséquent, beaucoup n'imaginent même pas comment ils vont vivre par la suite.

Une habitante de Kherson au moins va retrouver sa fille dans la région de Khmelnytskyï, où elle avait déménagé pour fuir la guerre. Maintenant, elles vont vivre ensemble. Quant à savoir si elle reviendra chez elle, elle n'y pense même pas pour l'instant.

— **Olena Ivachko,**
publié le 11 juin

À la une



ZELENSKY RISQUE GROS
L'hebdomadaire polonais **Wprost**

estime que l'Ukraine est devenue otage de son succès dans sa lutte contre la Russie. Et il a choisi pour cela un montage d'une photo de Volodymyr Zelensky avec une guillotine en une. Car le président ukrainien risque gros. Avec le lancement de la contre-offensive, les attentes sont si élevées qu'en cas de défaite les appels à négocier avec la Russie se multiplieront. “Le temps est compté, alors que la politique commence à s'inviter sur le champ de bataille, précise le titre conservateur de Varsovie. C'est vrai pour l'Ukraine et les États-Unis, [où] une élection présidentielle doit avoir lieu en 2024. [...] Joe Biden et son parti devront décider s'ils ont envie d'entrer en campagne alors qu'une guerre sévit au beau milieu de l'Europe.” Et en Europe, alerte **Wprost**, “l'épuisement politique de la guerre est perceptible”.

Un article à retrouver sur notre site.

LA LONGUE HISTOIRE DE L'EAU COMME ARME DE GUERRE

La destruction du barrage de Kakhovka, qui semble être un acte de sabotage, n'est pas un cas isolé dans l'histoire, prouve ce quotidien italien. Depuis deux millénaires, l'eau est utilisée pour bloquer ou détruire des armées ennemies.

— **La Repubblica, Rome (Italie)**

L'un après l'autre, les paras américains avaient sauté, lestés chacun d'une trentaine de kilos de matériel. Mais les plaines verdoyantes en dessous d'eux n'étaient pas le bocage normand attendu : les Allemands avaient tout inondé. “Ceux qui avaient sauté avant moi se sont noyés, comme ceux qui l'ont fait après moi, a raconté John Taylor, de la 101^e division aéroportée. Moi, je suis tombé sur une petite langue de terre en surplomb.”

Voilà exactement soixante-dix-neuf ans, le D-day des Américains commença par une découverte : l'eau avait été utilisée comme une arme de guerre. Une pratique vieille comme le monde, mais qui a rarement été employée à une telle échelle, comme cela a été le cas en Ukraine, le 6 juin, lors de la destruction du barrage de Kakhovka sur le Dniepr.

En Espagne, deux siècles avant Jésus-Christ, Quintus Caecilius Metellus Macedonicus détournait déjà un fleuve, précipitant ainsi ses flots sur le camp des Celtibères. Pris de panique, ces ennemis jurés de Rome avaient pris leurs jambes à leur cou. Plus sophistiqués, les ingénieurs perses avaient trafiqué les systèmes d'irrigation du Tigre pour empêcher les légions de Julien l'Apostat de les poursuivre.

César, pendant le siège d'Alésia, avait, lui, détourné un torrent à l'intérieur d'un des fossés creusés autour de la citadelle des Gaulois. Il avait ainsi fait d'une pierre deux coups : il privait les Gaulois de ressources en eau et renforçait sa ligne de fortifications.

Il ne s'agit pas ici d'épisodes isolés, mais d'une tactique détaillée de siècle en siècle dans les manuels de guerre. L'inondation comme procédé défensif est si fréquente qu'elle se voit consacrer un chapitre dans les traités de défense, à partir de celui du célèbre Carl von Clausewitz.

Ce général prussien avait été fort impressionné par l'habileté des Hollandais à tirer profit des écluses pour jeter des murs d'eau sur les envahisseurs. Un système qui a fonctionné jusqu'en 1940, lorsque les nazis ont envoyé les parachutistes prendre les ponts, mettant ainsi fin à l'inviolabilité des pays situés sous le niveau de la mer.

Les ingénieurs du Reich allaient ensuite reprendre l'idée de l'inondation provoquée : dans les marais Pontins [Italie centrale], ils sont intervenus sur les dispositifs de drainage

de Mussolini pour embourber les alliés débarqués à Anzio.

C'est une autre paire de manches que de fabriquer des bombes à eau. Même Léonard de Vinci s'est essayé à la conception d'une écluse qui permettait de faire d'un torrent un “bélier hydraulique”. Mais la première version de cette “bombe” est attribuée aux Spartiates : le fleuve Ophis fut détourné pour affouiller les remparts de Mantinée, montés en briques de terre crue, obligeant les habitants à se rendre.

“Après moi le déluge”. Bien plus tard, cette idée sera reprise par les Égyptiens en octobre 1973 pour attaquer la ligne Bar-Lev, une muraille de sable haute de plus de 20 mètres érigée par les Israéliens sur la rive orientale du canal de Suez. Un colosse aux pieds d'argile, littéralement. Les généraux de Sadate envoyèrent des dizaines d'embarcations attaquer le canal avec des canons à eau ; 81 brèches furent ouvertes dans la muraille, faisant fondre en quelques heures 3 millions de mètres cubes de terre battue.

Restent les digues de béton armé, le matériau le plus résistant sur le papier. La Royal Air Force britannique avait imaginé à cet effet un dispositif prenant la forme de trois tonneaux de TNT qui rebondissaient à la surface des lacs artificiels pour aller exploser contre les infrastructures.

En 1943, l'opération Chastise a permis d'endommager trois barrages en Allemagne : l'objectif était de détruire les centrales hydroélectriques de la Ruhr, mais les inondations causèrent la mort de 1600 civils. L'escadron chargé de cette mission avait pour cynique devise “Après moi le déluge”.

[Le 28 août 1941, Joseph Staline avait donné l'ordre de miner le barrage de Zaporijjia pour freiner l'avancée des troupes nazies. Entre 20 000 et 100 000 personnes périrent.] À l'été 1943, la Wehrmacht, acculée, avait tenté à son tour de faire sauter le barrage sur le Dniepr, celui même qui a été détruit le 6 juin. Elle n'avait réussi qu'à l'endommager en partie, sans occasionner de fuite, avant que les Allemands ne soient délogés par le lieutenant Boris Souvorov, de l'Armée rouge. Quatre-vingts ans plus tard exactement, les petits-enfants de ces soldats soviétiques viennent de le faire sauter, noyant l'ensemble de l'Ukraine méridionale.

— **Gianluca Di Feo,**
publié le 7 juin



La Crimée survivra-t-elle?

Avec l'explosion du barrage de Kakhovka, le réseau d'approvisionnement en eau de la presqu'île s'est retrouvé totalement ébranlé, explique cette journaliste tchèque.

—Denik N, extraits (Prague)

Il était 10 h 20, heure locale, mardi 6 juin, quand sont tombées sur les réseaux sociaux les premières informations indiquant que le niveau d'eau du canal de Crimée du Nord avait commencé à baisser. Plus de huit heures s'étaient écoulées depuis l'explosion qui a détruit le barrage de Kakhovka.

Les Criméens se sont réveillés dans une matinée certes baignée de soleil, mais aussi avec un flot d'informations sur l'attaque par des "terroristes ukrainiens" d'un barrage extrêmement important pour la vie en Crimée. Ceux qui ont consulté les sources ukrainiennes apprenaient, eux, que le barrage avait été détruit par les Russes, qui l'avaient miné quelques mois auparavant.

La troisième version mentionnée, quoique de façon plus marginale, dans les médias étrangers et les médias d'opposition russes, était celle d'un accident technologique. Le barrage, précédemment endommagé, n'aurait pas résisté à l'énorme pression de l'eau et se serait rompu de lui-même.

Du point de vue des habitants de la péninsule de Crimée occupée par la Russie et des touristes russes qui prévoyaient d'y passer leurs vacances cette année, l'origine de la catastrophe n'a, au fond, pas grande importance. La sécheresse ne gâchera pas seulement la saison estivale cette année; elle dessinera aussi sur les visages des hôteliers de Crimée des traits encore plus marqués qu'ils ne le sont déjà tout en menaçant des agriculteurs entièrement tributaires de l'irrigation. Les sources d'eau locales qui ne dépendent pas du Dniepr ne sauveront pas leurs récoltes.

Les autorités ukrainiennes ont mis en garde la population de Crimée : vous risquez d'être complètement privés d'eau potable. "C'est un écocide. Les Russes seront responsables de la possible disparition de l'eau potable dans le sud de la région de Kherson et en Crimée... C'est un coup dur pour la sécurité alimentaire mondiale", a écrit Andryi Yermak, chef du bureau du président ukrainien, sur les médias sociaux. Il faisait allusion aux milliers d'hectares irrigués par l'eau du fleuve Dniepr en Crimée. Dans cette péninsule aride, trouver une autre source sera particulièrement difficile.

Peu de précipitations. Les autorités d'occupation russes de Crimée ont beau s'efforcer de tempérer la panique, elles aussi admettent que c'est d'abord et avant tout la Crimée qui ressentira les principales conséquences sur le long terme de la destruction du barrage. "Il y aura des problèmes d'approvisionnement en eau potable en Crimée", a ainsi constaté Vladimir Leontiev, le chef de l'administration d'occupation de Nova Kakhovka (ville du sud de l'Ukraine dans la région de Kherson, important port fluvial), qui a été installé dans ses fonctions par Moscou.

Même le chef de la république de Crimée, Sergueï Aksionov, a reconnu que le canal de Crimée du Nord risquait de s'assécher. Avant, dans la foulée, d'ajouter cependant que "nous avons aujourd'hui plus qu'assez d'eau potable".

Quoi qu'il prétende, il n'en reste pas moins que les agriculteurs, en particulier les producteurs de riz, vont désormais manquer de

⚔ **Un pont détruit après l'explosion du barrage de Kakhovka, le 6 juin.** Photo Mauricio Lima/ The New York Times

↑ **Une rescapée, à Hola Prystan, dans la région de Kherson, le 8 juin.** Photo Alexander Ermochenko/ Reuters

quelque 250 millions de mètres cubes d'eau. Et des dizaines de milliers d'hectares irrigués par le canal de Crimée du Nord devront compter sur la pluie. Or le climat local est pauvre en précipitations : ce sont tout au plus 300 millimètres qui tombent par an sur la steppe.

La Crimée a déjà fait l'expérience de l'"assèchement" du canal. Les Ukrainiens en avaient fermé l'alimentation à la suite de la prise de la péninsule par les Russes [en 2014]. Très vite, ces derniers étaient toutefois parvenus à amener de l'eau depuis Bilohirsk, où se trouvent les plus grands réservoirs d'eau de la péninsule. Cela avait permis de résoudre partiellement le problème d'approvisionnement de la partie orientale de la Crimée.

Par la suite, de l'eau provenant de puits artésiens situés dans le nord de la Crimée avait également été acheminée vers le système, ce qui avait permis de rétablir l'approvisionnement des villes de Kertch et de Théodosie.

En 2021, une sécheresse dévastatrice a frappé la région. Moscou s'était alors engagé à fournir de l'eau à la "ville héros" de Sébastopol, siège de la flotte russe en mer Noire. Le 18 mars 2021, un système acheminant de l'eau prétraitée de la rivière Belbek vers le port a été mis en service. En l'espace de cent quinze jours, un réservoir d'un volume de 195 000 mètres



cubes a été construit par les soldats russes. Le ministère de la Défense considère cette infrastructure comme hautement stratégique.

Saison touristique en suspens. La Crimée et surtout Sébastopol, très importante pour l'armée, survivront donc sans le barrage de Kakhovka. Au cours des huit dernières années, Moscou s'est bien préparé à l'éventualité d'un canal de nouveau à sec.

Comment eux réagissent-ils aux derniers événements? Ceux qui ont prévu de venir et n'ont rien contre le fait de devoir se contenter de l'eau de mer et de dépenser une petite fortune pour s'approvisionner en eau potable viendront probablement cette année aussi. De même que tous ceux qui ne sont pas dérangés outre mesure par le fait que le territoire de la péninsule est sillonné de lignes de tranchées défensives. Toutefois, les récentes attaques de drones ukrainiens ont troublé jusqu'à certains des touristes russes les plus téméraires.

Juste après l'invasion de l'Ukraine l'année dernière, l'afflux de touristes a chuté d'environ un tiers : 6,5 millions ont visité la péninsule, contre 9,5 millions l'année précédente.

Les producteurs de riz particulièrement vont manquer de quelque 250 millions de mètres cubes d'eau.

Les attaques ont porté un autre coup à l'industrie touristique russe. Les vols de drones au-dessus de l'eau et dans les airs, notamment sur la "forteresse" de Sébastopol juste avant le début de la saison estivale, n'ont bien évidemment pas incité non plus les potentiels visiteurs à choisir les stations balnéaires de Crimée comme destinations de vacances. Il n'est d'ailleurs plus possible de s'y rendre en avion pour des raisons de sécurité et de longues files d'attente se forment régulièrement sur le pont de Crimée. De toute façon, lui aussi a perdu sa réputation d'inviolabilité depuis l'explosion qui l'a endommagé en octobre 2022.

Selon l'analyste militaire ukrainien Vladislav Seleznev, les attaques contre la centaine de cibles militaires identifiées en Crimée vont très certainement se poursuivre. "La saison touristique cette année sera pour cette raison moins bonne que les précédentes", a-t-il déjà prévenu. "Après tout, la Crimée est aujourd'hui une ligne de front."

C'est en tous les cas un fait : en termes de popularité parmi les Russes qui envisagent de partir en vacances, la Crimée se range cette année derrière les Émirats arabes unis, la Turquie ou un autre territoire (géorgien) occupé, l'Abkhazie. Pour la première fois, la Crimée est même sortie du top 5 des destinations préférées des touristes russes. Et après l'explosion du barrage de Kakhovka, il est fort probable qu'en la matière les choses aillent en s'améliorant.

— **Petra Prochazkova,**
publié le 6 juin

Décryptage

La guerre se rapproche de la mère patrie

●●● Chebekino, une ville russe de 45 000 habitants située à quelques encablures de la frontière ukrainienne, "se trouve désormais de facto sur la ligne de front", annonce **The Guardian**. Tout autour, plusieurs hameaux et villages "ont été abandonnés par les troupes" de Moscou, au gré des incursions des troupes insurgées soutenues par Kiev. "Ces paramilitaires [russes], qui agissaient jusqu'à présent en marge et dont beaucoup sont liés à des organisations d'extrême droite opposées au Kremlin, ont réussi à prendre et à garder des territoires", rapporte le journal londonien. "Ça fait bizarre de porter un gilet pare-balles et un casque sur le territoire de la Russie, la vieille Russie", confie une journaliste pro-Kremlin interrogée sur place. À Chebekino, l'écrasante majorité des résidents a quitté la ville. Et les quelque 500 irréductibles "sont désespérés au point d'appeler Evgueni Prigojine", le chef du Groupe Wagner, à la rescousse. "Une chose est sûre : la guerre n'a jamais paru aussi proche."



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Suivez toute l'actualité de la contre-offensive ukrainienne sur notre site. Et les conséquences de la destruction du barrage de Kakhovka. Avec notamment ce reportage du **Daily Telegraph** sur les habitants de la région de Kherson : "**Plus grand-chose ne nous surprend**" : sur les berges méconnaissables du Dniepr. Et toutes nos revues de presse : **Le Dniepr ne sera plus jamais le même et "Cocktail mortel"** : la véritable étendue de la pollution du Dniepr.

Bon d'abonnement

À retourner à : **Courrier international**

Service Abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9

Oui, je m'abonne pour 10,75 € par mois par prélèvement automatique, au lieu de 19,77 €.

Tous les magazines **livrés** chaque semaine.



L'accès au site Internet en illimité sur tous les supports numériques.



J'en profite immédiatement en m'abonnant sur :

<https://abo.courrierinternational.com/auto2304>

← ou en scannant le code QR ci-contre.

EN CADEAU

si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.

4 numéros supplémentaires de Courier international

Mon premier prélèvement aura lieu après la réception de mes 4 numéros gratuits.



Je préfère payer en une seule fois. Je règle **129 €** par chèque bancaire à l'ordre de **Courrier international**.

1 an - 52 numéros + l'accès à la totalité du site Internet.

J'indique mes coordonnées :

RCO23BA04

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de *Courrier international* par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de *Courrier international* par voie postale. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

d'un
continent
à l'autre.

afrique

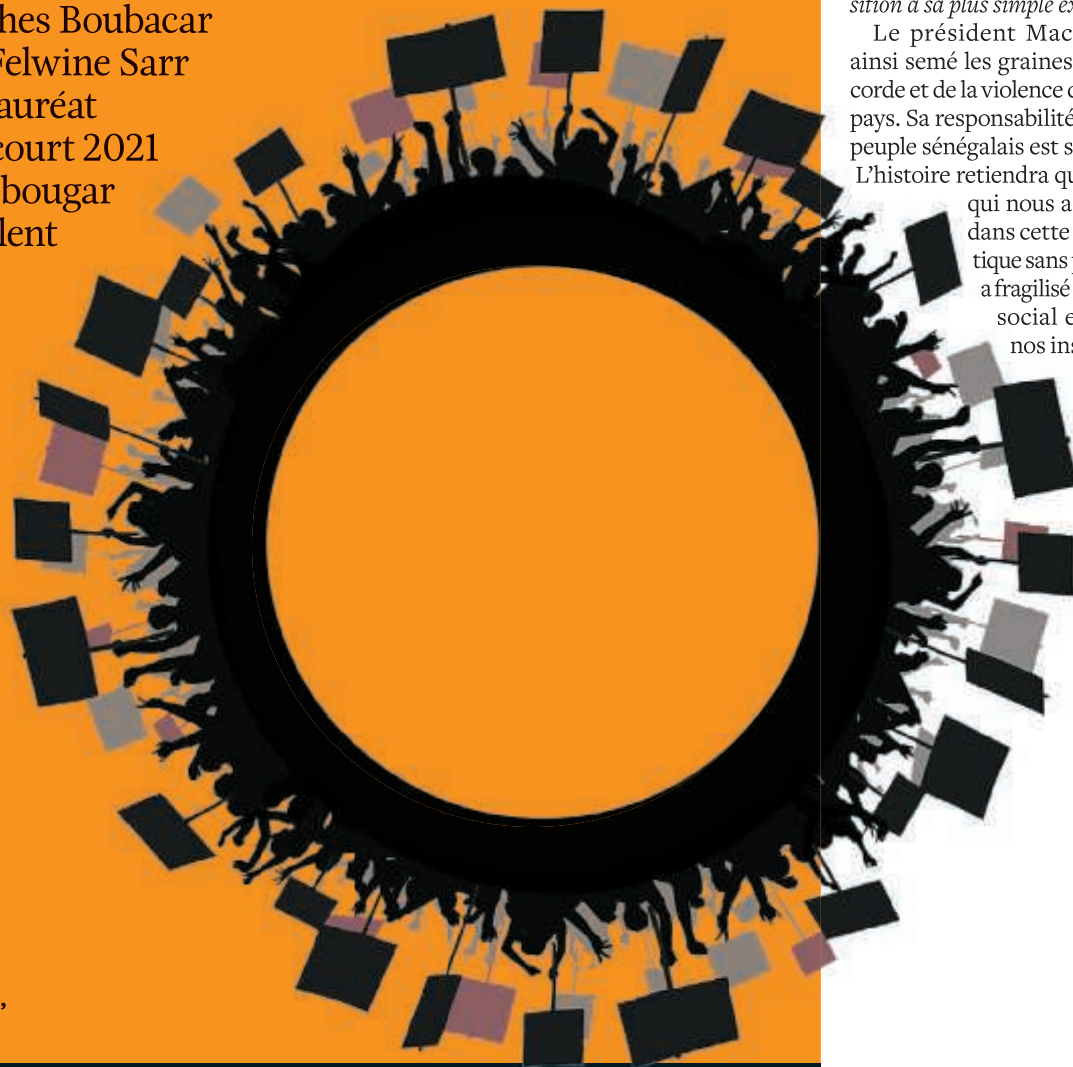


France	24
Moyen-Orient...	26
Asie	28
Amériques.....	32
Europe	36

Sénégal. “Pour une société véritablement démocratique”

Les philosophes Boubacar Boris Diop, Felwine Sarr et l'écrivain lauréat du prix Goncourt 2021 Mohamed Mbougar Sarr interpellent le président Macky Sall dans une tribune qui sonne comme une mise en garde.

➤ Dessin de Vlahovic, Serbie.



—Seneplus, extraits (Dakar)

Il convient, tout d'abord, de nous incliner devant nos morts et d'avoir une pensée pour leurs proches endeuillés. Ils sont une vingtaine [16, selon les chiffres officiels], à l'heure où nous écrivons cette tribune, à avoir déjà perdu la vie. Ce décompte lugubre pourrait croître dans les jours qui suivent.

Les événements en cours exigent de chacun qu'il prenne ses responsabilités. Nous affirmons que la situation que vit actuellement notre pays résulte de la dérive autoritaire du président Macky Sall.

En 2012 [Macky Sall, jusqu'alors Premier ministre du président Abdoulaye Wade, était élu pour la première fois], notre confiance l'a placé à la tête de l'État sénégalais. Mais mû par son désir de se maintenir à tout prix au pouvoir, il s'est promis de “réduire l'opposition à sa plus simple expression”.

Le président Macky Sall a ainsi semé les graines de la discorde et de la violence dans notre pays. Sa responsabilité devant le peuple sénégalais est sans appel. L'histoire retiendra que c'est lui

qui nous a entraînés dans cette crise politique sans précédent, a fragilisé notre tissu social et affaîssé nos institutions.



TRIBUNE

Il a de surcroît imprudemment libéré les monstres qui sommeillent en chaque groupe humain et qu'il convient de toujours brider par une pratique de la justice, de l'égalité des citoyens et de la paix sociale.

Si nous en sommes arrivés là, c'est parce que nous, le peuple sénégalais, n'avons pas assez réagi quand le régime en place s'est mis à traquer les militants et les cadres de Pastef [Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité, fondé en 2014

par Ousmane Sonko et membre de la principale coalition de l'opposition, Yewwi Askan Wi, “Libérez le peuple” en wolof] en plus, bien évidemment, de son leader, Ousmane Sonko.

Il y a pourtant eu des signes avant-coureurs – que nous n'avons hélas pas su décrypter – de cette campagne de répression systématique et sans précédent au Sénégal.

Le président Macky Sall a semé les graines de la discorde dans notre pays.

Depuis quelque temps, en effet, tous ceux qui osent élever la voix contre une troisième candidature du président sortant [si Macky Sall ne s'est pas encore officiellement déclaré, il a toutefois estimé que sur le plan juridique rien ne l'empêcherait de briguer un troisième mandat*] en font immédiatement les frais. Peu à peu, les interdictions de marches pacifiques sont devenues la règle; les arrestations et emprisonnements arbitraires se sont multipliés.

Dans un tel contexte de brutale fermeture de l'espace politique, les procès aux verdicts ubuesques et la séquestration illégale d'un dirigeant de l'opposition [le 30 mai, Ousmane Sonko a été placé sous surveillance] en sont venus à paraître d'une inquiétante banalité.

La nature socratique du verdict du procès d'Ousmane Sonko [comme le philosophe antique grec, il a été condamné pour corruption de la jeunesse] a fini par convaincre que ce n'était pas la manifestation de la vérité qui était visée mais bel et bien l'élimination d'un opposant politique

dans la perspective de la prochaine élection présidentielle. Elle pose surtout le problème de notre appareil judiciaire, dont la fragilité et la fébrilité sont apparues au grand jour.

En vérité nous sommes tous témoins, depuis plusieurs mois, de l'hubris [démessure orgueilleuse] d'un pouvoir qui emprisonne ou exile ses opposants les plus menaçants, réprime les libertés (notamment celles de la presse) et tire sur son propre peuple avec une révoltante impunité.

Nous sommes aussi tous témoins des errements d'un État désireux de rester fort à tout prix, oubliant qu'un État fort est un État juste, et que l'ordre se maintient d'abord par l'équité.

Décrédibilisation. À cette réalité brute, l'appareil idéologique du régime en place a répondu que rien ne se passait; et que ceux qui se trouvaient en prison étaient des individus qui avaient contrevenu aux règles, violé la loi ou, mieux, n'avaient pas respecté les règles de l'état de droit. Par un étrange renversement de perspective, ceux qui ont affaibli et décrédibilisé les institutions de la République – notamment la justice, devenue partisane –, les mêmes qui ont rompu l'égalité des citoyens devant la loi, sont ceux qui s'en proclament les gardiens.

Aux citoyens dénonçant cet état de fait, on oppose une batterie de chefs d'inculpation allant de la diffusion de fausses nouvelles au discrédit jeté contre les institutions, en passant par l'appel à l'insurrection, pour justifier l'appareil répressif mis en place contre eux.

Par ces actes, c'est toute la conscience démocratique de la société civile sénégalaise qui est réprimée.

Ce désir d'instiller la peur chez les citoyens et d'inhiber ainsi toute velléité de protestation par le langage et le discours a cependant quelque chose de profondément anachronique : les Sénégalais sont attachés à leur liberté de parole et ils n'y renonceront pas.

Un autre déni majeur est celui de la demande de justice sociale et de justice contentieuse de la part d'une jeunesse qui représente 75 % de la population sénégalaise. Cette jeunesse, en plus de manquer de

perspectives, n'a pas d'espace d'expression politique et voit ses rêves d'une société plus équitable hypothéqués.

Nous voyons enfin des populations, déjà précaires et laissées à elles-mêmes. Elles observent avec tristesse et impuissance la frénésie accumulatrice d'une caste qui s'enrichit illicitement, cultive un entre-soi indécent et répond, quand on l'interpelle ou lui demande des comptes, par le mépris, la force ou, pire, l'indifférence. Une caste que rien ne semble plus pouvoir affecter, ni la misère sociale ni sa propre misère morale : voilà le drame.

Aujourd'hui comme hier, le langage, lieu primal de la lutte de la vérité contre le mensonge, demeure fondamental. La première des compromissions consiste à ne pas nommer ce qui est, à l'esquiver, à l'euphémiser, à le diluer par des tours de passe-passe sémantiques, ou à tout bonnement travestir la réalité. La première des oppressions qui nous est faite est d'avoir tenté par moult opérations de nous obliger à prendre le mensonge pour la vérité. Pour cela, l'appareil idéologique de l'État a tourné à plein régime en

La tentation antifranaise d'Ousmane Sonko?

●●● *“On a été dépeints comme des anti-Français notoires. Nous n'avons rien contre la France.”* C'est ainsi qu'Ousmane Sonko se défendait de tout sentiment antifranaçais, lors d'un entretien accordé à RFI-France 24 en janvier dernier, dans lequel il précisait : *“Nous voulons continuer des partenariats mais dans le sens gagnant-gagnant.”* Cette interview, au cours de laquelle l'opposant posait entre un portrait du panafricaniste et anti-impérialiste Thomas Sankara et le drapeau sénégalais, a été très commentée dans la presse sénégalaise. Pour **Dakaractu**, le président du Pastef clarifiait ainsi *“sa position sur le débat France-Afrique”* puisqu'il était *“dépeint depuis quelque temps comme un anti-Français dont le discours pourrait gêner les relations [entre Paris et Dakar]”*.

Contexte

●●● Face aux violentes manifestations qui ont saisi le pays depuis la condamnation à deux ans de prison ferme de l'opposant Ousmane Sonko le 1er juin, le président Macky Sall avait gardé le silence. Mais ce 7 juin, il l'a annoncé : il s'adressera à la nation sénégalaise après la fin du “dialogue national” qu'il a lancé, alors que les manifestations prévues les 9 et 10 juin ont été interdites par les autorités puis annulées par l'opposition. La veille, Macky Sall s'était rendu auprès du chef des mourides, cette confrérie musulmane dont le poids politique est incontournable dans le pays. Cette rencontre a donné lieu à *“un tête-à-tête d'une heure”*, selon le journal **Le Soleil**. Le quotidien sénégalais rappelle que l'intervention du khalife général des mourides lors des émeutes meurtrières de mars 2021 avait contribué à les éteindre.

produisant des discours ayant pour objectif de voiler le réel.

Nous tenons à alerter à travers cette tribune sur l'usage excessif de la force dans la répression du soulèvement populaire en cours. Symbole de la violence de l'État contre la société, cette répression prend aujourd'hui une forme nouvelle et particulièrement inquiétante.

Il s'agit, ni plus ni moins, de la “dérépublicanisation” des forces de défense et de sécurité auxquelles ont été intégrées des milices armées opérant au vu et au su de tous. En agissant de la sorte, le régime actuel est en train de faillir à son devoir de protéger le peuple sénégalais.

Une autre dimension de l'oppression est le gouvernement par la violence et la peur que le régime a méthodiquement mis en œuvre depuis un certain temps. L'intimidation des voix dissidentes, la violence physique, la privation de liberté ont été une étape importante du saccage de nos acquis démocratiques.

Nous n'ignorions pas, après 1963 [face à l'unique candidature de Léopold Sédar Senghor, des manifestations eurent lieu, fortement réprimées], 1968 [le pays connut en mai une série de contestations syndicales et étudiantes], 1988 [la réélection d'Abdou Diouf donna lieu à des manifestations et à l'instauration de l'état d'urgence], 1993 [le troisième mandat d'Abdou Diouf donna lieu à des heurts et manifestations de l'opposition], 2011 [un projet de réforme constitutionnelle, portée par le président Abdoulaye Wade, donna lieu à des manifestations réprimées] et 2021 [violentes manifestations

Le régime actuel est en train de faillir à son devoir de protéger le peuple sénégalais.

après l'arrestation du député Ousmane Sonko, accusé de viols et de menaces de mort], que l'histoire politique du Sénégal charriait sa part obscure de violence.

Mais de toutes les convulsions qui ont agité l'histoire moderne de notre pays, celle qui se déroule sous nos yeux nous semble être la plus simple à résoudre et, par ce fait même, la plus tragique dans ses conséquences actuelles.

Il suffirait qu'un homme dise “Je renonce à briguer un troisième mandat qui déshonorerait ma parole d'homme, mon pays et sa Constitution” pour que la colère qui s'exprime dans les rues sénégalaises en ce moment même, sans disparaître tout à fait, s'atténue. Cet homme, c'est le président de la République.

Qu'il annonce que les articles L29, L30 et L57 du Code électoral [qui portent sur l'inéligibilité qui frappe tout Sénégalais condamné pour crime ou en état de contumace, comme c'est le cas pour Ousmane Sonko] seront révisés, que le parrainage sera aboli afin de rendre les élections inclusives et que tous les prisonniers politiques et d'opinion seront libérés pour que la tension baisse, et que la paix ait une chance de revenir.

La vague de violence qui secoue le Sénégal depuis plusieurs jours n'est pas seulement liée à une conjoncture politique passagère : elle est aussi structurelle, profonde, ancienne.

Elle traverse tous les pans de la société sénégalaise, et traduit une foi perdue dans l'état de droit ainsi que le désir d'une plus grande justice (sociale), que garantirait un pacte démocratique renouvelé.

Toute la question est de savoir si le pouvoir actuel a encore le temps, la latitude, la volonté de mettre un terme à une spirale de violence dont il nous semble qu'il est, tout compte fait, le principal responsable.

La voie royale vers une paix durable est cependant dans la réhabilitation de la justice et dans l'édification, cette fois-ci, d'une société véritablement démocratique.

Il s'agira après la tempête, de refonder le pacte républicain, de construire d'authentiques contre-pouvoirs, de réformer en profondeur nos institutions, de sortir de notre hyperprésidentialisme afin de ne plus conférer à un seul individu un pouvoir sans limites et sans contrôle.

— **Boubacar Boris Diop, Felwine Sarr et Mohamed Mbougar Sarr,** publié le 4 juin

* Élu en 2012 pour un premier mandat de sept ans, Macky Sall a été réélu en 2019 pour cinq années supplémentaires, puisque entre-temps la révision de la Constitution de 2016 avait diminué la durée du mandat et limité leur nombre à deux. Toute la question est désormais de savoir si le premier mandat doit ou non être comptabilisé.

Les auteurs

BOUBACAR BORIS DIO est un journaliste, essayiste et romancier dont l'œuvre, d'abord en français, renouvelle désormais les langues africaines, dont le wolof.

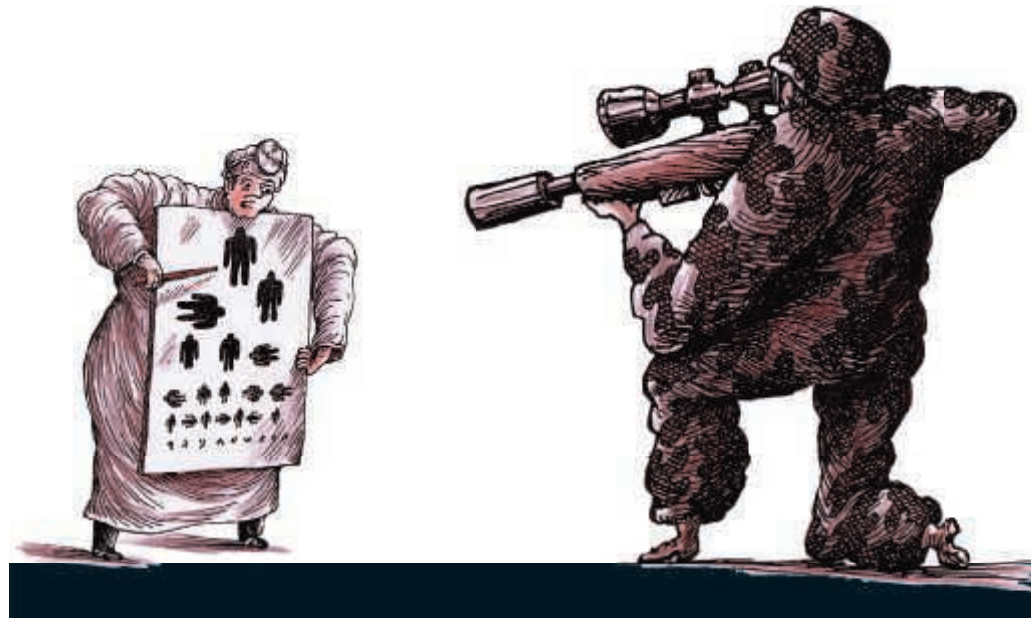
FELWINE SARR est un écrivain, économiste et universitaire qui enseigne la philosophie africaine contemporaine et diasporique à l'université américaine Duke.

MOHAMED MBOUGAR SARR est un romancier sénégalais d'expression française, lauréat en 2021 du prix Goncourt pour *La Plus Secrète Mémoire des hommes* (éd. Philippe Rey et Jimsaan).

CÔTE D'IVOIRE

Se former contre le terrorisme

Le pays du Golfe de Guinée est le lieu d'une expérimentation originale : une "académie de lutte contre le terrorisme", qui forme militaires et magistrats.



— Le Temps (Genève)

A quelque 70 kilomètres à l'ouest d'Abidjan, Jacquville est une cité balnéaire entre mer et lagune, prisée pour ses plages sablonneuses. Mais, depuis 2021, dans une cocoteraie de quelque 1200 hectares, à l'abri des regards, au bout d'une piste en latérite rouge, la petite ville abrite désormais l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), qui ambitionne de former les cadres et les unités d'intervention d'élite dont le continent africain a besoin pour lutter contre l'extrémisme violent. Et accueille aussi un institut de recherche destiné à l'étude d'un phénomène relativement récent.

Le 11 mai dernier, à l'issue de la tenue, sur le site de l'académie, de son premier conseil d'administration international, le ministre de la Défense ivoirien, Téné Birahima Ouattara, a déclaré "retenir que les pays représentés ont une volonté

commune de lutter contre le terrorisme", avant de poser la première pierre d'un bâtiment destiné à accueillir les quelque 600 stagiaires qui s'y succèdent, chaque année, aux côtés de la secrétaire d'État française Chrysoula Zacharopoulou.

À cette occasion, la Suisse a fait son entrée officielle aux côtés des pays qui ont rejoint la France et la Côte d'Ivoire, à l'origine de ce projet, pour soutenir financièrement ce "campus antiterroriste" unique en son genre.

Attentat simulé. Ce fut également le cas des États-Unis, très présents dans la région, qui avaient déjà utilisé à plusieurs reprises ses infrastructures pour y organiser, en mars, leur exercice militaire Flintlock visant à soutenir les armées africaines dans leur lutte contre le terrorisme. Et à nouveau cette semaine dans le cadre du 11^e Sommet des forces terrestres africaines. [Depuis 2010, ce sommet, organisé par l'armée

américaine chaque année dans une ville africaine ou états-unienne, vise à mettre en relation les officiers des armées africaines. Il s'est tenu, pour 2023, à Abidjan du 8 au 12 mai.]

Afin d'illustrer les formations données à des militaires venus de toute l'Afrique de l'Ouest et au-delà, ambassadeurs et haut gradés de l'armée française ont été conviés à assister à un attentat terroriste simulé dans les ruelles et les maisons ocre du village sahélien reconstitué sur le site de l'académie.

Point fort de l'opération mettant aux prises un commando militaire chargé de neutraliser un groupe de terroristes retranchés : un robot chargé de désamorcer un colis piégé.

Fin avril, à Abidjan, une vingtaine de magistrats, issus pour certains de tribunaux militaires, ainsi que des cadres de l'administration pénitentiaire, originaires de plusieurs pays d'Afrique francophone, mais aussi du Nigeria et

du Kenya anglophones, ont suivi durant une semaine une formation sur la radicalisation dans les prisons, donnée par deux experts français du Service national du renseignement pénitentiaire.

"Il s'agit là d'une formation tout à fait nouvelle, qui répond à un besoin identifié aussi bien en Côte d'Ivoire que dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest", explique Jean-Yves Bouédo, responsable de la formation à l'Académie de Jacquville.

Une précédente formation portait sur la gestion des grands procès de terroristes, tel celui qui s'est tenu à la fin de l'année dernière au tribunal d'Abidjan, où ont été jugés les responsables présumés de l'attentat qui, en mars 2016, avait fait 19 morts et 33 blessés à Grand-Bassam, à 40 kilomètres d'Abidjan. "À cette occasion, nous avons pu avoir des échanges de haut niveau entre magistrats français et ivoiriens, ce qui a permis aux participants de bénéficier de l'expérience de ces

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

"Les autorités ivoiriennes craignent aujourd'hui une infiltration de djihadistes dans le flux de réfugiés burkinabè qui affluent dans le nord du pays", relève le chercheur Lassina Diarra, spécialiste des mouvements terroristes en Afrique de l'Ouest au Timbuktu Institute.

Projets ambitieux. Il qualifie le Bénin – qui a récemment fait appel à l'armée rwandaise pour lui prêter main-forte – de "mailon faible" des États côtiers, aux prises, selon lui, avec l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), l'antenne sahélienne de Daech, sur le front ouest, et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, sur le front est.

Ses recherches lui ont par ailleurs permis de constater que "des combattants de Daech au Moyen-Orient descendent vers le Sahel pour grossir son antenne locale, l'EIGS".

Les pays concernés, comme les bailleurs de fonds extérieurs, restent cependant convaincus qu'une réponse militaire et sécuritaire ne suffit pas pour contrer l'avancée des djihadistes, lesquels surfent sur les frustrations de régions éloignées des centres de pouvoir, les tensions provoquées par des fractures sociales, ethniques ou politiques.

La Côte d'Ivoire a ainsi lancé plusieurs projets ambitieux qui visent avant tout les jeunes, afin de réduire le risque d'enrôlement au sein de groupes armés. La Suisse y apporte sa contribution, dans le cadre d'un programme mis en œuvre par plusieurs agences des Nations unies. "Pour la Côte d'Ivoire, il est clair que tout investissement en matière de développement au nord participe d'un effort général de prévenir l'extrémisme violent, et cela passe entre autres par l'augmentation de l'employabilité des jeunes", relève l'ambassadrice de Suisse en Côte d'Ivoire, Anne Lugon-Moulin.

— Catherine Morand, publié le 21 mai

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

EA.LCO/CUBA

Courrier international

Cet été, vivez votre meilleure vie avec le meilleur des Wifi



Wifi 6E

Dernière
génération

**Avec l'offre Livebox Max Fibre et la Livebox 6.
Et profitez aussi du service Wifi Sérénité :
jusqu'à 3 Répéteurs Wifi 6 mis à disposition
et un accompagnement personnalisé par un Spécialiste
Wifi d'Orange.**

Offre soumise à conditions valable en France métropolitaine sous réserve d'éligibilité et avec équipements compatibles.
Détails sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

orangeTM



france

Armée. Un budget militaire étoffé, mais un modèle obsolète

Votée en première lecture à l'Assemblée, la hausse substantielle des fonds destinés à l'armée devrait être adoptée ce mois-ci. Mais la France reste mal préparée à une guerre classique, juge ce journal allemand.

—Die Welt (Berlin)

A première vue, les chiffres paraissent spectaculaires : le gouvernement français veut augmenter le budget de l'armée de 30 % au cours des sept prochaines années. D'ici à 2030, un total de 413 milliards d'euros devrait être consacré à la défense.

Si la loi est adoptée comme prévu en juin, avant la fête nationale, Macron aura plus que doublé le budget de la défense durant ses dix ans de mandat. Quand il a pris ses fonctions, en 2017, 32 milliards d'euros étaient alloués chaque année à l'armée de métier. Aujourd'hui, le budget de la défense s'élève à 44 milliards et devrait passer à 69 milliards en 2030.

La France atteindrait ainsi en 2025 le seuil des 2 % du produit intérieur brut exigé par l'Otan. C'est à juste titre que le ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a évoqué un "budget historique", qui permet à la France de "rester une puissance mondiale".

Emmanuel Macron, en tant que président et chef des armées, peut s'attendre, malgré un gouvernement minoritaire, à obtenir la majorité au Parlement pour sa loi de programmation militaire. Les députés conservateurs des Républicains comptent voter en juin en faveur de la loi de programmation militaire, même si certains d'entre eux estiment qu'elle ne va pas assez loin. Ils reprochent à Macron de ne pas avoir vraiment tiré de leçon de la guerre en Ukraine et d'être incapable de se défaire d'un modèle stratégique obsolète. Car

au lieu de renforcer

l'armée de terre et de reconstituer des réserves de munitions insuffisantes, l'armée française continue de miser sur la dissuasion nucléaire, qui est toujours le pilier de sa doctrine. La France est le seul pays de l'UE à détenir la bombe atomique, mais elle est mal préparée à une guerre conventionnelle.

"Cohérence". Outre une force de frappe nucléaire coûteuse, Paris souhaite se préparer à de nouvelles formes de menaces et investir massivement dans l'espace, les fonds marins, le renseignement et le contre-espionnage. On envisage des "guerres hybrides" et des conflits pour les ressources des fonds marins. "Après avoir réparé les armées, nous allons les transformer", avait lancé Macron à l'occasion de sa visite sur une base militaire à la fin du mois de janvier. Cette "transformation" est cependant plutôt discrète.

En effet, sur le fond, rien ne changera. "En 2030, nous aurons la même armée

qu'aujourd'hui, juste un peu améliorée", commente Jean-Dominique Merchet, spécialiste des questions militaires. On a opté pour la "cohérence plutôt que pour la masse", dit-on dans les états-majors.

Une fois traduit le jargon militaire français, cela veut tout simplement dire que la France s'en tient au modèle d'une armée complète. "On a l'équivalent de l'armée américaine, mais en version

L'augmentation du budget permet tout juste de maintenir le statu quo.

bonsai. Elle peut faire à peu près tout, mais elle n'a pas de profondeur : ce qu'elle peut faire, elle n'est pas capable de le faire très souvent ou très longtemps", écrit Merchet dans le quotidien *L'Opinion*. Face à la hausse des coûts du matériel et à l'inflation, l'augmentation du budget permet tout juste de maintenir le statu quo, affirme Elie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (Ifri). "Il n'y aura pas de véhicule blindé, d'avion ou de frégate supplémentaire pour les forces armées", explique-t-il.

Ces annonces seraient donc en contradiction avec l'économie de guerre proclamée par Macron. Alors que nombre d'autres Européens misent sur la masse, la France reste dans une logique de "capacités multiples à forte valeur ajoutée, même si nous n'en disposons qu'en petit nombre du fait de nos moyens financiers". Une analyse que partage le député Jean-Louis Thiériot, des Républicains, qui réclame, en faisant allusion à la pandémie : "Il nous faut un 'quoi qu'il en coûte' de la sécurité." Un article paru dans la presse en octobre 2022 aurait pu servir de signal d'alarme. On pouvait y lire : "Si l'armée française était impliquée dans un conflit majeur comparable à la guerre en Ukraine, elle ne pourrait, selon ses propres dires, défendre que 80 kilomètres de front. Pas plus."

Puis, en février, un rapport parlementaire a suivi, où il était souligné qu'en cas de conflit majeur les réserves de munitions des troupes françaises seraient épuisées en quelques semaines.

↳ Dessin de Tiounine paru dans *Kommersant*, Moscou.

La Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap) a publié une étude dans laquelle elle met en avant la "contradiction entre les leçons que la majorité de nos alliés ont tirées de la guerre en Ukraine et le saupoudrage utilisé dans la nouvelle loi". "Il s'agit d'une loi de programmation militaire qui ne sert qu'à patienter et qui ne résoudra pas les problèmes", peut-on y lire. Les auteurs de ce document de 20 pages suggèrent de créer un fonds de 57 milliards d'euros supplémentaires en sept ans, sur le modèle du fonds spécial allemand.

Tâche herculéenne. Mais la situation budgétaire de la France est catastrophique, et l'augmentation des moyens financiers alloués à la défense à 413 milliards d'euros se présente d'ores et déjà comme une tâche herculéenne. La pandémie et la crise énergétique ont causé en France un endettement de 113 % du produit intérieur brut. C'est pourquoi la "réparation de l'armée" prônée par Macron est loin d'être terminée, contrairement à ce qui a été affirmé. Au lieu de disposer de 200 chars Leclerc prêts à l'emploi comme prévu, leur nombre a été réduit à 160 dans la nouvelle loi. Pour l'heure, Macron n'a pas donné suite aux demandes de l'Ukraine, qui souhaitait s'en procurer. L'armée de l'air s'était vu promettre 185 avions Rafale d'ici à 2030, elle n'en recevra que 137, et seuls 200 véhicules blindés de reconnaissance et de combat de type Jaguar sont désormais programmés, au lieu de 300.

De même, les effectifs des troupes au sol devraient se maintenir à 77 000 hommes et femmes, alors que les spécialistes appellent à ce qu'ils soient portés à 100 000. D'ici à 2027, il sera possible d'aligner une division de l'Otan en trente jours, assure le haut commandement. Mais ce n'est pas avec une seule division que la France pourra devenir un pilier de l'Otan, à la différence de la Pologne et de l'Allemagne, si jamais les Américains se retirent un jour. "Une fois de plus, on choisit Tahiti plutôt que Varsovie, le Nouveau Monde plutôt que l'Europe centrale", constate Jean-Dominique Merchet à propos de la stratégie française.

—Martina Meister, publié le 1^{er} juin





Le patrimoine culturel au Luxembourg

Grands orchestres philharmoniques et petites adresses secrètes, un patrimoine mondial de l'UNESCO à portée de main, anciens remparts fortifiés et architecture moderne, tradition et dynamisme, influences du monde entier, en toute conscience de son identité : c'est cela, la culture, au Luxembourg

Flânez tranquillement à travers les 60 musées du pays, en quête d'espaces pour se libérer l'esprit et trouver l'inspiration. Découvrez la culture du souvenir autour du passé militaire sous de nouvelles perspectives. Rêvez de temps anciens dans les châteaux. Et vivez la vibrante culture industrielle du sud du pays.

Mais découvrez aussi le street art, sur les murs des maisons et dans les rues. Voyez et écoutez la musique qui sature l'air. Dans les cafés ou en plein air, dans les festivals ou sur scène, grande et petite, la culture est partout !



Israël. Natalité oblige

Le taux de fécondité est de trois enfants par femme en Israël – un record dans l'OCDE. Ce correspondant japonais observe avec enthousiasme les caractéristiques qui rendent la société israélienne si disposée à avoir des familles nombreuses.

—Asahi Shimbun, extraits (Tokyo)

Une femme monte dans un tramway bondé en tenant fermement des deux mains une poussette à deux places, qui transporte ce qui semble être des jumeaux. Elle empêche les gens de descendre et roule sur les chaussures de plusieurs passagers, qui font la grimace. Mais loin de se laisser impressionner, elle se fraie un passage à travers la foule. Une fois sa place assurée, elle pousse un soupir.

Cette scène serait-elle possible à Tokyo? La mère se confondrait probablement en excuses, la tête dans les épaules, et des passagers l'interpellerait d'un "Eh, faites attention! Pliez votre poussette!"

Mais nous ne sommes pas à Tokyo, ni même au Japon. Nous sommes en Israël, au Moyen-Orient. Ici, on ne voit pas de parents contraints de s'excuser. Ici, l'enfant est roi.

Avec un taux de fécondité de 3 en 2021 selon le Bureau central des statistiques israélien, le pays fait figure d'exception parmi les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui réunit 38 pays développés. Les études réalisées en 2020 par l'OCDE en matière de natalité permettent d'établir un classement : Israël arrivait en tête avec 2,90, suivi du Mexique, avec 2,08, et de la France, qui, avec 1,79, est considérée comme un "modèle de réussite" en matière de lutte contre la baisse de la natalité. Le Japon, en proie au vieillissement de sa population, n'est qu'à 1,33. [Le seuil de renouvellement des générations, en dessous duquel la population décroît, est fixé à 2,1 enfants par femme.]

Alors que nombre de pays développés souffrent d'une baisse de la natalité, comment se fait-il qu'Israël soit si fécond?

"Si vous n'avez pas d'enfant, on vous demande pourquoi. Si vous avez un enfant, on vous demande : À quand le deuxième? Et ainsi de suite, jusqu'à ce que vous ayez trois enfants ou plus, ce qui est considéré comme 'normal' ici."

C'est ce que m'explique Keren Gil, 44 ans, employée d'une société pharmaceutique qui vit dans la banlieue de Tel-Aviv, la capitale économique du pays. Elle et son mari, Yaron, 45 ans, agent immobilier, élèvent trois enfants : deux garçons, de 15 et 12 ans, et une fille de 7 ans.

Ce qu'elle dit n'est pas du tout exagéré. En Israël, quand j'aborde le sujet de la famille, on me demande souvent, à moi qui suis un homme marié de 42 ans sans enfant, pourquoi je n'ai pas d'enfant, avant de tenter de me convaincre que "c'est merveilleux d'avoir des enfants". L'une des

personnes avec lesquelles je me suis entretenu a même sorti son téléphone pour me donner les coordonnées d'un hôpital réputé en matière de traitement de la stérilité.

D'où vient cette obsession des enfants? Il y a d'abord un aspect religieux. Chez les ultraorthodoxes, qui observent strictement les préceptes juifs, [refusent la contraception] et restent fidèles à l'idée que "les enfants sont une bénédiction", il n'est pas rare d'avoir cinq enfants ou plus. Et puis, il y a un lien avec l'histoire des souffrances du peuple juif et de la fondation du pays. L'Holocauste, qui a fait quelque 6 millions de victimes, et les conflits qui opposent Israël aux pays arabes voisins depuis sa création ont imprégné la société israélienne d'un besoin vital d'assurer une descendance.

Défi de l'équilibre. Comme l'ont confirmé plusieurs experts que j'ai rencontrés, la fécondité exceptionnelle des Israéliens est davantage un "état d'esprit" façonné par l'histoire et la culture du pays que le résultat des politiques du gouvernement.

Autre caractéristique d'Israël, le taux de natalité est également élevé dans les familles laïques, c'est-à-dire peu attachées aux doctrines religieuses, qui représentent une grande partie de la population.

Si, comme dans les autres pays développés, l'éducation des femmes et leur participation dans la société progressent, le taux de natalité ne montre aucun signe de fléchissement significatif. Dans un sondage publié en 2019 par le Bureau central des statistiques israélien, 71 % des femmes juives laïques déclaraient désirer trois enfants ou plus.

Trouver un bon équilibre entre vie familiale et vie professionnelle est le défi auquel sont confrontés tous les couples à double revenu des pays développés.

Les Gil ont-ils hésité à faire un deuxième ou un troisième enfant? "Nous n'étions pas inquiets parce que nous savions que nous pouvions compter sur notre entourage", répond Keren. Sa mère, qui vit à proximité, et sa belle-famille, qui habite à une heure de route, viennent fréquemment chez eux pour leur donner un coup de main avec les enfants. Même lorsqu'elle a repris le travail après ses congés parentaux, Keren n'a subi aucune pression. "En Israël, on ne vous demande pas d'être au bureau à l'heure où il faut aller chercher les enfants à la maternelle, et on vous laisse généralement travailler de chez vous quand cela est possible."

David Slama (47 ans) et sa femme, Mishal (45 ans), qui vivent à Netanya, au nord de Tel-Aviv, élèvent également trois enfants tout en travaillant tous les deux. Dans leur quartier,

qui compte de nombreuses autres familles, il est courant de s'entraider entre voisins.

À côté de son travail prenant dans une entreprise de haute technologie et de sa vie familiale, David participe à la vie locale en tant que bénévole. "Je le fais surtout parce que j'aime côtoyer les gens mais, pour être honnête, c'est aussi une question de 'survie'", confie-t-il. Nous ne pourrions pas offrir une bonne éducation à nos enfants si mon épouse et moi-même ne travaillions pas tous les deux et, pour ce faire, nous avons besoin de toute l'aide que peuvent nous apporter aussi bien nos parents que la communauté."

Pouvoir compter sur ses proches, et parfois ses amis et voisins, semble idéal. Mais arrive-t-il que cela ne se passe pas si bien? Que faire si, par exemple, les personnes qui vous aident à garder vos enfants interfèrent avec la façon dont vous les éduquez?

Lorsque je demande à Keren si cela ne la dérange pas que ses beaux-parents viennent souvent à la maison, elle semble surprise par la question : "Pourquoi donc? Si quelque chose nous chiffonne, il nous suffit d'en parler." Yaron se rappelle avoir eu un léger désaccord avec sa belle-mère sur l'éducation des enfants. Sa femme a alors dit à sa mère sans détour : "Ce n'est pas notre manière de faire."

L'Holocauste, les guerres avec les pays arabes et l'aspect religieux ont imprégné la société d'un besoin vital de descendance.

En Israël, proches et amis se réunissent souvent nombreux pour le shabbat – repos prescrit par le judaïsme du vendredi soir au samedi soir – et les jours de fête, entretenant la solidarité et les liens sociaux, que l'on dit avoir perdus au Japon.

Mais, comme je l'ai appris en rencontrant des familles israéliennes, pour que ce réseau fonctionne, une condition est nécessaire : pouvoir dire ce qu'on pense. "Tu te trompes, Maman", "Tu ne comprends rien, Papa"... À table, les enfants, même les plus jeunes, n'hésitent pas à contredire leurs parents. Ces derniers répliquent et la discussion s'anime naturellement. Les enfants qui grandissent dans un tel environnement parlent avec leurs parents d'égal à égal et gardent ce franc-parler à l'âge adulte.

Avec le soutien de tous, celles et ceux qui désirent des enfants peuvent en avoir en Israël. Un couple d'Israéliens a récemment attiré l'attention des médias en ayant un petit-enfant avec le sperme prélevé sur leur fils mort et l'ovule d'une mère porteuse. Dans le pays, une société où même les personnes incapables de faire des enfants peuvent en avoir est en train de voir le jour.

—Jun Takaku, publié le 31 mars



IRAK

Un système de santé en perdition

Face à un système qui déraile, les Irakiens les moins fortunés n'ont d'autre choix que de se tourner vers des structures aux pratiques douteuses, qui vont jusqu'à mettre en danger la vie des patients, déplore ce chercheur irakien.



—As-Safir Al-Arabi, extraits (Beyrouth)

J'entends toujours les sanglots et les gémissements de ma mère qui retentissent dès son réveil, interrompus uniquement par son sommeil. Elle a perdu son fils, mon grand frère Zeidoun, mort en raison d'une erreur médicale.

Payé à la journée, il était ouvrier du bâtiment. Après une grave chute, il rentre chez lui. Mais l'intensité de la douleur est telle qu'il décide d'aller à la pharmacie. On lui recommande une injection pour mettre fin à son supplice, sans prescription aucune.

"Il a acheté sa propre mort, lâche le frère le plus âgé. Il est mort là-bas, sur le lit d'un dispensaire géré par un assistant médical." Nous avons porté plainte contre le pharmacien et l'infirmier, sans obtenir le moindre résultat. L'affaire a été prise à la légère, et le dossier a été jeté aux oubliettes.

Selon la commission de santé du Parlement irakien, plus de 3000 erreurs médicales ont été commises ces dix dernières années, entraînant le handicap, voire la mort de plusieurs patients. Des commissions d'enquête ont été formées, mais les médecins, les pharmaciens et les infirmiers ont, à chaque fois, été innocents sous prétexte que les malades mouraient d'une crise cardiaque.

En Irak, le système de santé n'est que le prolongement du régime politique. Les malades n'ont plus confiance en leurs hôpitaux publics, lesquels, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ne disposent

que de la moitié des médicaments de base dont ils ont besoin.

Les pharmacies et les cliniques d'infirmiers se chargent de la plupart des soins médicaux. Elles prolifèrent à travers le pays, notamment dans les villes pauvres.

Nous ne sommes pas parvenus à recenser toutes ces cliniques d'infirmiers, mais on estime qu'il en existe plusieurs milliers. Pour ce qui est des pharmaciens, ils sont au nombre de 30000, alors que le président de l'ordre des pharmaciens n'en comptabilise que 16000. Selon lui, certains pharmaciens délèguent leur travail à des individus sans qualification aucune. Ceux-ci recom-

Plus de 3000 erreurs médicales ont été commises ces dix dernières années, à l'origine d'un handicap ou de la mort de patients.

mandent aux patients des traitements sans ordonnance et sans consulter un pharmacien ayant un permis d'exercer.

Par ailleurs, le "courtage médical" fait désormais partie du quotidien. Des médecins se lient par contrat à des compagnies pharmaceutiques. "Certains s'accordent avec des sociétés étrangères sur une somme pour promouvoir des médicaments que ces dernières souhaitent mettre sur le marché, explique un infirmier. En échange, le médecin a droit à des voyages gratuits, à des conférences scientifiques, voire à des cadeaux de luxe."

Nous nous sommes rendus dans la "rue des médecins", dans le centre-ville de Diwaniya (dans le sud du pays). Une rue bondée dans laquelle pullulent les câbles électriques à peine dissimulés par les innombrables enseignes [et pancartes] de médecins qui rendent impossible de trouver son spécialiste de santé. D'après une assistante médicale que nous avons rencontrée, "les compagnies qui pratiquent le courtage sont affiliées aux partis politiques au pouvoir, qui les protègent contre rémunération".

Selon les statistiques publiées par le centre d'étude et de planification Al-Bayan, l'Irak compte 235 hôpitaux privés, tandis que les hôpitaux publics – mal entretenus et mal équipés – sont au nombre de 191.

Le délitement des services médicaux publics favorise le développement [des hôpitaux privés] au détriment du citoyen, qui aura à payer beaucoup plus cher ses soins de santé.

Le secteur médical déclinant contribue à amplifier la corruption dans le pays. Cet état de fait incite aux tractations en tout genre et renfloue les caisses des milices et des partis politiques au pouvoir, qui assurent la détérioration de la santé

publique. Le citoyen se voit donc obligé d'opter pour l'un des deux maux : se faire soigner à l'étranger ou se rendre dans l'un des hôpitaux privés affiliés à ces mêmes milices et partis.

Cette nouvelle réalité rend difficile le retour des quelque 10000 médecins compétents qui ont quitté l'Irak après 2003. Il s'agit bel et bien d'un cercle vicieux qui contribue à la dégradation d'un secteur médical déjà branlant.

—Ali Faëz, publié le 14 mars

SOURCE



AS-SAFIR AL-ARABI

Beyrouth, Liban

assafirarabi.com/ar

Ce site web, né en 2011-2012 en plein "printemps arabe", a remplacé le quotidien libanais de gauche As-Safir, qui a arrêté sa parution. Il se présente comme un site panarabe, militant et de gauche.

PRÊT·E À DÉCOUVRIR LA SUISSE AUTREMENT ?

Participez à notre jeu en ligne 100% immersif et tentez de remporter un voyage pour deux personnes en Suisse. Les six régions sont désormais disponibles depuis le 15 juin et jusqu'au 11 juillet.

INSCRIPTION SUR :

evenements.courrierinternational.com/suisseaventure

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN / GRAHISME CLAIRE@LILIKLIK.COM



asie

Chine. Les céréales remplacent les forêts

Trop dépendante des importations de céréales, en particulier des États-Unis, la Chine tente de retrouver des terres arables en déforestant. Un changement de politique radical.

—Nikkei Asia (Tokyo)

Reconvertissons les forêts en terres agricoles !” Ce slogan est très tendance ces derniers temps sur l’Internet chinois, où des vidéos montrant des parcs et des forêts transformés en terres agricoles deviennent virales. Pour tous ceux qui connaissent le passé récent de la Chine, c’est le monde à l’envers. En effet, ces vingt dernières années, la politique gouvernementale s’était attachée à faire exactement le contraire, à savoir rendre les parcelles agricoles aux forêts.

Dans les années 1990, [alarmée du risque de disette] Pékin avait fait le maximum pour relever le taux d’autosuffisance alimentaire du pays. Le Premier ministre de l’époque, Li Peng (en fonction de 1987 à 1998), avait lancé une campagne destinée à accroître la production alimentaire.

Mais, en 1998, lorsque le réformateur Zhu Rongji lui avait succédé, la situation avait bien changé. La Chine se retrouvait avec une offre excédentaire, après avoir augmenté sa production agricole plus que nécessaire. Le gouvernement chinois avait alors cherché à rectifier le tir grâce à de nouvelles mesures de reboisement des terres agricoles. La démarche s’inspirait aussi de considérations environnementales, à un moment où la Chine avait besoin de stopper la désertification [dans le nord du pays].

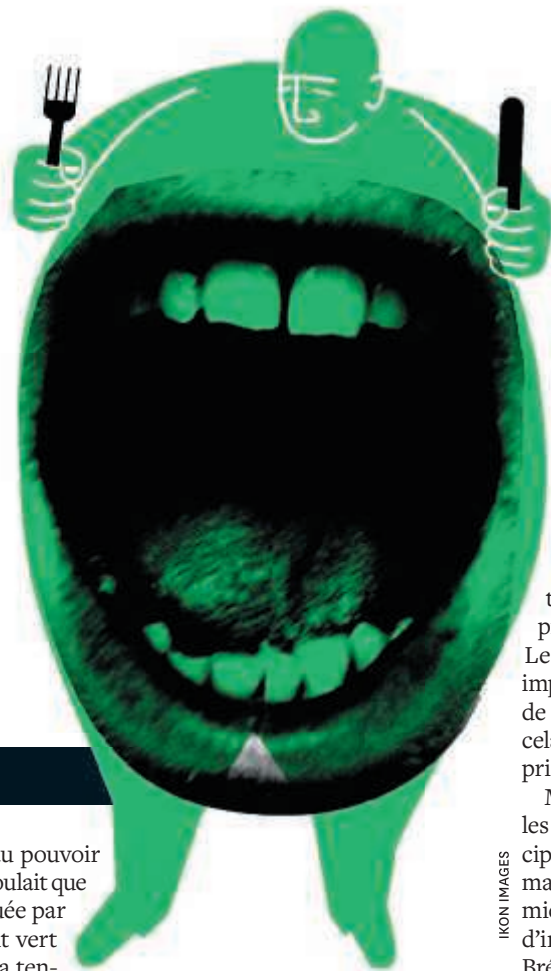
La transformation des terres agricoles en forêts s’est accélérée

sous Xi Jinping [au pouvoir depuis 2012], qui voulait que son ère soit marquée par un développement vert – en accord avec la tendance mondiale. Mais ces derniers mois, tout a été bouleversé. Pour reprendre les propres mots de Xi Jinping, le monde connaît des “changements majeurs, jamais vus depuis un siècle”.

Facteurs externes. Comme l’ont fait observer des intellectuels chinois sur les réseaux sociaux, la bascule vers une production alimentaire plus importante a été déclenchée par des facteurs externes : la guerre en Ukraine et la coalition internationale dirigée par les États-Unis contre la Chine, sans oublier le Cadre économique pour l’Indo-Pacifique – une initiative [lancée par les États-Unis en mai 2022] de 14 pays membres désireux de construire une chaîne d’approvisionnement moins dépendante de la Chine –, que les décideurs chinois ont également bien présentés à l’esprit.

Le plus gros problème est la guerre en Ukraine. La Chine dépend en effet fortement de cette puissance agricole pour son approvisionnement en maïs – l’une des trois principales céréales avec le riz et le blé –, qui constitue non seulement une denrée de base, mais aussi un aliment majeur du bétail. En Chine, le maïs importé sert surtout à l’élevage des porcs.

L’Ukraine fournissait jadis plus de 80 % des importations totales



IKON IMAGES

de maïs de la Chine [plus de 60 % entre 2015 et 2020]. Mais les livraisons en provenance des États-Unis avaient fortement progressé dans le cadre d’un accord de compromis conclu avec l’administration Trump (2017-2021). De ce fait, en 2021 la Chine importait 70 % de son maïs des États-Unis et 30 % d’Ukraine. À l’époque, les importations permettaient de satisfaire plus de 10 % de la demande en Chine, et la tendance était ascendante. Or, en 2022, elles auraient chuté de 27 %, selon la presse chinoise.

Pour les importateurs, il s’agit d’une triple peine, avec à la fois l’expiration de certains contrats avec les États-Unis en 2022, l’effondrement des importations en

provenance d’Ukraine à cause de l’invasion russe et, pour ne rien arranger, la hausse de plus de 100 % des cours internationaux des céréales.

Depuis son adhésion à l’Organisation mondiale du commerce, en 2001, la Chine a connu une croissance économique rapide, car cela a accéléré son passage d’une économie agraire à une économie industrielle. Ce faisant, elle a renoncé à la culture du soja [pour le bétail] sur son territoire, faute de pouvoir le produire à des prix compétitifs. Le pays dépend désormais des importations pour satisfaire 85 % de sa demande en soja, et pour cela aussi les États-Unis sont son principal fournisseur.

Mais revenons au maïs. Selon les médias chinois, les trois principales sources d’importation de maïs de la Chine au cours du premier trimestre ont été, par ordre d’importance, les États-Unis, le Brésil et l’Ukraine.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, étaient tous deux présents à Hiroshima, au Japon, pour le récent sommet du G7, mais ils ne se sont pas rencontrés. Outre leurs divergences à propos de la guerre en Ukraine, les deux pays sont également rivaux en tant que grands exportateurs de céréales.

La décision de la Chine d’augmenter sa propre production alimentaire a été rendue publique en mars, lorsque le Premier ministre sortant, Li Keqiang, a présenté un rapport sur le travail du gouvernement, lors de la session annuelle de l’Assemblée nationale du peuple, le Parlement chinois. Le haut dirigeant a affirmé qu’en gagnant

de nouvelles superficies arables, le pays pourrait augmenter sa capacité de production de céréales de 50 millions de tonnes.

Mais, pour y parvenir, une grande partie des nouvelles forêts vont devoir être reconverties en terres agricoles. Cela pose également un autre problème : celui de trouver des agriculteurs, d’où la politique d’envoi de jeunes chômeurs citadins dans des villages à tradition agricole, l’inverse en quelque sorte du mouvement migratoire du début du siècle. Le processus est déjà enclenché, et la superficie des terres agricoles ne cesse de s’accroître dans toute la Chine.

Sécurité. Xi Jinping a bien conscience de l’importance de l’agriculture, en particulier de la production de blé et de maïs. Alors qu’il était secrétaire du comité du parti de Zhengding, au Shaanxi, en 1985, il avait d’ailleurs choisi d’effectuer sa première visite officielle à l’étranger dans l’Iowa, le grenier à blé des États-Unis. Le 11 mai dernier, il a inspecté une plantation de blé dans le Hebei, près de Pékin. Il était accompagné de Cai Qi, l’un des sept membres du Comité permanent du Bureau politique, l’organe décisionnel suprême du Parti communiste chinois (PCC), mais aussi responsable de la sécurité nationale. Le fait qu’il accompagne Xi Jinping lors de cette visite de terrain montre toute l’importance que ce dernier accorde à la sécurité alimentaire.

Force est de constater que la Chine dépend fortement des États-Unis pour son approvisionnement alimentaire, une situation qu’il sera impossible de changer de sitôt, malgré les efforts de la Chine pour augmenter sa production céréalière en accélérant la conversion des forêts en terres agricoles.

Xi Jinping a souvent évoqué la nécessité de se préparer au combat. Mais en cas d’embrasement des tensions autour du détroit de Taïwan, la Chine sera-t-elle vraiment prête ? Sera-t-elle en mesure de se procurer suffisamment de nourriture pour tenir si la bataille doit durer ? La principale source d’inquiétude de Xi Jinping risque de subsister encore un certain temps.

—Katsuji Nakazawa,
publié le 1^{er} juin

Campagne d’arrachage

●●● Une nouvelle armée de *nongguan* (“gardes ruraux”) est née, qui ont vite fait d’attirer toutes les critiques sur eux. Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent ces *nongguan* en train d’arracher les plantations de paysans jugées non conformes à la politique d’État de retour des terres à l’agriculture. Sont ciblés par les arrachages “bosquets, vergers, bambouseraies et potagers, bassins de lotus et d’élevage de poissons dans toute la Chine, en ville comme à la campagne”, écrit le site **Radio Free Asia**. Le vif mécontentement que ces excès suscitent a été suivi de directives émises d’en haut : une “triple interdiction” d’arrachages aveugles (de plantations de thé, par exemple) menés avec violence, forcés, et effectués sans compensation, concertation ni préavis.

FOIRE À LA BIÈRE



3 bouteilles
au choix achetées

+1 bouteille
OFFERTE*

*Sélectionnez **4 bouteilles de bière au choix**
parmi celles accompagnées de ce picto
et **la moins chère vous sera OFFERTE**

OFFRE PANACHABLE

Scannez ici!



Retrouvez l'ensemble
de nos références

3 bouteilles
au choix achetées

+1 bouteille
OFFERTE*

**BRASSERIE
LILLOISE**

Phinaert
Bière blonde Bio
8 % Vol.



33 cl

2,29€
1L = 6,94 €

IBU 25



3 bouteilles
au choix achetées

+1 bouteille
OFFERTE*

**BRASSERIE
LILLOISE**

Phinaert
Bière IPA Bio
9 % Vol.



33 cl

2,29€
1L = 6,94 €

IBU 50



18 ans
LA LOI INTERDIT
LA VENTE D'ALCOOL
AUX MINEURS
DES CONTRÔLES SONT
RÉALISÉS EN CAISSE

Année 2023 - Photos non contractuelles - LIDL RCS Créteil 343 262 622



JAPON

Ma nuit au château

Dans l'archipel, de plus en plus de châteaux ouvrent leurs portes aux touristes pour une nuit. Ce journaliste a tenté l'expérience, qui permet de se glisser dans la peau d'un seigneur ou d'une princesse.



—Mainichi Shimbun
(Tokyo)

Le *shirohaku*, concept voulant dire “nuit au château”, se développe de plus en plus sur l'île de Shikoku [ouest du Japon]. La ville d'Ozu, dans la préfecture d'Ehime, a été la pionnière en 2020, et celle de Marugame, dans la préfecture voisine de Kagawa, se prépare à lui emboîter le pas en 2024. Quels sont les attraits et le coût de l'expérience? J'ai sondé le monde fascinant des châteaux-hôtels.

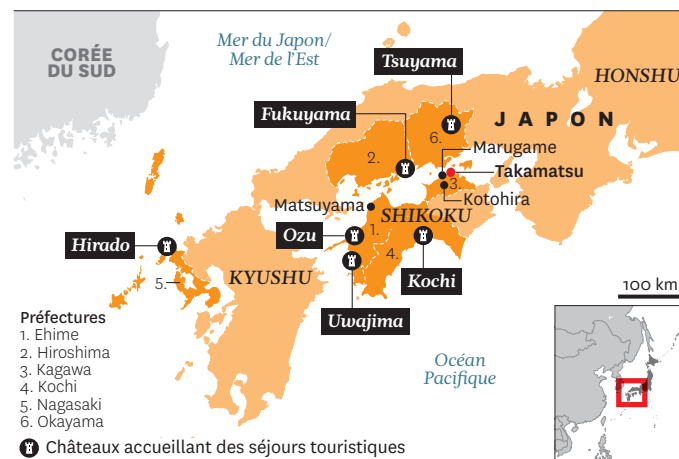
Depuis l'alcôve de la chambre, le mont Iino (422 mètres), surnommé le “Fuji local”, se dresse devant mes yeux. À 50 mètres de haut, on embrasse du regard toute la plaine de Marugame. Portes coulissantes recouvertes de poudre d'or, élégantes impostes et plafond fait d'une seule pièce de bois de cèdre *yakusugi* vous mettent dans la peau d'un seigneur ou d'une princesse.

Les visiteurs séjourneront dans la troisième enceinte du château de Marugame, célèbre pour ses murailles de pierre. La chambre est aménagée dans

l'annexe Enjukaku [“pavillon de la Longévité”], une partie de la résidence qu'occupait autrefois le seigneur provincial du clan Kyogoku lors de ses séjours à Edo [aujourd'hui Tokyo], reconstruite ici en 1933. Il est également envisagé d'ajouter à l'offre des nuitées dans la tour maîtresse du château, perchée à quelque 66 mètres de haut. Sont programmées aussi des activités culturelles, comme une initiation à la fabrication d'éventails de Marugame avec un artisan traditionnel local, et une cérémonie du thé organisée dans la

plus ancienne maison de thé vert encore existante au Japon, située dans le parc Nakatsu Banshoen, dans la ville de Marugame. Le prix n'est pas encore fixé.

Le château d'Ozu propose depuis trois ans des séjours dans sa tour principale en bois, restaurée en 2004. Les belles rues anciennes d'Ozu, “le petit Kyoto d'Iyo [ancien nom de la région]”, font aussi partie des attraits de la localité. Le château est confié aux voyageurs, qui en deviennent les châtelains le temps de leur séjour. Ils peuvent revêtir des armures,



↙ Le château d'Ozu. Photo VMG
Hotels & Unique Venues

et, à leur arrivée sur le site du château, une vingtaine d'habitants d'Ozu en costume de l'époque d'Edo [1603-1868] viennent les accueillir. Le tout avec une salve d'arquebuses à mèche tirée par une équipe d'artilleurs locaux, au son des conques et des tambours, rejouant la scène d'autrefois.

Si le prix dépend de la formule choisie, il faut compter au minimum 1,1 million de yens [7300 euros] la nuit pour deux personnes. Entre le lancement du service en 2020 et la mi-mai, 25 groupes ont été hébergés. Un couple a même célébré son mariage au château, avant d'y passer la nuit. Pour ne pas gâcher l'atmosphère d'authenticité, la tour principale n'est pas équipée de climatiseurs. L'été, de

Une part des recettes est affectée à la conservation des biens culturels locaux.

gros blocs de glace sont transportés dans la chambre pour la rafraîchir. Les séjours ne sont cependant possibles que de mars à juillet et de septembre à novembre.

Pourquoi la ville a-t-elle décidé de proposer ces séjours au château? “Des maisons anciennes d'Ozu avaient été transformées en hôtels, mais elles ne se démarquaient pas des lieux d'hébergement de ce type proposés ailleurs dans le pays. Nous avons alors eu l'idée de tirer parti du château emblématique d'Ozu”, explique un responsable de la ville. Environ 30 % des recettes sont affectées à la conservation de biens culturels locaux, à commencer par le château, ainsi qu'à la transmission de la culture traditionnelle.

Selon un représentant de l'Association de tourisme de Marugame, de nombreux touristes viennent à Marugame pour visiter le château et goûter aux *udon* [nouilles de blé épaisses célèbres de la région] de Sanuki. Or beaucoup d'entre eux passent la nuit ailleurs, notamment à Takamatsu [à l'est de Marugame], à Kotohira, [plus au sud] dans la préfecture de Kagawa, ou à Matsuyama [dans la préfecture voisine d'Ehime], où se trouvent les bains thermaux de Dogo. Avec la nouvelle notoriété acquise par son château, la ville s'attend à une

augmentation des réservations. Dans son budget 2023, elle a alloué 198 millions de yens [1,3 million d'euros] à l'amélioration de la résistance sismique du château et à l'achat de mobilier et autres fournitures. Les autorités locales espèrent également attirer les touristes étrangers et les influenceurs des réseaux sociaux pour promouvoir les séjours au château.

Revenus locaux. Le concept fait des émules à travers l'archipel, notamment au château de Hirado, dans la préfecture de Nagasaki [sud-ouest du Japon], où la nuitée coûte environ 670 000 yens [4500 euros] pour deux personnes. Les châteaux de Tsuyama et de Fukuyama, respectivement dans les préfectures d'Okayama et d'Hiroshima [ouest du Japon], devraient suivre. Sur l'île de Shikoku, qui compte de nombreux autres châteaux qui ont conservé leurs tours principales, entre autres ceux de Matsuyama et d'Uwajima, dans la préfecture d'Ehime, et celui de Kochi, dans la préfecture du même nom, le potentiel de développement reste considérable.

L'Agence japonaise du tourisme soutient cette utilisation du patrimoine historique – les châteaux, mais aussi les temples et sanctuaire – pour attirer les visiteurs en dehors des grands centres urbains, contribuant ainsi à protéger les biens culturels du pays et à augmenter les revenus locaux. L'offre devrait encore se développer à l'avenir, créant un cycle vertueux d'exploitation et de conservation.

—Seishi Kawahara,
publié le 21 mai

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien, 1950 000 ex.
(éd. matin), 622 000 (éd. soir)
mainichi.jp

Fondé en 1872 le plus ancien quotidien japonais a pris sa dénomination actuelle en 1943 lors d'une fusion avec l'*Osaka Mainichi Shimbun*. Centriste, le “Journal de tous les jours” est le troisième quotidien national du pays en matière de diffusion.

Pour que demain les
plus fragiles aient
toujours leurs médecins

Les jumelles Heba et Malath ont été soignées dans l'unité mère-enfant de l'hôpital Al Jamhuri que nous soutenons au Yémen. Les legs et assurances-vie nous permettent d'être aux côtés des plus fragiles, où qu'ils soient. Et grâce à votre générosité, nous pouvons, sans relâche, continuer de les soigner, comme nous le faisons depuis plus de 50 ans.



© adfinitas / Nasir Chafoor/MSF



OBTENEZ UNE BROCHURE legs et assurance-vie gratuite et confidentielle

en scannant ce code ou en renvoyant ce coupon, sans affranchir votre enveloppe,
à Médecins Sans Frontières Libre réponse - Autorisation 10617 75884 - Paris Cedex 18



MES COORDONNÉES

M Mme

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail :@.....

Téléphone :



© MSF

*Catherine Béchereau,
chargée des relations
testateurs, répond à vos
questions en toute discrétion.*

TÉL : 01 40 21 29 09

E-MAIL : relations.testateurs@paris.msf.org

14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris

leguez.msf.fr

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.



amériques

☞ Une sœur de la perpétuelle indulgence, lors de la Drag March LA : The March on Santa Monica Boulevard, à Hollywood, le 9 avril. Photo Allison Dinner/AFP



—Los Angeles Times, extraits (Los Angeles)

Quand on demande aux Sœurs de la perpétuelle indulgence de Los Angeles ce qui les a poussées à devenir “drag-nonnes”, la réponse est quasi unanime : elles ont entendu l’appel.

C’est en poussant la porte d’un bar gay, où s’étaient réunies plusieurs membres de l’ordre, que Sister Tootie Toot [sœur Pouette-Pouette*] s’est sentie écrasée par le poids de la vocation.

Sister Unity [sœur Harmonie], elle, a ressenti un étrange picotement, à la fois brûlant, glaçant et électrisant, en croisant par hasard des sœurs de l’ordre originel en train de bénir la foule, lors d’une Marche des fiertés, à San Francisco.

Quant à Sister Candy Cide of the Immaculate Misconception [sœur Candy Dose de l’Immaculée Confusion], elle a été frappée de plein fouet par le sentiment de puissance qui émanait d’un groupe de drag-nonnes, pendant un événement LGBTQI à Los Angeles.

États-Unis. Drag et fières de l’être

Fondé à San Francisco en 1979, le mouvement des Sœurs de la perpétuelle indulgence a essaimé partout dans le monde. Ces “drag-nonnes” bénévoles jouissent désormais d’une vraie reconnaissance, à l’heure où les attaques contre les LGBTQI redoublent.

“À l’époque, je me sentais encore coupable d’avoir déçu mes parents en étant qui je suis, se souvient-elle. Alors quand j’ai appris que les sœurs s’étaient donné pour mission de lutter contre la culpabilité et de faire renaître la joie de vivre, j’ai compris que je devais en faire autant – pour moi et pour les autres.”

Avec leur maquillage blanc, leurs immenses cornettes et

leurs cils à rallonge – un uniforme à nul autre pareil –, les Sœurs de la perpétuelle indulgence ont l’habitude d’attirer les regards partout où elles passent. Mais récemment, leur notoriété a grimpé en flèche dans tout le pays : il y a quelques semaines, [l’équipe de baseball] des Dodgers de Los Angeles a annoncé qu’elle allait leur décerner un prix pour

récompenser leur engagement, avant de faire marche arrière, sous la pression de groupes catholiques conservateurs.

Puis les Dodgers ont une nouvelle fois changé d’avis, le tout en l’espace de quelques jours [l’équipe décernera le prix d’“héroïnes de la communauté” aux Sœurs de la perpétuelle indulgence, le 16 juin, au Dodger Stadium]. Les

dirigeants du club se sont engagés à mieux se sensibiliser [aux enjeux LGBTQI], et les sœurs ont accepté le prix une seconde fois, sans rancune. Elles ont même prononcé une bénédiction : “Bénis soient les matchs! Bénis soient les joueurs! Bénis soient les supporters! Puisse la bière et les hot-dogs nous régaler en abondance!”

Leur vocation : la lutte. Si certains auraient pu avoir du mal à pardonner leur revirement aux Dodgers, ce n’est pas dans les habitudes de l’ordre, explique Sister June Cleavage [sœur June du Décolleté], elle-même femme cisgenre. (D’après leur site Internet, les Sœurs de la perpétuelle indulgence accueillent tous les individus, “peu importe leur genre, leur race, leurs préférences romantiques, leur classe, leur espèce, leur phylum, leur boisson préférée ou leurs penchants sexuels”.) Elle explique : “On ne vient pas dans cette association sans être un minimum compréhensif et empathique, ni sans avoir connu ce genre de luttes auparavant, à une moindre échelle. Ça va de pair avec la vocation.”

Il y a quelques jours, onze sœurs se sont rassemblées, parées de leurs plus beaux atours, dans l’Elysian Park, au pied du stade des Dodgers, pour évoquer le passé, le présent et l’avenir de leur association (à but non lucratif), au regard des récents événements.

L’ordre est né en 1979, lorsque trois hommes gays ont commencé à déambuler dans San Francisco en tenue de nonne. Ce qui n’était au départ qu’une blague insolente a rapidement pris un tour plus sérieux avec l’arrivée du sida, au début des années 1980. Les Sœurs de la perpétuelle indulgence ont alors organisé leurs premières collectes de fonds à destination d’organismes de lutte contre le VIH, et diffusé le premier document de prévention sur les comportements sexuels à risque.

Le groupe, qui allie l’irrévérence et les bonnes œuvres, a rapidement gagné en notoriété et a commencé à essaimer dans le monde entier, notamment à Los Angeles, où une section locale a vu le jour en 1995.

Les sœurs se sont donné pour mission de “promouvoir la joie [...] et de permettre l’expression des individus en dehors de toute honte” mais, depuis la création de leur mouvement, elles sont

régulièrement qualifiées de diaboliques et d'anticatholiques, et sont accusées par leurs détracteurs de tourner les véritables religieuses en ridicule.

Elles ne voient toutefois pas les choses ainsi.

“On ne se moque de personne, assure Sister Harlot D Lite [sœur Marie-couche-toi-là]. Nous apprécions les religieuses, et nous faisons simplement les choses à notre manière, pour notre communauté.”

Toutes les sœurs sont bénévoles, et l'argent qu'elles récoltent grâce aux dons, à leurs apparitions publiques et aux événements qu'elles organisent est intégralement reversé à des organisations caritatives.

Elles viennent aussi directement en aide aux personnes en difficulté. Ces “missions” en tête-à-tête sont très fréquentes. Un jour, Sister Mariposa Patriota [sœur Papillon Patriote], aujourd'hui membre honoraire de l'ordre, a rencontré un jeune homme en pleurs dans une rue de West Hollywood [à Los Angeles].

On les accuse souvent d'anticatholicisme et de ridiculiser les véritables religieuses.

Par-dessus le vacarme de la musique, il lui a expliqué qu'il venait de faire son coming out et que ses parents l'avaient mal pris. La nonne l'a rassuré, lui a promis que tout irait bien et que, même si le moment était douloureux, toute une communauté de plusieurs milliers de personnes était prête à le soutenir, à tisser des liens d'amitié avec lui et à devenir sa famille.

Sœur Harmonie se souvient quant à elle d'avoir confessé, dans les toilettes d'un bar gay, un solide gaillard en tenue de cuir qui s'inquiétait pour son petit ami. Lors de leur fête annuelle de la Robe blanche, sœur June du Décolleté a passé une demi-heure à tenir la main d'un bénévole éploré qui venait tout juste de perdre sa mère.

D'après certaines sœurs, c'est l'anonymat offert par leur maquillage blanc qui incite les gens à se confier. “C'est comme un masque et, parfois, on ose plus facilement parler à un masque qu'à une vraie personne”, analyse sœur Candy Dose.

Pour devenir sœur, le processus dure au minimum dix-huit mois.

Mais se maquiller et s'inventer un nom ne suffit pas pour intégrer l'ordre. Le processus dure dix-huit mois, au minimum.

Tout commence par le statut d'aspirante, lorsqu'une personne manifeste son envie de rejoindre les sœurs, choisit un nom et commence à assister aux réunions.

Si tout se passe bien, trois mois plus tard, elle accède au rang de postulante, et peut alors commencer à porter du maquillage – mais pas encore le voile.

Au bout de six mois supplémentaires, elle devient novice, enfle la cornette et commence à prendre part aux événements et aux rassemblements où elle doit porter le voile blanc.

Pour devenir sœur à part entière, chaque novice doit mener à bien un projet, organiser un événement ou une campagne de prévention contre les pratiques sexuelles à risque, par exemple. L'une d'entre elles a ainsi écrit un livre de recettes, dont elle a reversé les bénéfices à une association de lutte contre le sida; une autre a organisé un atelier de lecture drag dans un centre LGBTQI de Torrance [au sud de Los Angeles], durant lequel les sœurs lisent des histoires aux enfants, en anglais et en espagnol.

Si les sœurs ont l'habitude d'attirer l'attention, beaucoup reconnaissent que les récents événements ont été particulièrement forts en émotions.

Quand les médias ont laissé entendre que les Dodgers avaient annulé la remise du prix pour ne pas froisser leurs fans, essentiellement latinos et catholiques, Sister Bearonce Knows [sœur Beyoncé LaBarbue], fervente supportrice de l'équipe depuis toujours, s'est sentie profondément blessée.

Ce sentiment de rejet a réveillé des souvenirs douloureux chez beaucoup de leurs camarades, explique sœur Pouette-Pouette.

“Au départ, je me suis dit que c'était reparti pour un tour, que rien ne changeait, confie-t-elle. En tant que queers et gays, on a l'habitude des déceptions. Nous sommes nombreux à avoir connu

ça avec nos familles, nos amis, nos proches.”

Mais beaucoup d'entre elles ont également su en retirer du positif – avant même que les Dodgers ne s'excusent publiquement.

“Je suis mexicain, gay et je vis aux États-Unis, alors la peur fait partie de mon quotidien, témoigne sœur Beyoncé. Cette situation n'a rien changé pour moi, si ce n'est que, cette fois, j'ai ressenti beaucoup de soutien, de la part de notre communauté, mais pas seulement.”

Un constat partagé par sœur Pouette-Pouette : “Au départ, j'avais de la peine, mais quand j'ai vu le déluge d'amour que ça a provoqué, ça m'a redonné goût à la vie.”

Tournant. Sœur Harmonie, elle, a été touchée par tout le soutien qu'elles ont reçu d'autres organisations LGBTQI, qui n'ont pourtant pas toujours été très accueillantes envers les drag-queens. “Ça annonce un tournant dans la communauté”, veut-elle croire.

Pour sœur Candy Dose, l'essentiel est ailleurs : dans les encouragements de sa famille biologique.

Il y a quelques années, elle a eu bien du mal à faire son coming out auprès de ses parents. Mais après la polémique autour des Dodgers, sa mère l'a appelée pour lui dire qu'elle était choquée par les horribles choses qu'elle entendait sur les Sœurs de la perpétuelle indulgence. Elle sait qu'il s'agit d'un groupe merveilleux, et que Candy est elle-même une personne merveilleuse.

Une preuve supplémentaire que les drag-nonnes, aussi, ont droit aux miracles.

— Deborah Netburn, publié le 25 mai

* Les noms des sœurs ont été adaptés en français.

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis
Quotidien, 142 380 ex.
latimes.com

Créé en 1881, le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays est le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. Il devient le premier quotidien de Los Angeles à partir des années 1940.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/185-atlas>



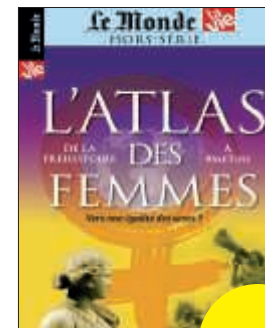
14,50€*

La Seconde Guerre mondiale à travers les cartes

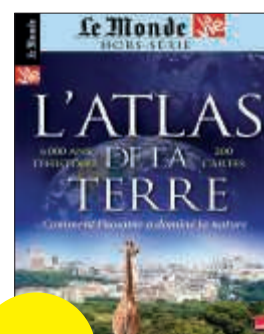
“Histoire & Civilisations” met en valeur la cartographie militaire organisée par grands thèmes. Le plus : une iconographie exceptionnelle composée de plus de 80 cartes d'époque provenant des collections de la British Library de Londres.

L'Atlas des femmes

Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruits les stéréotypes et relatées les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.



14€*



14€*

L'Atlas de la Terre

Cet atlas déroule la passionnante histoire du progrès et de ses méfaits, à l'origine de la prise de conscience écologique et de la crise climatique actuelle. Une approche originale, en cartes et en infographies.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2023. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

COLOMBIE

“La forêt a veillé sur ces quatre enfants”

Disparus après le crash d'un avion dans la jungle, ils ont été retrouvés le 9 juin. Une équipe de sauveteurs amérindiens s'employait depuis un mois à ce sauvetage impossible. L'un d'entre eux raconte comment ils y sont parvenus.

— **Cambio**, extraits (Bogotá)

Le 1^{er} juin, un mois jour pour jour après le crash de l'avionnette qui ralliait Araracuara à San José del Guaviare [dans le sud amazonien du pays], le général Pedro Sánchez, responsable du commandement conjoint des opérations spéciales et de l'opération Esperanza, déclarait : “J'espère retrouver les enfants sous trois jours.”

À ce moment-là, il était fort peu probable de retrouver en vie les enfants Mucutuy : Lesly Jacobombaire, 13 ans ; Soleiny Jacobombaire, 9 ans ; Tien Noriel Ranoque, 4 ans ; et Cristin Neriman Ranoque, 11 mois – un an désormais. Le 16 mai, les autorités avaient trouvé la carlingue accidentée à Palma Rosa, zone rurale du district de Solano (département de Caquetá).

L'aide d'un malinois. Dans l'avion, il y avait aussi Hernando Murcia Morales, le pilote ; Herman Mendoza Hernández, un responsable de l'Organisation des peuples indigènes de l'Amazonie colombienne (Opiac) ; et Magdalena Mucutuy, la mère des enfants. Les corps sans vie des trois adultes avaient été retrouvés dans l'appareil, mais les enfants n'y étaient plus.

On doit la découverte de l'avion à Wilson, un malinois renifleur qui, des jours plus tôt, avait repéré un biberon qui était sans doute celui de la benjamine. S'étant rendu compte que les corps des enfants n'étaient pas dans l'appareil, les enquêteurs en avaient déduit qu'ils étaient en vie. Les

recherches ont alors redoublé d'énergie, avec l'aide de sauveteurs amérindiens. Des ciseaux, des nœuds pour les cheveux et une petite tente improvisée avec des bouts de bois et des branchages ont renforcé l'idée que les quatre enfants pouvaient être en vie.

La battue a compté plus de deux cents hommes, dont des militaires, des sauveteurs amérindiens et même le père des enfants, Manuel Ranoque, chef de la communauté de Puerto Sábalo Los Monos. Membre du peuple uitoto, il avait précisément embarqué sa famille dans l'avion pour l'exfiltrer de la zone, menacée par des bandes criminelles.

Seuls les efforts conjoints de l'armée et des Amérindiens ont pu aboutir : les militaires étaient entraînés à vivre en forêt sur de longues périodes pour diverses missions, mais les Amérindiens avaient la connaissance innée de cet habitat. Luis Acosta, coordinateur général des sauveteurs amérindiens, raconte : “Les matins commençaient par une prière aux ancêtres. Il fallait d'abord avoir la bénédiction de la forêt pour qu'elle s'ouvre et que nous puissions ainsi avancer.” La forêt qu'ils quadrillaient était épaisse, dense et dangereuse. C'était sans doute la première fois qu'un être humain foulait ces lieux, c'est pourquoi personne ne savait avec certitude ce qui les attendait. “La forêt est imprévisible. Ce n'est pas pour autant qu'il faut la craindre, mais nous savions en revanche qu'il fallait progresser respectueusement.”

Les équipes de recherche ont sillonné plus de 2 000 kilomètres. Pendant ce temps, des membres

de l'Institut colombien du bien-être familial (ICBF) et des sauveteurs amérindiens ont décidé qu'il serait utile de larguer depuis des avions des rations alimentaires pour maintenir les enfants en vie. C'était des paquets individuels contenant des pâtes de goyave, de l'eau et de la farine, lancés du ciel dans l'espoir que les enfants les trouvent.

Chaque centimètre parcouru était jalonné de repères afin de signaler les endroits par où les sauveteurs étaient déjà passés. “Et même avec ces balises, explique Acosta, la forêt nous faisait parfois tourner en rond. Quand c'est le cas, nous avons une technique chez les Indiens. Nous frappons nos machettes contre un bâton, pour produire un son assez fort. Cela permet de signaler l'endroit où nous sommes pour qu'on vienne nous chercher.”

“Grâce à ce code, on sait où se trouve chaque groupe et on peut garder le contact. Un coup signifie que tout va bien. Deux coups que nous avons besoin d'aide.”

Les nuits étaient rythmées par les rugissements des jaguars et des pumas et les hurlements des singes laineux, une espèce de petite taille

au pelage noir ou gris qui saute de branche en branches en s'accrochant avec sa queue. Ils étaient accompagnés par le croassement assourdissant des grenouilles, dont le cri ressemble davantage à des aboiements de chien. “C'est vraiment fascinant toute cette vie. Ici, on ne peut que s'émerveiller de la générosité de la forêt.”

Forêt impénétrable. Ensuite, après des jours et des jours de marche, le découragement a fini par les gagner. Les pistes ne menaient à rien, les empreintes disparaissaient tout à coup et les maigres traces s'évaporent au milieu des broussailles et de la confusion d'une forêt impénétrable.

Les trois jours du général Sánchez étaient passés et toujours aucun signe des enfants. Certains Indiens épuisés se sont retirés de la battue, des soldats, tombés malades, ont dû quitter la forêt. Peu à peu, les recherches ont perdu en intensité. Personne n'avait envie de renoncer, mais les survols ont commencé à être plus espacés, et le rayon des recherches s'est resserré. La décision fut prise de retourner sur les lieux déjà parcourus.

Et le 9 juin au matin, ils sont tombés sur une communauté indienne qui leur a confirmé que les enfants étaient passés par là. Pour finir, le soir, un des groupes de chercheurs les a aperçus à travers la végétation.

Ils étaient allongés sur le sol, à peine recouvert par des feuilles de palme. Ils ne parlaient pas. Ils étaient trop affaiblis. Ils se sont regardés quelques secondes sans comprendre jusqu'à ce que Lesly,

la plus grande, se mette à pleurer, rapidement suivie par ses frères. Ils étaient dans un état de dénutrition et de déshydratation avancé.

L'un des sauveteurs indiens est resté sur place pour s'occuper d'eux, tandis que l'autre a couru retrouver les soldats qui avaient la radio pour qu'ils puissent annoncer qu'ils les avaient trouvés, qu'ils étaient vivants et qu'ils allaient bien. “Miracle ! Miracle ! Miracle !” ont-ils hurlé dans la radio. Le signal que les quatre enfants étaient sains et saufs.

Les militaires ont prodigué les premiers soins aux enfants et ont vérifié qu'ils n'avaient pas de blessure grave. Les Indiens leur ont aussi donné des remèdes traditionnels. L'émotion était à son comble. Luis Acosta confie : “Tout le monde se serrait dans les bras. Tout le monde pleurait. Nous n'arrivions pas à croire qu'ils étaient vivants après tant de jours. C'était une joie indescriptible. La forêt avait veillé sur nous.”

“J'avais la conviction absolue que nous allions les retrouver”, a affirmé le général Pedro Sánchez.

— **Maria F. Fitzgerald**, publié le 12 juin

4 ENFANTS PERDUS 40 JOURS DANS LA JUNGLE



↳ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.



RÉCIT



COURRIER INTERNATIONAL

SOURCE

CAMBIO

Bogotá, Colombie

cambio colombia.com

Ce site web lancé en février 2022 est réputé en Colombie pour son indépendance, sa rigueur et ses enquêtes. De centre droit très modéré, il veut être “de l'air frais dans une mer de désinformation”.



SÉLECTION

PUBLICITÉ COMMERCIALE



NESPRESSO

Nespresso dévoile sa toute dernière machine haut de gamme en acier : Vertuo Creatista. Une nouvelle expérience permettant à chacun de déguster des recettes café en 4 tailles de tasse, en toute simplicité. Intuitive, cette innovation combine le meilleur du système Vertuo et vous guide dans la réalisation de toutes vos envies gourmandes : latte, capuccino, flat white... Disponible en boutique et sur

[Nespresso.com](https://www.nespresso.com)



SPOTICAR

La voiture du futur est déjà chez Spoticar.

Être leader de l'occasion en France*, c'est rendre disponibles dès aujourd'hui les véhicules et les services de demain. C'est vous permettre d'avoir le choix entre 6 000 modèles électriques et hybrides, parmi plus de 50 000 occasions parfaitement révisées. C'est faire le choix de rouler dans des véhicules fabriqués hier, pour penser sereinement à demain.

www.spoticar.fr

*Réseau de véhicules d'occasion du groupe Stellantis, comptabilisant le plus grand nombre de points de vente en France en 2022 selon L'argus (étude réalisée en mai 2022).

SOS MEDITERRANEE

Chaque année des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent noyés aux portes de l'Europe en tentant de traverser la Méditerranée. Face à cette situation inacceptable, des citoyens européens ont décidé d'agir en créant SOS MEDITERRANEE. Ensemble, nous avons déjà sauvé plus de 35 000 personnes avec l'Aquarius et l'Ocean Viking. Chaque jour en mer coûte 14 000 €. Pour continuer, nous avons besoin de vous. Faites un don !

don.sosmediterranee.org



FRANCE LOISIRS

Harlan Coben, en exclusivité !
Le Polar de l'été !

Le nouveau magazine de France Loisirs est disponible ! Vous y trouverez en avant-première le nouveau roman du maître du suspense Harlan COBEN, *Sur tes traces*. Profitez vite de cet événement exceptionnel : il réserve aux lecteurs de France Loisirs le privilège de le lire en exclusivité. Venez découvrir toutes les avant-premières de France Loisirs et profiter de tarifs avantageux, sans aucun engagement d'achat. Rendez-vous sur

www.franceloisirs.com



europe

Royaume-Uni. Adieu, Boris, et ne reviens pas

L'ex-Premier ministre britannique a démissionné de son poste de député avec fracas, le 9 juin. Mais son ton offensif laisse entrevoir l'ambition d'un retour que personne ne souhaite, soupire ce penseur politique anticonformiste.



NEWS LICENSING, 2023

—The Spectator (Londres)

Boris Johnson, comme le veut la plaisanterie, restera dans les annales comme le troisième Premier ministre à avoir été évincé par... Boris Johnson. Après avoir blackboulé son vieux rival David Cameron en faisant campagne pour le Brexit, puis avoir contribué à la chute de Theresa May en faisant campagne contre son Brexit "soft", Johnson s'est embourbé dans le scandale du "Partygate", préparant ainsi sa propre déconfiture.

Vendredi 9 juin, nous avons assisté au dénouement de ce scandale : Boris Johnson quitte Westminster avant d'en être éjecté – il décide de démissionner de son poste de député avant que la commission d'éthique de la Chambre des communes ait fait connaître ses conclusions. Cette

dernière enquêtait pour savoir s'il avait menti au Parlement à propos des violations des restrictions sanitaires durant les fêtes organisées à Downing Street.

Ce départ est certainement un geste calculé. Boris Johnson se réserve ainsi la possibilité d'un retour à la vie politique, le moment venu. Du "BoJo" tout craché.

Un œil sur son avenir après une défaite probable des conservateurs en 2024, l'autre sur les règlements de comptes avec ses ennemis, il n'épargne personne dans sa lettre de démission. Il qualifie la commission de "tribunal fantôme". Il accuse ses membres de partialité politique. Et il reproche

Le petit monde de Boris a toujours été plus proche du conte de fées que de la réalité.

aux oppositions de "tout mettre en œuvre" pour se débarrasser de lui.

Dans sa lettre, il continue à cultiver le style populiste qui lui a si bien réussi pendant sa campagne pour le Brexit, puis pendant celle des élections législatives de 2019. Il oppose une petite cabale de Westminster aux masses pro-Boris, adorantes, éperdues, qui n'attendent qu'une chose : qu'il revienne au pouvoir et les mène une fois encore vers des lendemains qui chantent. "Nous devons réaliser le programme de 2019, écrit-il. Ce programme avait l'appui de 14 millions de Britanniques. N'oublions pas que plus de 17 millions de nos concitoyens ont voté pour le Brexit. Et maintenant, une petite poignée d'individus me chassent du Parlement, créant ainsi un précédent dangereux et inquiétant."

Comme par hasard, Johnson omet de préciser qu'il est devenu très impopulaire dans tout le pays,

y compris parmi un très grand nombre de partisans du Brexit. Entre autres omissions.

À l'en croire, depuis qu'il a dû quitter son poste de Premier ministre, l'été dernier, tant son parti que le nouveau Premier ministre, Rishi Sunak, trahissent l'idéal conservateur : "Notre parti doit de toute urgence reprendre son élan et retrouver sa confiance dans les capacités du pays, déplore-t-il. Nous devons montrer à quel point le Brexit est une chance, et nous devons dans les prochains mois donner la priorité à la croissance et aux investissements. Il ne faut pas avoir peur d'être un vrai gouvernement conservateur."

Mais le petit monde de Boris a toujours été plus proche du conte de fées que de la réalité. L'idée que Boris Johnson, cet anti-conformiste qui fonctionne à l'instinct, soit le seul vrai conservateur qui tienne la route – cet homme qui a libéralisé l'immigration,

Il est temps de mettre en avant de nouvelles personnes et de nouvelles idées.

qui n'a rien fait pour réformer le système social et qui a levé l'obligation imposée aux entreprises britanniques de proposer les emplois britanniques d'abord au Royaume-Uni – est complètement délirante.

Tout aussi délirante, sa conviction que l'avenir du conservatisme réside dans toujours plus de libre-échange, toujours plus de dérégulation, toujours plus de mondialisation, mais en respectant les droits des animaux. Ce n'est pas du tout ce que la plupart des conservateurs souhaitent, et on ne peut pas dire que ce genre de programme réussisse à d'autres conservateurs dans le reste du monde.

Pourtant, cela n'empêchera pas ses partisans, de moins en moins nombreux, de croire, à tort selon moi, que Boris demeure le seul et unique espoir d'un parti qui ne sait plus en quoi il croit ni où il va.

Il ne fait pour moi aucun doute que la démission de Johnson est un moyen de préparer le terrain en vue d'un retour à la tête du Parti conservateur dès 2025. Dieu nous en garde.

Je ne serais pas non plus surpris s'il avait l'intention de créer

✓ Boris Johnson et Rishi Sunak. Dessin de Morten Morland paru dans The Times, Londres.

un nouveau mouvement populiste qui se positionnerait justement contre ceux qu'il a pris pour cible hier soir : un Parlement corrompu, les deux grands partis qui monopolisent la vie politique, et une classe dirigeante déconnectée de la réalité. De nombreux électeurs seraient très friands de ce genre de message. Et certaines de ses critiques sur l'état pitoyable de la vie politique britannique, du système et de la classe dirigeante ne sont pas totalement injustifiées.

Chance gâchée. Mais l'idée que Boris Johnson représente la réponse à tous ces défis, qu'il incarne l'avenir du Parti conservateur, est complètement absurde. Si Johnson a l'estime de certains pour avoir concrétisé le Brexit et avoir fait fi des résistances d'une nouvelle élite [Matthew Goodwin a récemment publié un ouvrage, très commenté outre-Manche, sur le prétendu avènement d'une "new elite" de gauche], je pense que son parti et notre pays feraient mieux de clore le chapitre Johnson.

Il est temps de passer à autre chose. Il est temps d'avoir un débat à la fois plus sérieux et plus intéressant, non seulement sur l'avenir des idées du parti mais aussi sur l'avenir du Royaume-Uni. Il est temps de mettre en avant de nouvelles personnes et de nouvelles idées. Faisons donc tout notre possible pour que cela arrive, et ne perdons pas notre temps à parler d'un homme qui a eu une occasion unique de vraiment réformer le pays et qui a ensuite tout gâché.

—Matthew Goodwin, publié le 10 juin

SOURCE



THE SPECTATOR

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 101554 ex.
spectator.co.uk

"Le Spectateur" est une institution de la presse britannique. Fondé en 1828, c'est le journal de référence des intellectuels et dirigeants conservateurs, mais aussi des eurosceptiques. Réputé pour ses analyses et son ton incisif, il appartient au même groupe que The Daily Telegraph.

ÉCOSSE

Nicola Sturgeon, reine déchue

L'audition de l'ancienne Première ministre, le 11 juin, dans le cadre d'une enquête sur son parti constitue une catastrophe pour sa réputation et la cause sécessionniste, affirme la presse locale.

La surprise cède la place à la stupeur. Quatre mois après sa démission inattendue de la fonction de Premier ministre d'Écosse, Nicola Sturgeon se retrouve éclaboussée par un scandale financier d'ampleur. La réputation de l'une des femmes politiques les plus puissantes d'Europe, restée au pouvoir huit ans à Édimbourg - un record -, ne tient plus qu'à un fil. "La nouvelle est tombée à 14 h 26, le dimanche 11 juin, relate

The Scotsman. *Un communiqué de la police écossaise annonçait l'arrestation d'une femme de 52 ans dans le cadre de l'opération Branchform, qui s'intéresse aux finances du Parti national écossais (SNP). Cette femme, c'était bien sûr Nicola Sturgeon.*

Son audition par les forces de l'ordre "devait finir par arriver", analyse l'édition écossaise du **Sunday Times**. Peter Murrell, ancien directeur du principal parti indépendantiste et,

accessoirement, mari de Nicola Sturgeon, avait déjà été interrogé au début du printemps. Tout comme l'ancien trésorier du SNP Colin Beattie. "En toute logique, si le responsable du parti et son argentier font figure de suspects, alors l'ancienne dirigeante aussi", souligne le journaliste Alex Massie.

Au cœur de l'affaire, une énigme : qu'est devenue l'enveloppe de 700 000 euros de dons récoltés par le parti auprès du grand public ? Officiellement, la somme devait servir à financer une éventuelle future campagne sur l'indépendance. Le deuxième référendum réclamé par le SNP, près de dix ans après la victoire du non en 2014, n'a toujours pas eu lieu. Et l'argent, lui, semble s'être volatilisé.

"Cette affaire, bien que trouble, est embarrassante pour le parti au pouvoir en Écosse", insiste

The Sunday Times. "L'arrestation de sa femme forte, qui a remporté huit élections sur les huit disputées à la tête du SNP, marque le jour le plus sombre de son histoire longue de quatre-vingt-neuf ans", renchérit le tabloïd unioniste **Daily Record**.

"Je suis certaine de n'avoir commis aucune infraction [...] et suis, sans aucun doute possible, innocente", s'est défendue Nicola Sturgeon à l'issue de sa garde à vue de sept heures. Mais elle a beau être ressortie libre dimanche soir, à l'instar de Peter Murrell et de Colin Beattie avant elle, "l'événement ternit son héritage à jamais", estime Alex Massie.

"Et il n'y a aucune garantie qu'une inculpation ne survienne pas plus tard, à l'issue d'une enquête lancée il y a déjà deux ans." D'autant que de nombreuses zones d'ombre demeurent, indique *The Sunday Times*.

"Pourquoi, par exemple, le SNP a-t-il acheté un camping-car à 115 000 euros, resté garé ensuite chez la belle-mère de Sturgeon?"

La championne de la lutte indépendantiste compromise, les dégâts provoqués par l'affaire "enterrent pour plusieurs décennies la perspective de voir l'Écosse devenir indépendante", prédit le **Daily Record**. Divisé depuis le départ de sa charismatique leader, "le SNP se précipite à ce rythme vers une débâcle électorale aux prochaines élections législatives, prévues pour 2024". Son nouveau leader, Humza Yousaf, proche de Nicola Sturgeon (il a assuré lors d'une interview à la BBC qu'elle "se portait bien"... quelques heures seulement avant son arrestation), "vit désormais dans la peur" du moindre communiqué de la police. "Et puis comment, après cette enquête pour fraude, convaincre les militants de donner de l'argent pour financer la cause?"

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

BFI et FILM4 présentent, en association avec STARLIGHT MEDIA, une production BERKELEY MEDIA GROUP, KAF PRODUCTIONS, EX NIHILO

Nezouh : en arabe, mouvement des âmes, des eaux et des personnes

PRIX DU PUBLIC ARMANI BEAUTY FESTIVAL DE VENISE 2022 SÉLECTION OFFICIELLE

FESTIVAL DE CANNES 2023 ÉCRANS JUNIORS MENTION SPÉCIALE

PRIX AMNESTY INTERNATIONAL FESTIVAL MEDIUM DE ROME 2023

UN FILM COURAGEUX, INTENSE ET PASSIONNANT
SCREEN INTERNATIONAL

MERVEILLEUX, INTIME ET RÉVOLUTIONNAIRE
SENTIERI SELVAGGI

UNE VISION ENCHANTERESSE, LE PORTRAIT DÉLICAT D'UNE FAMILLE ENTRE CONTE DE FÉES ET RÉALITÉ
DEADLINE

UN FILM PLEIN D'INVENTIVITÉ ENTRE NATURALISME ET RÉALISME MAGIQUE
MYMOVIES

NEZOUH

UN FILM DE SOUDADE KAADAN

philosophie magazine

AU CINÉMA LE 21 JUIN

Courrier international

trans-
versales.

économie

Sciences.....39
Environnement..40
Signaux41

Le Nigeria peut enfin raffiner son pétrole

Énergie. Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, vient de construire près de Lagos une mégaraffinerie. Reste à l'alimenter en pétrole, ce qui n'est pas gagné.



IKON IMAGES

—The Continent
(Johannesburg)

L'inauguration de la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique aurait dû être l'un des premiers coups de ruban de Muhammadu Buhari [élu président de la république du Nigeria en 2015, réélu en 2019, il a cédé la place à Bola Ahmed Tinubu le 29 mai]. Cela aura en fait été le dernier. Néanmoins, le 22 mai à Lagos, les sept années de retards prises par le chantier n'ont en rien troublé les festivités d'inauguration de l'installation industrielle à 19 milliards de dollars [17,7 milliards d'euros] construite par Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique. Pendant la cérémonie, Muhammadu Buhari a déclaré que l'entrée en service de la raffinerie la plus moderne d'Afrique marquait un tournant pour le pays.

Si tout se passe comme prévu, ce pourrait être une petite révolution pour l'économie nigériane. Capable de produire plus de 100 millions de litres par jour, le site serait en mesure de satisfaire tous les besoins du pays en produits pétroliers raffinés, évalués à 68 millions de litres par jour par la compagnie pétrolière nationale [la Nigerian National Petroleum Corporation]. Plus aucune importation d'essence pour les voitures, de gazole pour les génératrices, de

kérosène de cuisine ou d'engrais ne serait nécessaire.

Ce serait une grande économie [de devises] pour le pays, qui pourrait en outre exporter du pétrole raffiné. D'après la banque centrale, le Nigeria, premier producteur africain [et sixième mondial] de pétrole brut, a importé pour 23 milliards de dollars de pétrole raffiné rien qu'en 2022, ce qui en fait le plus gros acheteur du continent. Ce paradoxe a longtemps grevé l'économie nigériane. Dans un pays renfermant de telles ressources, l'essence ne devrait pas être une denrée rare,

Aujourd'hui, le pays est le plus gros importateur africain de pétrole raffiné.

sujette à de fortes hausses de prix, et le gouvernement ne devrait pas être obligé de dépenser 861 millions de dollars par mois en subventions pour maîtriser les prix à la pompe.

Les consommateurs ne devraient rien y gagner dans l'immediat. Il est prévu que la raffinerie Dangote achète le brut nigérien au prix facturé aux acheteurs étrangers. Pour Olaniyi Ogunleye, du cabinet de conseil Carbon Limits Nigeria, la différence de prix à la pompe devrait être infime.

Des problèmes structurels devront aussi être résolus. L'État, propriétaire à 20 % de la raffinerie Dangote, en possède quatre autres, toutes à l'abandon. Les problèmes commencent d'ailleurs bien avant le raffinage. "L'industrie pétrolière et gazière souffre d'un climat des affaires hostile", explique Bala Zakka, expert de ce domaine. Extraire le pétrole est déjà difficile. La production n'atteint pas le million de barils journaliers, soit moins de la moitié des capacités de production du pays, selon la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission [l'autorité de contrôle du secteur]. Selon les estimations les plus prudentes, le vol, le mauvais état des oléoducs, le vandalisme et la corruption coûtent au pays 200 000 barils par jour.

Malgré ces difficultés, la Nigerian National Petroleum Corporation a promis 300 000 barils par jour à la nouvelle raffinerie. Le "plus grand défi" est d'acheminer le pétrole à la raffinerie, déclare à *The Continent* Osato Guobadia, créateur du cabinet Enej Insights, et en cas d'échec "c'est tout le projet qui pourrait tomber à l'eau, ce qui serait terrible pour le Nigeria". Le pari, optimiste et un brin néolibéral, est que le privé fera beaucoup mieux que le parapublic. "Avec l'arrivée de Dangote, on peut espérer un nouveau rythme."

↑ Dessin de Katie Edwards,
Royaume-Uni.

Lors des négociations sur le climat en 2021 [à la COP26], Muhammadu Buhari s'était engagé à ce que son pays atteigne la neutralité carbone avant 2060 et réduise ses émissions de 20 % d'ici à 2030. Une promesse qui passe avant tout par la construction d'infrastructures de production d'énergie éolienne et solaire ainsi que de centrales au gaz, ce qui n'a pas été fait. Au contraire, les projets tels que la raffinerie Dangote augmentent les émissions de gaz à effet de serre et aggravent la pollution de l'air.

A cause du réchauffement climatique, il fait déjà 1,6 °C de plus au Nigeria, et le pays se réchauffe plus vite que la moyenne mondiale, ce qui entraîne des inondations et des canicules destructrices. Pour autant, Selon le site d'information indépendant Carbon Brief, le frigo d'un ménage aux États-Unis consomme jusqu'à cinq fois plus d'électricité en une journée qu'un habitant du Nigeria, consommation industrielle incluse. Le pays et ses quelque 200 millions d'habitants représentent à peine 1 % des émissions mondiales de CO₂.

—Adebayo Abdulrahman
et Ope Adetayo,
publié le 27 mai



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Au Nigeria, le nouveau président fait flamber le prix de l'essence"

Il l'avait annoncé, il l'a fait. Fin mai, Bola Tinubu a mis fin aux subventions sur le carburant, provoquant des files d'attente à la pompe.

SOURCE



THE CONTINENT

Johannesburg, Afrique du Sud
Hebdomadaire

mg.co.za/thecontinent

C'est au cœur d'un monde bouleversé par la pandémie de Covid-19 que *The Continent* s'est lancé, en avril 2020.

Ce média original a pour ambition de réunir "le meilleur des reportages" faits aux quatre coins du continent africain. Il est adossé au très réputé journal sud-africain *Mail & Guardian*.

SCIENCES



D'où vient la première levure de bière ?

Biologie. Deux chercheurs en biotechnologies allemands traquent sur tous les continents les souches de champignons à la base de la culture brassicole moderne.

—Die Zeit, extraits (Hambourg)

En ce dernier jour de mars, Mathias Hutzler et Martin Zarnkow repartent en chasse. Leur terrain, cette fois-ci, est une brasserie désaffectée du village de Schwarzarch, en Basse-Bavière [en Allemagne]. Ils enfilent une blouse blanche et des surchaussures en plastique. Hutzler débusque une vieille fente d'aération dans le mur. Le grand Bavarois se met à genoux et disparaît sous la table de l'ancienne cave de fermentation. Dans une main, une lampe de poche, dans l'autre son équipement de chasse, un coton-tige. Zarnkow se penche et rampe derrière lui, lui aussi une montagne d'homme. Il doit lui venir en aide. Son matériel : bouteilles en plastique et bec Bunsen.

Nos deux chasseurs sont à la poursuite d'une proie invisible et ne savent donc jamais ce qu'ils vont attraper. Pour autant, les deux spécialistes en biotechnologies de l'Université technique de Munich ne rentrent jamais bredouilles. Car ce qu'ils traquent, des levures, il y en a partout. Il leur suffit de gratter à la surface d'un mur couvert de dépôts organiques pour en trouver.

Reste à savoir de quel type il s'agit. Il leur faudra attendre plusieurs mois pour déterminer quelle souche de champignons *Saccharomyces* ils viennent de récolter. En réalisant tout d'abord une analyse en laboratoire, avant d'en goûter une bonne gorgée. Car l'espèce sur laquelle planchent nos chercheurs, ce sont les levures de bière. Celles qui produisent de l'éthanol et du dioxyde de carbone et sont à l'origine de la fermentation alcoolique. Et qui font

d'elles, comme l'écrit Mathias Hutzler dans sa thèse, "le moteur de la fabrication de la bière".

Et comme chaque souche ne se contente pas de propulser de l'énergie mais apporte également un "profil aromatique spécifique", les brasseurs doivent trouver les bonnes levures. Pour que la bière ait vraiment bon goût, l'Université technique de Munich a mis sur pied le Centre de recherche Weihenstephan pour la qualité du brassage et des aliments. C'est là que travaillent Mathias Hutzler et Martin Zarnkow.

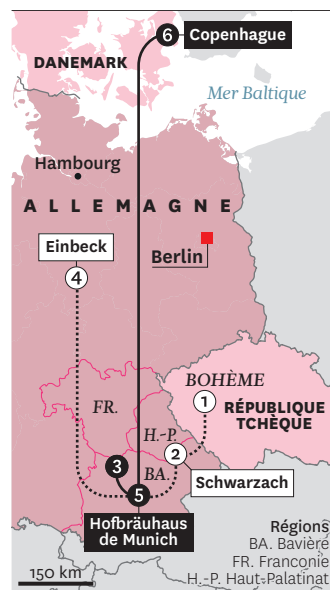
Tout commence à Munich. Lorsqu'ils partent à l'affût, les deux scientifiques ne visent pas seulement de nouvelles levures, ils cherchent également à déterminer les origines de la culture brassicole moderne. Après de longues recherches, ils peuvent désormais annoncer dans la revue spécialisée *FEMS Yeast Research* d'où vient la souche de levure la plus performante de tous les temps.

C'est sur plusieurs continents qu'ils ont traqué l'ancêtre

de *Saccharomyces pastorianus*, la levure (un champignon unicellulaire) à l'origine de plus de 90 % de toutes les bières du monde. Nos deux Munichois l'ont chassée dans la forêt de Bohême, en République tchèque, dans la forêt bavaroise, dans le Haut-Palatinat, en Géorgie – pour trouver l'endroit où la culture de la bière moderne a vu le jour. Où et quand *Saccharomyces pastorianus* a-t-il fait son apparition ? Était-ce délibéré ou par hasard, le fruit d'une seule souche ou d'une hybridation ? Où cette levure aux capacités particulières a-t-elle pour la première fois fait fermenter un brassin de malt d'orge ? Désormais, c'est clair : la révolution de l'art du brassage s'est produite au début du XVII^e siècle à Munich.

Pour reconstruire cette évolution, les deux chercheurs ne se sont pas limités à travailler en laboratoire. Ils ont écumé les archives, lu d'anciens manuels de brassage, des gloses en vieux haut allemand [entre 750 et 1050] et des livres de chimie du XIX^e siècle. Et ils ont même localisé la brasserie dans laquelle la levure originale a provoqué un bond révolutionnaire décisif : la Hofbräuhaus, justement.

Mais que font donc nos deux chercheurs à Schwarzach ? Eh bien, ils n'ont pas seulement découvert que la levure de bière la plus célèbre était apparue à Munich, mais aussi qu'une de ses composantes était probablement venue de Schwarzach en 1602.



Naissance de la levure de bière blonde

- ① Levure *Saccharomyces cerevisiae* Bohême 1517-1600
- ② *S. cerevisiae* Schwarzach 1548-1602, souche de levure de bière blonde de fermentation haute
- ③ *S. eubayanus* Bavaria, souche de levure de bière blonde de fermentation basse
- ④ *S. cerevisiae* Einbeck, 1300-1612, autre origine possible de la souche de levure blonde de fermentation haute
- ⑤ *S. pastorianus* Hofbräuhaus, 1602-1615 Lieu de naissance de la levure de bière blonde
- ⑥ *S. carlsbergensis*, forme brevetée de la levure de bière blonde

↓ Dessin de Tiounine paru dans *Kommersant*, Moscou.



Les prélèvements d'échantillons réalisés dans la cave de fermentation désaffectée doivent en apporter la certitude. Plus tard, nos chercheurs vont recueillir des miettes de salissures dans des fissures de l'ancienne glacière. Le bec Bunsen sert à réchauffer l'air environnant lors du processus afin d'éviter une contamination : en montant, l'air chaud empêche les levures indésirables de tomber du plafond de la cave ou de la barbe du chercheur dans les tubes de prélèvement.

Ce qui est moisi les réjouit.

Leur travail salissant les a menés dans des endroits bizarres. À Mendig, dans la région [volcanique] d'Eifel [en Rhénanie-Palatinat], ils ont descendu 153 marches pour accéder à la cave à bière la plus profonde du monde. De vieux tonneaux y gisent encore sous les voûtes, des tuyaux inutilisés depuis des décennies traînent de-ci de-là. D'année en année, les deux chasseurs de levure arpentent ces mondes abandonnés, grattent la rouille sur les bennes de malt, coupent des poils des brosses qu'ils trouvent dans un tuyau d'évacuation, ou confisquent une bouteille que quelqu'un n'a bue qu'à moitié il y a cinquante ans. Tout ce qui est moisi les réjouit, et ils espèrent toujours que le dernier maître brasseur n'a pas nettoyé à fond.

Si *Saccharomyces pastorianus* a eu autant de succès et attise l'intérêt de la recherche, c'est grâce à ses propriétés de fermentation. Elle les doit à ses différents ancêtres : une excellente souche de levure de fermentation haute s'est associée à une levure de fermentation basse tout aussi excellente pour donner une superlevure qui fermente à merveille aux alentours de 10 °C. Et qui présente un avantage décisif : elle est facilement contrôlable pendant le processus, ce qui permet de maîtriser le brassage. Alors que les levures à fermentation haute – qui sont les plus efficaces entre 15 et 25 °C – sont imprévisibles.

L'apparition de moyens de réfrigération a permis aux brasseurs de profiter de cet avantage toute l'année. C'est ainsi qu'il y a plus de 400 ans les levures à fermentation basse ont permis à la population des buveurs de bière d'élargir la palette. De nouvelles bières ont fait leur apparition – pils, lager,

maibock [aussi appelée “helles bock”, de couleur claire], bière de mars. Auparavant, *Homo sapiens* ne brassait que des bières de fermentation haute – les ales, alt-bier [de la région de Düsseldorf] et weizen [une bière blanche de Bavière] d’aujourd’hui en font partie.

Grâce à l’analyse génétique, on connaît parfaitement les ancêtres de *S. pastorianus* : il s’agit de la levure à fermentation haute *S. cerevisiae* et de la levure à fermentation basse *S. eubayanus*. Mais comment se sont-elles réunies ?

Les spécialistes considèrent la fermentation basse comme un bouleversement.

Les chercheurs sont restés dans le noir pendant des années. Ce n’est qu’en 2011 qu’ils ont pu résoudre une partie de l’énigme. Des analyses génétiques leur ont permis de repérer *S. eubayanus* tolérante au froid en Argentine puis en Chine, au Tibet et aux États-Unis. En Patagonie, on la trouve sur des arbres qui ressemblent aux hêtres recouverts de Cyttaria, des champignons plus gros – de vraies boules de sucre.

Pour certains, *S. eubayanus* est arrivée en Europe à bord des grands voiliers des premiers découvreurs du Nouveau Monde pour bouleverser le monde de la bière. Pour d’autres, elle a suivi la route de la soie et est arrivée en Occident dans les bagages de marchands venus du Tibet. L’année dernière, des chercheurs en biologie moléculaire sont tombés sur deux représentantes sauvages de *S. eubayanus* dans des échantillons de sol prélevés dans le sous-sol de l’université de Dublin – ce qui prouve que cette espèce qui aime le froid a probablement toujours existé ici.

Reste à savoir où elle avait pu se lier à *S. cerevisiae*. Mathias Hutzler n’est arrivé à rien avec la génétique seule. C’est là que

les connaissances historiques de Martin Zarnkow l’ont aidé. Le spécialiste de l’Antiquité était parvenu à établir qu’on brassait et buvait une sorte de bière il y a 11 500 ans à Göbekli Tepe, dans le sud-est de l’Anatolie.

Il l’a donc aidé à situer le grand pas de l’humanité vers la basse fermentation, un événement que les spécialistes s’accordent à considérer comme un bouleversement. Ses recherches ont établi qu’il y a plus de 400 ans on brassait à Schwarzbach avec une autorisation spéciale, ce qui était interdit dans le reste de la Bavière en raison d’une pénurie de blé, la bière blanche [Weissbier, bière de blé]. La levure de fermentation haute *S. cerevisiae* utilisée était arrivée en 1602 à la Hofbräuhaus, où on faisait depuis déjà des siècles de la bière avec un cocktail de levures, dont la levure de fermentation haute *S. eubayanus*. Le mariage des deux a donc dû avoir lieu entre 1602 et 1615, à l’époque où la Hofbräuhaus produisait les deux principales sortes de bière.

L’histoire de leur descendance se poursuit au Danemark au XIX^e siècle : des chercheurs ont isolé une souche pure à partir de levures mélangées. *S. pastorianus* a été brevetée et a commencé sa carrière mondiale sous le nom de *S. carlsbergensis*. On la trouve aujourd’hui dans presque toutes les pils et les helles.

— Urs Willmann, publié le 27 avril

SOURCE

DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 578 300 ex.
zeit.de

C’est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis. Créé en 1946 par la force d’occupation britannique, établi à Hambourg, il appartient au groupe Holtzbrinck.

ENVIRONNEMENT



Arctique : bientôt des étés sans banquise

Climat. Une nouvelle étude montre que la glace de mer estivale pourrait disparaître dès 2030 dans le Grand Nord.



Il est désormais trop tard pour sauver la banquise estivale de l’Arctique, montrent des travaux de recherche, et les scientifiques affirment qu’il faut se préparer aux phénomènes climatiques extrêmes qui vont probablement en résulter dans tout l’hémisphère Nord.” C’est par ces nouvelles peu réjouissantes que commence l’article du **Guardian**. Il rapporte les conclusions de l’étude fondée sur des observations satellitaires et des analyses d’attribution, parue le 6 juin dans *Nature Communications*.

Voilà des décennies qu’à mesure que le taux de CO₂ augmente dans l’atmosphère, entraînant une augmentation de la température, la glace de mer qui flotte dans l’océan Arctique s’amincit et son étendue s’amenuise. De précédents travaux avaient déjà tenté de prévoir d’ici combien de temps

l’Arctique serait privé de banquise à la fin de la période estivale. Selon la nouvelle étude, qui évalue plusieurs scénarios, même si les émissions de gaz à effet de serre déclinent lentement, le premier mois de septembre sans banquise pourrait survenir dès 2030, “environ dix ans plus tôt que ce qu’avaient précédemment prévu les chercheurs”, insiste **The New York Times**.

“Il faut très certainement s’attendre à observer des étés sans glace dans l’Arctique. En l’état actuel des choses, ça paraît inéluctable, confirme au **Washington Post** Mark Serreze, directeur du National Snow and Ice Data Center (Centre national de données sur la neige et la glace) à Boulder (aux États-Unis), qui n’a pas participé à l’étude. La question a toujours été de savoir quand ça allait se produire.”

↳ Dessin d’Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.

“Cela ne signifie pas qu’il n’y aura plus du tout de glace sur l’eau, rassure tout de même le **New York Times** – des plaques devraient rester dans certains coins de l’Arctique pendant un certain temps encore.” Les scientifiques ont utilisé un seuil de 1 million de kilomètres carrés de glace, – représentant moins de 15 % de la couverture de banquise saisonnière minimale de l’Arctique à la fin des années 1970 – en deçà duquel on peut considérer que la région du pôle est exempte de glace.

Le **Guardian** rapporte en outre que, selon l’étude, “90 % de la fonte est le résultat du réchauffement climatique d’origine humaine, les facteurs naturels représentant le reste”. De précédents travaux ont par ailleurs montré que le Grand Nord s’était déjà réchauffé quatre fois plus vite que la moyenne mondiale, un phénomène appelé “amplification arctique”, qui risque de s’accélérer encore.

“D’après les résultats de notre étude, l’amplification arctique va survenir plus vite et plus fort, prévient dans le **New York Times** Seung-Ki Min, climatologue à l’université de technologie de Pohang, en Corée du Sud, coauteur de l’étude. Ce qui veut dire que les répercussions vont survenir aussi plus rapidement.” Car les effets de l’absence de banquise à la fin de l’été, au pôle Nord, s’étendront bien au-delà de cette région. Les chercheurs ont déjà prévenu : ce qui nous attend, c’est une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes que nous connaissons actuellement, tels que les vagues de chaleur, les incendies de forêt et les inondations.

“[Nos] résultats soulignent les profondes répercussions des émissions de gaz à effet de serre sur l’Arctique, et sont la preuve qu’il est indispensable de se préparer et de s’adapter à l’éventualité de mois sans glace en Arctique dans un avenir proche”, écrivent les auteurs.

— **Courrier international**

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec **Courrier international**





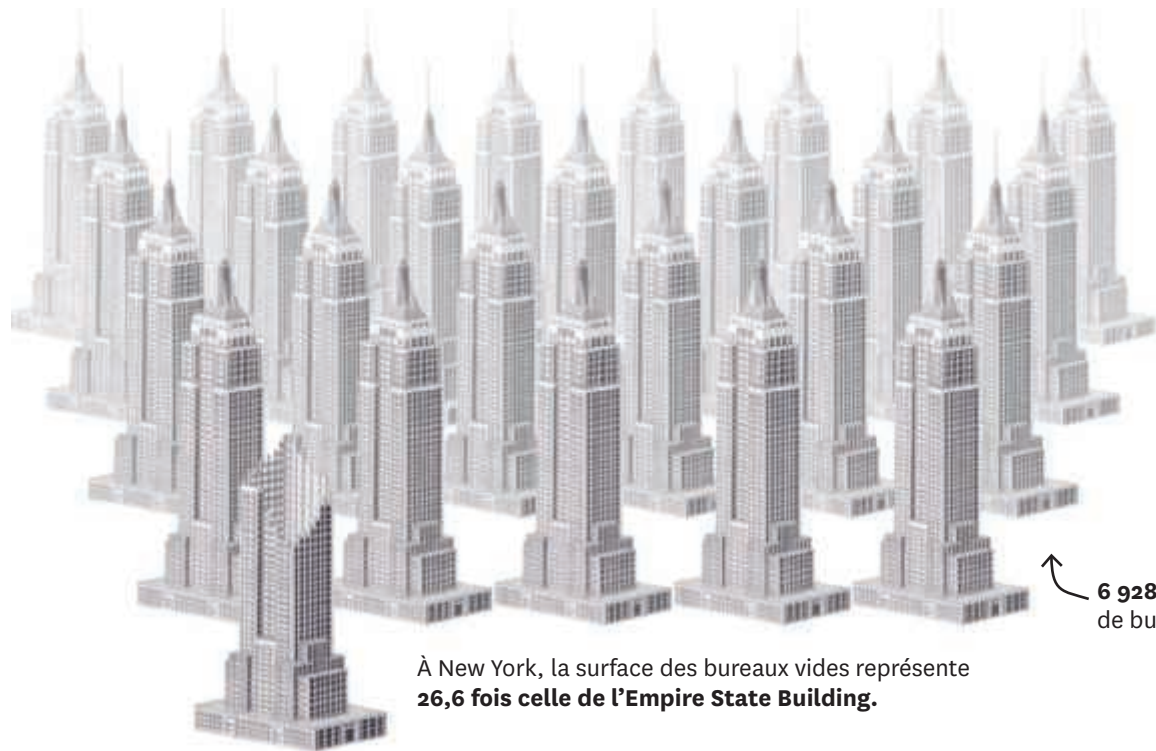
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Les bureaux fantômes de Manhattan

Plus de 26 Empire State Building pourraient tenir dans les bureaux vides de New York. La ville doit se métamorphoser.

L'urbanisme s'apprête à entrer dans une nouvelle ère

De Chicago à Los Angeles, l'aménagement des centres-villes, hérité du xx^e siècle, entre en conflit avec la nouvelle économie. Depuis les années 1920, les villes américaines sont divisées en zone à usage unique : logement, travail, loisirs. Avec le télétravail et Netflix, cette segmentation est aujourd'hui obsolète, mais le plan de la ville ne s'est pas encore adapté à ce changement.

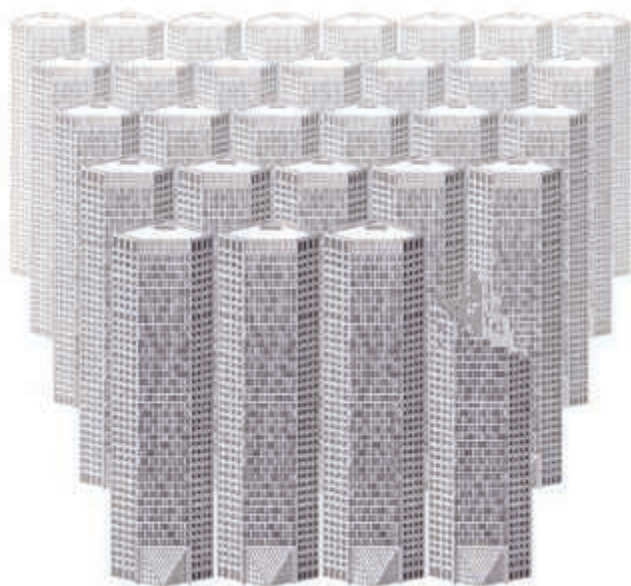


6 928 956 m² de bureaux vides

À New York, la surface des bureaux vides représente **26,6 fois celle de l'Empire State Building.**

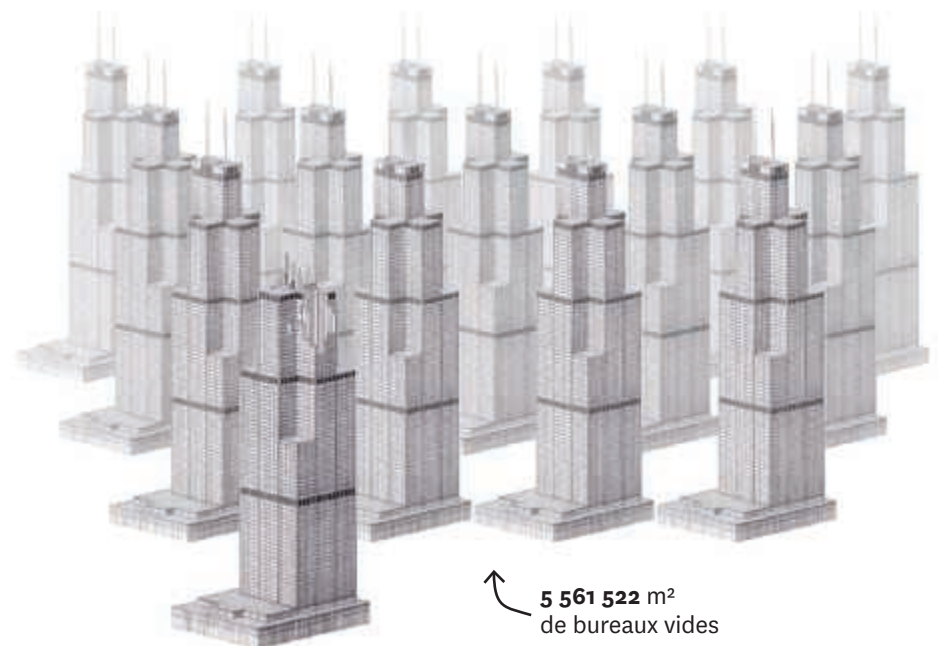
À Houston, la surface des bureaux vides représente **29,7 fois celle de la JPMorgan Chase Tower.**

4 567 919 m² de bureaux vides



À Chicago, la surface des bureaux vides représente **15,8 fois celle de la Willis Tower.**

5 561 522 m² de bureaux vides



La source



THE NEW YORK TIMES. Journal de référence aux États-Unis, ce quotidien propose régulièrement des formats innovants, parfois accompagnés d'infographies. Celle-ci est extraite de l'article signé de l'économiste Edward Glaeser et de

l'architecte Carlo Ratti. Elle permet de visualiser ce que représentent les bureaux inoccupés de grandes villes américaines, en comparant leur surface aux monuments emblématiques de chacune d'elles.

360



MAGAZINE

Des vers pour relier le passé au présent • Culture ... 46
 Au Maghreb, l'art de la lutte LGBTQI • Arts 48
 Quand New York parlait arabe • Histoire 50



Dans ma famille,
 on a effacé les Noirs



L'autrice

Née à San Diego, en Californie, Jean Guerrero, 35 ans, est chroniqueuse au *Los Angeles Times*. Ancienne correspondante à Mexico, elle a collaboré à de nombreuses publications comme *Vanity Fair*, *The New York Times*

ou *The Washington Post*. Son premier livre, *Crux. A Cross-Border Memoir* (2018, non traduit), un ouvrage autobiographique sur son père originaire du Mexique, a été récompensé du prix Pen/Fusion.

Une chroniqueuse latina se découvre des racines noires dont personne ne lui avait parlé. Et pour cause : sa famille portoricaine refuse toute identification aux Noirs. Une attitude aux raisons profondes, courante dans toute l'Amérique latine, qui est aujourd'hui remise en cause. — *Los Angeles Times* [Los Angeles]

Il y a deux ans, j'ai demandé à ma grand-mère de 86 ans de me montrer des photos de ses parents. C'était pendant la pandémie de Covid et, étant confinées chez ma mère à San Diego [en Californie], nous passions beaucoup de temps ensemble.

Abuelita Coco, une vieille dame grêle et pâle, commence à perdre la mémoire à court terme, mais elle évoque volontiers des bribes de son lointain passé. Elle va fouiller dans le placard de sa chambre, en ressort des albums de photos de sa vie à Porto Rico et les étale sur son lit. Elle me montre une photo d'un homme sec d'apparence blanche. "Ça, c'était mon père", me dit-elle en espagnol. "Et ta maman?" Elle a eu beau chercher partout, elle n'a trouvé aucune photo d'elle, m'assure-t-elle. Peut-être que tout compte fait elle ne les a jamais ramenées de Porto Rico, lâche-t-elle en guise d'explication.

Je ne suis pas convaincue. Il est impossible qu'elle ait oublié les photos de sa mère lorsqu'elle est venue s'installer chez nous quand j'étais encore adolescente, au début des années 2000. L'idée qu'elle ne veuille pas que je voie sa mère m'effleure. Je me rappelle une conversation avec mon père, originaire du Mexique, des années auparavant : il pensait que ma grand-mère maternelle était d'ascendance noire. Il le devinait dans ses traits et ceux de ma mère. Il avait un jour posé la question à Abuelita Coco, et cela l'avait "mise hors d'elle".

À chacune de mes visites, je demande innocemment à Abuelita Coco des photos de sa mère. Elle pense toujours que c'est la première fois que je lui fais cette demande. Un soir, au bout de quelques semaines de discrète insistance, elle finit par me présenter une photo en noir et blanc. "C'était ma mère", dit-elle calmement. Je vois une femme aux pommettes hautes et au sourire timide, le menton posé sur l'épaule d'Abuelita Coco. Elle portait une robe blanche de tous les jours. Elle était très belle et, de toute évidence, noire, avec une peau foncée couleur chocolat.

"Ta maman était afro-portoricaine", fais-je remarquer. Le visage de ma grand-mère se crispe. "Sa peau était aussi blanche et aussi belle que la mienne", réplique-t-elle en espagnol, levant sa chemise pour découvrir son ventre pâle. Je lui fais remarquer qu'il n'y a rien de mal à être noir, et son regard s'embue. Sa mère était peut-être

trigueña, "couleur de blé", convient-elle, mais certainement pas noire.

En recherchant dans les archives publiques en ligne, je découvre que ma grand-mère, Monserrate Torres, était classée dans la catégorie "C" – pour *colored*, désignant les "personnes de couleur", c'est-à-dire les Noirs – dans le recensement des États-Unis de 1930, qui considérait comme noire toute personne possédant ne serait-ce qu'une seule goutte de sang noir. Dans un recensement ultérieur, Abuelita Coco, alors âgée de 2 ans, se retrouva également du côté noir de cette ligne de fracture. Mon grand-père maternel était lui aussi identifié comme noir. Sa mère, une couturière du nom de Pura Feliciano, était quant à elle recensée comme "mulâtre", à l'époque où cette catégorie existait. Et le père de Pura était désigné par la lettre N, pour *Negro*.

Aujourd'hui, en feuilletant les albums d'Abuelita Coco, je me demande comment j'ai pu être aussi aveugle à nos origines africaines. Page après page, je trouve des photos de parents plus ou moins éloignés au teint clair, posant aux côtés d'autres membres de la famille dont les traits afro-portoricains me sautent maintenant aux yeux, à commencer par le frère de ma mère, mon *tío*, mort d'une crise cardiaque il y a plus d'une dizaine d'années.

"Mon frère était blanc", m'assure ma mère. Troublée par sa conviction, j'examine les photos à la loupe. Il est vrai que quand mon oncle portait les cheveux courts plutôt qu'une coupe afro et ne s'exposait pas au soleil, il y avait une certaine ambiguïté. Néanmoins, des militants et des démographes se sont mobilisés ces derniers temps pour encourager les Portoricains à revendiquer en plus grand nombre leur identité noire. "Tu ne penses pas que, s'il était encore vivant, il se déclarerait noir?"

— Il se déclarerait portoricain, rétorque-t-elle. Il était portoricain."

C'est irritant de discuter de cela avec elle. Lorsque je lui parle des documents officiels que j'ai retrouvés, elle admet

↑ Dessin de Derek Abella paru dans le *Los Angeles Times*, États-Unis.



que sa famille avait une ascendance noire. Mais elle me reproche d'être obsédée par la question de la race. Moi, je lui reproche d'être dans le déni sur le rôle que continue de jouer la question raciale dans notre pays. "Nous sommes la race humaine, s'empêche-t-elle. Pourquoi donc te focalises-tu sur cette fichue histoire de race? Pour séparer les gens comme du bétail? Comme des chevaux?"

Je ne sais pas qui, de ma mère ou de moi, a le plus l'esprit colonisé. C'est peut-être elle qui a raison : ne suis-je pas en train de racialement ma famille, à travers mon regard de personne assimilée?

"Est-ce que tu coches la case 'Noire', maintenant au recensement?" me demande-t-elle avec une pointe d'exaspération. Non. Je ne me sens pas en droit de revendiquer cette identité sur un formulaire officiel, dans la mesure où j'ai bénéficié des privilèges associés au fait d'être perçue comme une Blanche.

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi, en grandissant, je n'ai pas été encouragée à me sentir personnellement liée aux Noirs. Ma mère ne nie pas que ma nièce de 8 ans, dont le père est noir, soit elle-même noire. Elle l'engage même à en être fière. Mais alors pourquoi entretient-elle pour elle un rapport aussi différent à l'identité noire? Je voudrais comprendre pourquoi elle et Abuelita Coco se sont distancées aussi radicalement des Noirs. Comment en sommes-nous arrivés à une telle dissociation?

En 1898, les États-Unis ont enlevé Porto Rico à l'Espagne. Les Américains blancs ont très rapidement imposé sur l'île un concept binaire de race, totalement décalé par rapport au vaste spectre de couleurs que distinguaient les Portoricains : *blancos*, *negros*, *trigueños*, *mulattos*, *morenos* ["blancs, noirs, dorés, mulâtres, brun foncé"], etc.

Ils assimilaient à des Noirs les Portoricains qui se considéraient comme un mélange de Blanc, de Taïno [une ethnie amérindienne des Caraïbes] et d'Africain. En 1909, le président Theodore Roosevelt a salué dans un discours l'expansion des "peuples de sang blanc ou européen" sur les terres des "simples sauvages". En 1917, les États-Unis ont conféré aux Portoricains un statut de citoyens de seconde zone, privés de droit de vote ou de représentation, à moins qu'ils ne s'installent sur le continent.

En sillonnant les États-Unis pour trouver du travail dans les champs et les usines, les Portoricains ont été témoins de la ségrégation, du lynchage et des massacres de Noirs américains. Se distinguer comme non-Noir devint alors une question de survie. Au début du xx^e siècle, Porto Rico a connu une mystérieuse flambée du nombre de "Blancs" dans les recensements officiels. Dans leur article "How Puerto Rico Became White" ["Comment Porto Rico est devenu blanc"], les sociologues Mara Loveman et Jeronimo O. Muniz soulignent que cette explosion du nombre de Portoricains blancs ne correspondait pas à une véritable augmentation du nombre de Portoricains à la peau blanche, mais plutôt à un élargissement du concept de "blanc" dans l'archipel. De plus en plus d'individus se sont définis comme blancs du fait d'"une hausse vertigineuse des coûts perçus et réels qu'il y avait à être considéré comme non-Blanc par les Américains".

Beaucoup de Portoricains conservaient leur hypersensibilité aux traits distinctifs des afrodescendants, mais ne jugeaient pas pour autant ces traits constitutifs d'une identité raciale noire. Cet effacement de l'identité noire n'était pas totalement nouveau : des siècles auparavant, les Espagnols avaient introduit le culte de la *limpieza de sangre*, ou "pureté de sang". Dans toute l'Amérique latine

"Pourquoi donc te focalises-tu sur cette fichue histoire de race? Pour séparer les gens comme du bétail?"

LA MÈRE DE JEAN GUERRERO

et aux Caraïbes, les colons espagnols ont établi un système de castes complexe, dominé par les Blancs, avec les métis au milieu, et les Noirs et les indigènes au bas de l'échelle, réduits en esclavage ou exploités pour des salaires dérisoires. Ils ont fait venir des millions d'esclaves africains pour remplacer la main-d'œuvre indigène décimée par le génocide et la peste.

Parallèlement, ce système utilisait le métissage et l'immigration de Blancs à des fins de *blanqueamiento*, ou "blanchiment" de la population. L'adage "*Hay que mejorar la raza*" ("Il faut améliorer la race") a gardé une actualité troublante en Amérique latine. Cela consiste à choisir un partenaire qui vous donnera des enfants à la peau plus claire que la vôtre. Un tel racisme commence à peine à être remis en question. Lorsque j'ai raconté les grandes lignes de cette histoire à Abuelita Coco, elle était en colère et a soupiré en hochant la tête : "*Il y en a qui se croient tellement blancs.*" Elle a rappelé cette pique entendue dans son enfance à Porto Rico : "*Je suis plus blanc que toi! Je suis plus blanc que toi!*" Mais elle n'en démorait pas : sa mère n'était pas noire. À la rigueur, elle était *india*.



Dans son ouvrage *Inventing Latinos* ["L'Invention des Latinos", inédit en français], Laura E. Gómez, professeure de droit et de sociologie à l'université de Californie (Ucla), explique qu'à Porto Rico et en République dominicaine on préfère généralement se proclamer *indio* plutôt que noir. Dans ce contexte particulier, le terme signifie "métis", ce qui est une autre façon de se distancier de ce qui est perçu comme l'échelon le plus bas de la société. "*Dire que l'on est indio revient à dire 'Je ne suis pas noir'*", souligne Gómez.

Au milieu du siècle dernier, le poète afro-portoricain Fortunato Vizcarrondo a écrit le poème *¿Y tu agüela, aonde ejtá?* Titre en dialecte portoricain qui signifie : "Et ta grand-mère, où est-elle?" La question est adressée à un Portoricain à la peau claire qui racialise le poète en l'appelant "Negro". Si la grand-mère de cet homme au teint clair est ainsi cachée, c'est "*po'que ej prieta de a beldá*" "parce que c'est une femme noire". Ce poème m'a aidé à comprendre pourquoi je n'avais jamais vu d'image de mon arrière-grand-mère. Sa peau sombre était la preuve que ma famille n'était pas vraiment blanche.

Dans leur conception des Blancs, beaucoup d'Américains blancs excluent catégoriquement les Latinos. Pourtant, pendant des décennies, une majorité de Portoricains se considéraient exclusivement blancs : ils étaient 75 % dans le recensement de 2010. C'est en train de changer rapidement du fait de la crise économique, des discriminations et de l'apparition de nouveaux mouvements

en faveur de la justice raciale. En 2020, seuls 17 % de Portoricains se déclaraient exclusivement blancs.

La grande majorité des insulaires refusent encore de s'identifier comme Noirs. En revanche, le nombre d'individus se revendiquant de deux races ou plus est monté en flèche, passant de 3 % en 2010 à la moitié des Portoricains en 2020 ; parallèlement, la catégorie de ceux déclarant relever simplement d'«une autre race» a connu une hausse spectaculaire, passant de 8 % à un quart de la population.

Ces tendances sont à l'image de la baisse de l'identification blanche parmi les Latinos vivant aux États-Unis (de plus de la moitié à 20 %) et de l'augmentation de ceux qui choisissaient deux races ou plus (de 6 % à 33 %) et cochaient la case «Autre» (de 37 % à 42 %).

La montée en puissance de la catégorie «Autre» ouvre la voie à une nouvelle façon d'envisager la race en Amérique : non plus un choix binaire, mais plutôt un spectre ressemblant à la réalité des Portoricains. La proposition de l'administration Biden d'ajouter «latino» comme catégorie raciale dans le recensement 2030 séduit d'innombrables Latinos qui ne se retrouvent dans aucune des catégories existantes.

L'émergence de cette catégorie raciale «Autre/Latino» irrite fortement les nationalistes blancs et les propagandistes du Parti républicain, qui manœuvrent ouvertement pour inciter les Latinos à s'identifier aux Blancs. Car si ces derniers cessent d'aspirer à se «blanchir», cela pourrait signer la fin du règne des suprémacistes blancs. Mais si la race Autre/Latino se définit en opposition aux Noirs, elle pourrait aussi finir par remplacer la suprématie blanche par quelque chose de semblable : une suprématie métisse, telle qu'on la trouve dans les pigmentocraties anti-Noirs et anti-indigènes d'Amérique latine et des Caraïbes.

Ce que je n'avais moi-même pas su voir avant de découvrir mes arrière-grands-mères, c'est que l'identité noire, comme indigène, est au cœur de ce que nous sommes. Les Latinos doivent reconnaître et inverser des siècles de *blanqueamiento*. Nous, les parias de l'Amérique latine, devons nous souvenir de qui nous descendons.

Du fait de la proximité géographique du Mexique, il m'a été plus facile de connaître le pays de mon père. Enfant et adolescente, je traversais régulièrement la frontière. Puis je me suis installée dans le pays en 2010. Lorsque j'habitais à Mexico, j'entendais souvent des gens à la peau sombre se faire traiter d'*Indio* («Indien»), d'*indígena* («indigène») et de *Negro* («Noir») – autant de termes employés comme synonymes de «sous-homme». Ces invectives ne sont pas un problème mexicain mais une maladie européenne qui a contaminé pendant des siècles l'Amérique latine et les Caraïbes. La plupart des pays d'Amérique latine, lorsqu'ils se sont déclarés indépendants de l'Espagne, ont officiellement reconnu le principe d'égalité. Mais les descendants de colons se sont accrochés aux richesses qu'ils devaient à l'exploitation de corps noirs et bruns. Ils ont conclu un pacte diabolique avec les élites anglo-saxonnes, afin de préserver la domination des individus d'ascendance européenne sur l'ensemble du continent.

«L'Amérique latine est la région des veines ouvertes», a écrit en 1971 le journaliste uruguayen Eduardo Galeano, expliquant que toutes les ressources du sous-continent avaient été pillées depuis longtemps et transformées en capital européen ou américain. «Tout : la terre, ses fruits et ses profondeurs riches en minerais, les hommes et leur capacité de travail.»

Cette exploitation se cache derrière le masque de l'intégration des Noirs et des indigènes. En 1925, José Vasconcelos, ancien ministre de l'Éducation du Mexique, a publié un ouvrage qui devait connaître un grand retentissement, *La Raza Cósmica* [«La Race cosmique», jamais traduit en français], dans lequel il défendait la suprématie du métissage. Il évoquait une «race synthétique», supérieure à toutes les autres, agglomérant toutes les races du monde en absorbant Noirs et indigènes – légitimant du même coup la persistance du viol, du pillage et de la dépossession de ces personnes.

Dans son livre de 2022, *Racial Innocence* [«L'Innocence raciale», lui aussi inédit en français], Tanya Katerí Hernández, professeure de droit à l'université Fordham et spécialiste afro-portoricaine des préjugés latinos anti-Noirs, bat en brèche l'illusion selon laquelle «les cultures de métissage racial des Latinos les empêchent d'être racistes».

Des Latinos s'insurgent contre la négation de leur identité noire et indigène. Ils élèvent leurs enfants différemment.

Elle rappelle l'histoire de sa mère, Nina, rejetée par sa famille parce qu'elle avait la peau plus sombre et «les cheveux crépus – pelo malo (cheveux moches)». Certains parents de sa mère voulaient la faire adopter par une famille africaine-américaine. Elle a été battue, dénigrée, tandis que sa sœur, Mónica, était adorée pour sa peau claire et ses cheveux raides. Comparer le physique des deux fillettes était «une obsession constante de la famille, qui surnommait Nina 'Monito' ('Petit Singe') ou 'Negrita Bembe' ('Négrillonne'), tandis que l'on appelait simplement Mónica 'la Nena' ('la Petite')».

Cette histoire n'a rien d'exceptionnel dans la communauté latina des États-Unis. Cette suprématie intériorisée fonctionne comme un trouble auto-immune, qui nous incite à nous retourner contre notre propre corps par des moyens discrets et violents. Certains parents cachent ou transforment physiquement des enfants dont l'apparence trahit leurs ascendances noires ou indigènes. La comédienne dominico-portoricaine Aida Rodríguez a raconté dans une émission spéciale de Netflix que, chaque semaine, sa famille portoricaine essayait de «faire disparaître [son] côté dominicain à coups de *brushings* chez le coiffeur».

Désormais, de nombreux Latinos s'insurgent contre ce type de violences et cette négation de leur identité noire et indigène. Ils élèvent leurs enfants différemment, sensibilisent leurs proches et produisent des œuvres d'art pour faire évoluer leur culture. Yosimar Reyes, poète et militant né au Mexique, a créé un seul-en-scène intitulé *Prieto*, terme désignant une personne à la peau sombre, pour lutter contre l'idée qui voudrait que le fait d'avoir la peau brune soit méprisable ou humiliant.

Dans cette comédie autobiographique, il évoque sa vie de jeune homosexuel à la peau brune dans les quartiers est de San José [en Californie], aux côtés d'autres indigènes mexicains sans papiers. «J'ai simplement grandi en pensant que nous étions des gens ordinaires, que nous n'avions rien de particulier, rien de magique, se souvient-il. Peut-être que si on avait les yeux bleus ou verts, on avait quelque chose d'intéressant. Mais nous, nous étions des gens ordinaires.»

C'étaient des ouvriers agricoles, des plongeurs dans les arrière-cuisines et ces autres travailleurs qui font tourner l'économie américaine dans l'ombre. «Nous sommes comme cette mugre, cette tache que les gens ne veulent pas voir, confie Reyes. Mais, à bien y réfléchir, nous sommes indispensables à tout.»

Les Latinas noires se battent également pour devenir plus visibles. À travers son projet Ancestral Black Women, l'écrivaine portoricaine Yolanda Arroyo Pizarro remet en perspective l'identité noire en exhumant des récits de femmes noires qui se sont rebellées contre l'esclavage. «Nous devons sauver leurs histoires de l'oubli», a-t-elle déclaré lors d'une conférence TedX, engageant chacun à se demander : «Que sais-je de ma grand-mère, de ma bisabuela [bisaiëule], de ma tatarabuela [trisaïëule] ?»

Mon apparence physique est le reflet de générations d'effacement noir et indigène. Mais je sais que je porte en moi les traces de mes ancêtres : un test ADN m'a révélé qu'un quart de ce que je suis vient d'Afrique subsaharienne et des peuples indigènes d'Amérique. Lorsque je me regarde dans le miroir, je ne vois pas tout de suite mes *bisabuelas*. Je vois la mâchoire d'un flic blanc, le père de mon grand-père, qui a refusé de reconnaître son fils métis jusqu'à la mort de Pura, la mère du garçon. Je vois les yeux verts d'un Espagnol qui a violé ma grand-mère mexicaine, Carolina, alors adolescente.

Mais plus bas, sur mon buste, juste sous mon cœur, du côté gauche, j'ai une tache de naissance brune qui dessine une carte du Mexique à l'envers. Je me plais à imaginer que ma *tatarabuela* mexicaine, Juanita, une *curandera*, ou «guérisseuse», descendante du peuple indigène des Caxcanes, l'a posée là comme pour me dire : «No te olvides, gringa» – «N'oublie pas, gringa». Je me plais à imaginer que les femmes qui m'ont précédée, celles qui ont peiné dans un monde organisé en castes, peuvent me posséder. Ce n'est pas moi sur cette scène ou à la télévision. C'est ma *bisabuela* Pura, morte d'une pneumonie à 34 ans, mon âge. Elle est revenue hanter les racistes d'aujourd'hui.

Mon peuple et moi avons un héritage qui couvre la moitié du monde. Notre force transcende les frontières et est cataclysmique pour ceux qui visent à réduire l'humanité. Au cœur de nos pouvoirs se trouvent les femmes noires et brunes qui ne peuvent et ne doivent jamais disparaître.

— Jean Guerrero, publié le 12 février

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis

Quotidien, 142 380 ex.

latimes.com

Le géant de la côte Ouest.

Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays

et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie

du divertissement. En 140 ans d'existence, il a gagné 49 prix Pulitzer.

Depuis 2018, il appartient à Patrick Soon-Shiong, un milliardaire des biotechnologies.

culture. 

L'amour en vers et à travers les âges

La retranscription en parler jeune de poèmes d'amour du *Manyoshu*, la plus ancienne anthologie de poésie japonaise, rencontre un succès inattendu dans l'archipel. Décryptage.

—Mainichi Shimbun (Tokyo)

Une adaptation en langue jeune et moderne de poèmes d'amour du *Manyoshu*, un classique de la littérature nipponne qui prenait la poussière dans les librairies d'occasion, a été publiée [dans l'archipel] sous le titre [que l'on peut traduire en français par] "Plus qu'aimer, je veux être aimé". Le recueil est devenu un livre à succès, redonnant un coup de jeune à la plus ancienne anthologie de poésie japonaise.

Publié pour la première fois en octobre dernier et réimprimé cinq fois depuis, l'ouvrage a déjà été tiré à 60 000 exemplaires. Une sixième réimpression est en préparation, portant le chiffre à 90 000; un succès exceptionnel pour un recueil de ce genre. Le livre rassemble les "traductions" d'environ 90 des quelque 4 500 *waka* [poèmes japonais composés de 31 syllabes] que contient le *Manyoshu*, principalement des vers d'amour.

"Je viens dites-vous / Et parfois vous ne venez / Si disiez je ne viens / Votre venue n'attendrais / Mieux vaut dire je ne viens*." Ces vers de la poétesse Otomo no Sakanoue no Iratsume [VIII^e siècle], qui expriment l'exaspération d'une jeune femme envers un homme qui rechigne à la demander en mariage, y sont audacieusement réinterprétés par: "Tu viens? / Tu viens pas? / Tu viens? / Tu viens pas? / Nan, tu viens pas!"

On croirait l'amusante parodie d'un humoriste.

"Sanokata [un arbuste subtropical] / Ores a porté ses fruits / Et désormais / Que tombe pluie de printemps / Comment encore fleurirait." Cet autre *waka*, d'auteur inconnu, dans lequel une femme mariée refuse les avances d'un homme par une belle image lyrique, prend dans sa nouvelle version des

airs de chanson pop: "Chuis casée main'nant / D'où j'sortirais avec toi / Laisse béton / T'as pas one chance."

Ailleurs, une femme avoue à son compagnon qu'elle l'aime à en mourir avec un "ch'te kiffe à mort ♥" et, dans un poème du fils narcissique de l'empereur Temmu [VII^e siècle], celui-ci se targue d'être un "beau gosse".

On doit ce recueil de poésie original à Ryo Sasaki, 38 ans, fondateur de la petite maison d'édition Man'yosha. Établi à Kyoto depuis son mariage, il se rend deux fois par mois à son bureau de Takamatsu [une ville de l'île de Shikoku, au sud-ouest de Honshu, l'île principale de l'archipel], où il s'occupe seul de tout, de la conception aux expéditions, en passant par l'écriture et l'édition.

Souhaitant rencontrer le personnage, je lui ai donné rendez-vous à Nara [dans l'ouest de Honshu], d'où est originaire le *Manyoshu*. "Toutes les cinq minutes, je reçois des appels de libraires des quatre coins du pays. Mon téléphone sonne sans arrêt, de 7 heures le matin jusque tard le soir", confie-t-il, témoignant de l'immense succès de son livre.

À l'origine, traduire des *waka* dans la langue que parle la jeunesse était pour lui un passe-temps. Il a publié pour la première fois son livre à l'occasion de son mariage, le 10 octobre dernier, avec un tirage de seulement 500 exemplaires: "Comme je ne pensais pas réussir à tous les vendre, j'en ai distribué une cinquantaine aux invités en guise de cadeau, et j'ai proposé les autres sur un site de vente en ligne."

Il n'est pas passé par une société intermédiaire – aucune n'était intéressée – et il n'a rien dépensé en publicité. Le recueil a néanmoins fait parler de lui sur les réseaux sociaux et les ventes ont explosé. Malgré les réimpressions successives, Sasaki ne par-

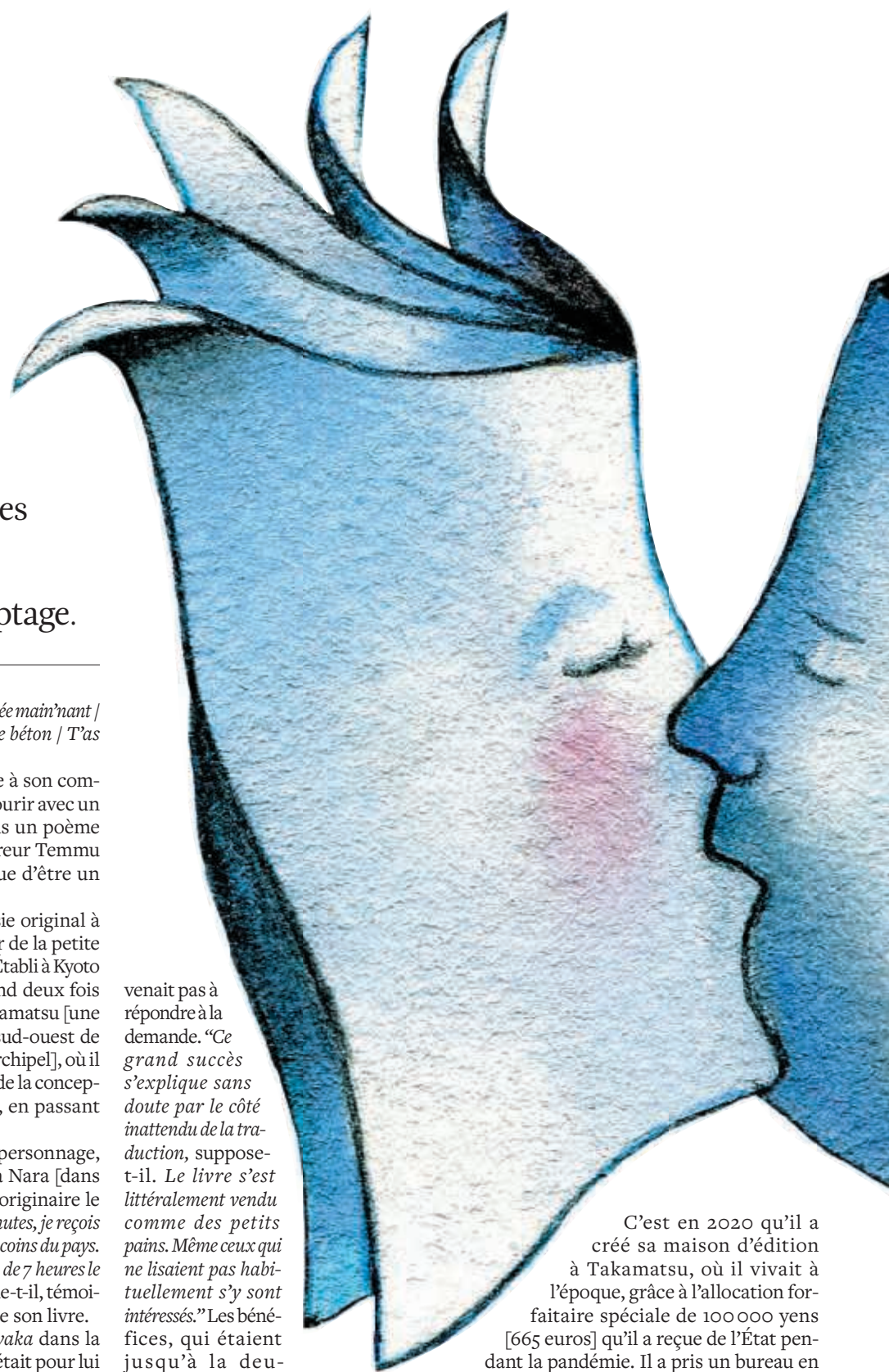
venait pas à répondre à la demande. "Ce grand succès s'explique sans doute par le côté inattendu de la traduction, suppose-t-il. Le livre s'est littéralement vendu comme des petits pains. Même ceux qui ne lisaient pas habituellement s'y sont intéressés." Les bénéfices, qui étaient jusqu'à la deuxième impression de 8 yens [0,05 euro] par livre, se sont envolés pour atteindre un total de quelque 20 millions de yens [133 000 euros] à la sixième impression, permettant à Ryo Sasaki de réaliser son rêve.

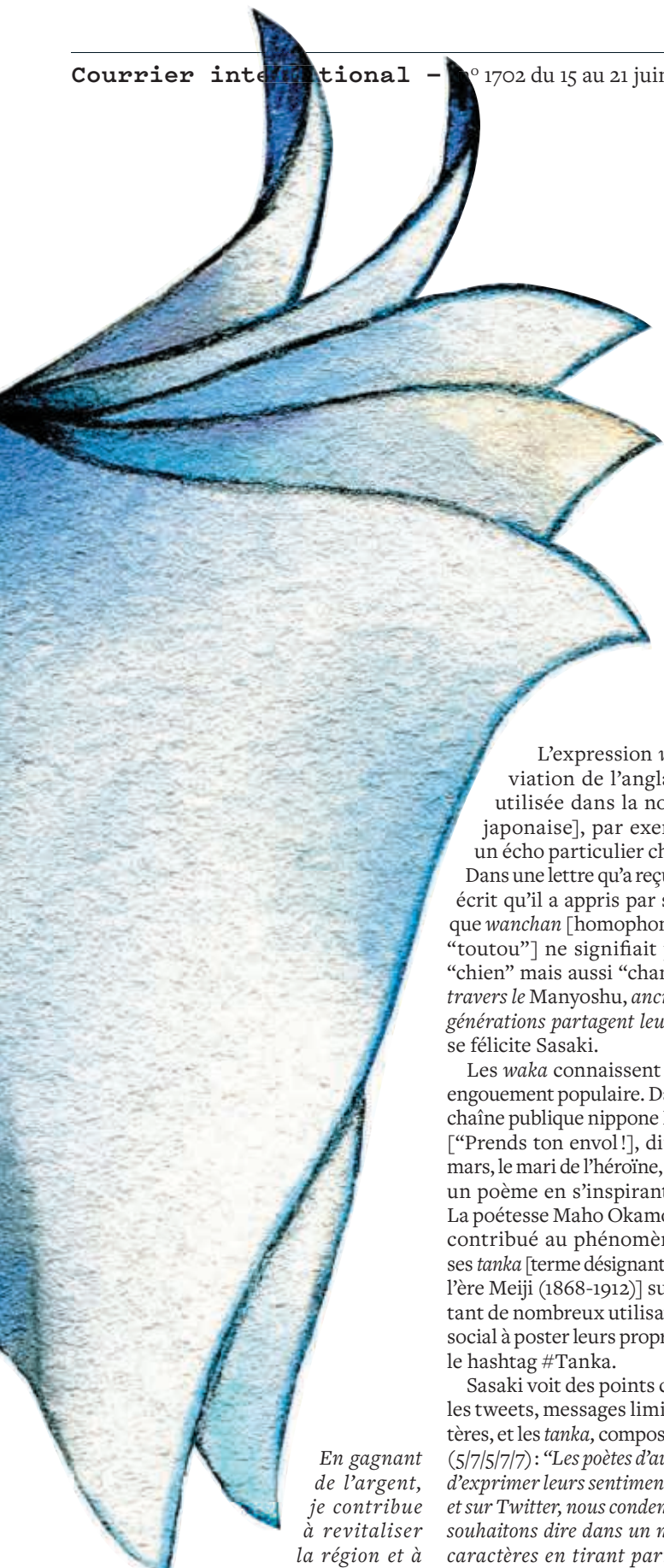
"À travers le *Manyoshu*, ancienne et nouvelle générations partagent leurs expressions."

Ryo Sasaki,
ÉDITEUR

C'est en 2020 qu'il a créé sa maison d'édition à Takamatsu, où il vivait à l'époque, grâce à l'allocation forfaitaire spéciale de 100 000 yens [665 euros] qu'il a reçue de l'État pendant la pandémie. Il a pris un bureau en location pour 4 000 yens [27 euros] par mois. "L'État a probablement alloué ces 100 000 yens en espérant récupérer la somme quelques années plus tard", avait-il pensé. Son objectif est de verser 100 millions de yens [665 000 euros] d'impôts à terme.

Un deuxième volume doit être publié en juillet prochain. "Si je traduis tous les *waka* du *Manyoshu*, ce que j'aimerais faire, il me faudra une cinquantaine de volumes", dit Ryo Sasaki, dévoilant ses ambitions. "Aux jeunes qui ont perdu leurs rêves, je souhaitais montrer ce qu'il était possible de faire même avec 100 000 yens, ajoute-t-il.





✍ Dessin de Cost
paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

et les courts messages que nous nous sommes échangés en nombre durant la pandémie, lorsque nous étions éloignés physiquement les uns des autres.

Le *Manyoshu*, titre qui signifiait selon certains académiciens “recueil de myriades de mots”, se caractérise par le fait qu’il réunit des auteurs aux statuts très variés, des empereurs aux gens du peuple. Lui donner un second souffle à notre époque, où la diversité est promue, semble avoir du sens.

Tandis que je regarde Sasaki jouer avec un cerf dans le parc de Nara, je me souviens que l’ère Reiwa que traverse le Japon [elle a été inaugurée en 2019, pour coïncider avec le règne de l’empereur Naruhito] a tiré son nom du *Manyoshu*. Fêru de classiques, l’éditeur se sent investi d’une mission: “Créer des livres qui relient le passé au présent.”

—**Chisa Fukuda**,
publié le 17 avril

L’expression *wanchan* [abréviation de l’anglais *one chance*, utilisée dans la nouvelle version japonaise], par exemple, a trouvé un écho particulier chez les lecteurs. Dans une lettre qu’a reçue Ryo, un jeune écrit qu’il a appris par son grand-père que *wanchan* [homophone de *wan-chan*, “toutou”] ne signifiait pas seulement “chien” mais aussi “chance unique”. “À travers le *Manyoshu*, ancienne et nouvelle générations partagent leurs expressions”, se félicite Sasaki.

Les *waka* connaissent aujourd’hui un engouement populaire. Dans la série de la chaîne publique nippone NHK *Maiagare!* [“Prends ton envol!”, diffusée jusqu’en mars, le mari de l’héroïne, poète, compose un poème en s’inspirant du *Manyoshu*. La poétesse Maho Okamoto a également contribué au phénomène en publiant ses *tanka* [terme désignant les *waka* d’après l’ère Meiji (1868-1912)] sur Twitter, incitant de nombreux utilisateurs du réseau social à poster leurs propres poèmes avec le hashtag #Tanka.

Sasaki voit des points communs entre les tweets, messages limités à 140 caractères, et les *tanka*, composés de 31 syllabes (5/7/5/7/7): “Les poètes d’autrefois tentaient d’exprimer leurs sentiments en 31 syllabes, et sur Twitter, nous condons ce que nous souhaitons dire dans un nombre limité de caractères en tirant parti des signes de ponctuation et autres symboles. Les gens arrivent souvent mieux à faire passer leur message ainsi que par de longs courriels.”

Pour lui, l’attrait des *waka* du *Manyoshu* réside dans leur caractère franc et direct: “Les poètes y confient sans détour ce qu’ils ont au fond du cœur, comme avec un ‘je t’aime’. Les tracas amoureux ne sont-ils pas les mêmes de nos jours que par le passé? Je les ai juste transposés dans la langue actuelle.” Il note aussi une similitude entre les poèmes que les gens envoyaient autrefois à ceux qu’ils ne pouvaient voir

En gagnant de l’argent, je contribue à revitaliser la région et à créer des emplois,

ce qui est aussi une bonne chose pour l’avenir des jeunes.”

Ryo Sasaki traduit les *waka* du *Manyoshu* en s’inspirant du langage des jeunes de Nara, ancienne capitale impériale du Japon dans laquelle a été composée à l’époque une grande partie de l’anthologie. Il s’y est rendu à plusieurs reprises pour étudier le parler local, séjournant dans des maisons d’hôte et écoutant les conversations des jeunes dans les cafés.

Repères

LE “MANYOSHU”, ŒUVRE FONDATRICE

Compilé entre les VII^e et VIII^e siècles, et comptant 4 500 *waka*, le *Manyoshu* est le plus vieux recueil de poèmes au Japon. Indispensable pour comprendre l’histoire de la littérature du pays, ce véritable totem littéraire se distingue à la fois par la diversité de ses auteurs – parmi eux figurent des empereurs, des soldats et des paysans – et la richesse des thèmes abordés, comme l’amour, la beauté de la nature et la mort. De ce fait, l’œuvre, sans cesse étudiée par des poètes et des universitaires, offre un précieux témoignage sur la société japonaise de l’époque.

* La traduction de la version originale des poèmes a été empruntée à René Sieffert (*Man. Yoshu*, Publications orientalistes de France). Son adaptation en parler jeune a été assurée par *Courrier international*.

PYRAMIDE VIDEO PRÉSENTE

OURS D'OR
Festival de Berlin 2022

“UNE SPLENDE CHERONIQUE ESTIVALE”

TÉLÉRAMA

“QUELLE FAMILLE FORMIDABLE !”

LE PARISIEN ★★★★★

NOS SOLEILS

un film de CARLA SIMÓN

DISPONIBLE
EN DVD, BLU-RAY, VOD

VOCABLE Téléràma



← 16 mai 2022. Les acteurs Mohamed Ouerghi et Hamadi Bejaoui répètent une scène de *Flagranti*, première pièce queer jamais montée en Tunisie. Photo Fethi Belaid/AFP

—Raseef22 (Bejroutth)

Les militants et organisations de défense des droits LGBTQI subissent de nombreuses pressions dans les pays d'Afrique du Nord. Mais cela n'empêche pas le mouvement queer d'y faire preuve de dynamisme. Cela se manifeste par des formes de lutte non traditionnelles, alliant du militantisme classique et des formes d'expression artistiques. On parle alors d'"artivisme", qui a recours à des formes d'expression artistiques pour dénoncer des injustices et pour faire évoluer la société.

L'organisation tunisienne Mawjoudin ["Nous existons"], par exemple, s'en sert dans sa défense des droits des membres de la communauté LGBTQI et d'autres catégories marginalisées. Cela lui permet de rencontrer un écho qui s'étend à toute l'Afrique du Nord.

Selon Karam, directeur des projets artistiques et de la communication, l'artivisme "réunit deux approches, celle des artistes, pour qui c'est avant tout la forme et la qualité artistiques qui comptent, et celle des militants, qui donnent la priorité au message". C'est la combinaison des deux qui permet d'"atteindre un vaste public" et de "se constituer des alliés", explique-t-il. Il s'agit également d'un moyen de faire de la "conscientisation en douceur" pour faire passer des messages "sans heurter le public" quand celui-ci n'est pas lui-même issu de la communauté LGBTQI.

Ce qu'illustre un des derniers projets en date de Mawjoudin, *Flagranti*, la première pièce de théâtre queer jamais montée en Tunisie, écrite et mise en scène par Essia Jaïbi. "Aux premières représentations, le public était composé d'amis et de membres de la communauté LGBTQI, explique celle-ci. Mais avec le temps, le public s'est élargi à d'autres catégories de la société." Après dix-huit

Au Maghreb, l'art de la lutte LGBTQI

Théâtre, musique, cinéma : en Tunisie et au Maroc, où l'homosexualité est criminalisée, militants et artistes s'unissent pour sensibiliser le public à la défense des droits des minorités sexuelles et de genre.

représentations à Tunis, la pièce a été également montée [à Cologne, en Allemagne, le 11 mai]. En plus d'avoir pu montrer les identités trans et queer, la pièce a permis d'"exposer certains faits tels que l'article 230 du Code pénal, qui criminalise l'homosexualité, et la persistance des tests anaux", explique Essia Jaïbi.

En 2018, Mawjoudin a également organisé un festival de films queers, une première pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. "Cela avait commencé comme un ciné-club interne à notre organisation", rappelle Karam. Mais l'an dernier, ils ont réussi à rassembler pas moins de trente-deux films, dont de nombreuses productions arabes, notamment tunisiennes, mais aussi égyptiennes, jordaniennes et palestiniennes.

Au Maroc aussi, le groupe féministe Nassawiyat s'emploie à offrir des "espaces sûrs" pour encourager les membres de la communauté queer à se rendre visibles et à se faire entendre, là encore par des campagnes de conscientisation et des activités artistiques, y compris de l'artivisme. "Dans le contexte marocain, il est difficile de s'en prendre directement à des lois ou de

vouloir militer sans détour pour la cause queer, explique la militante féministe Ayouba El-Hamri, cofondatrice de l'organisation. L'art, en revanche, permet de faire passer des messages sans qu'il y ait besoin d'explicitement que cela a un rapport avec la cause queer."

Le même groupe a également lancé une série de courts-métrages sous le titre *Homouna*, dont chacun des épisodes raconte l'expérience d'une femme queer, trans ou non binaire au Maroc et dans la diaspora face à la société, à la loi, à la famille, à l'amour. De même, *Obour*, une pièce mise en scène par Najlae Ait Oubna et Inès Bouallou, "raconte la vie de la communauté LGBTQI au Maroc à travers le point de vue d'un personnage queer non binaire, parlant de l'oppression, de ses rêves, de ses luttes, de ses souffrances, de ses faiblesses, de ses sensibilités, de ses forces".

Le groupe organise également l'exposition collective d'arts visuels "Mémoire d'un corps", une production du projet Nassawiy'art, une plateforme artistique consacrée aux artistes transgenres, queers et bisexuels, qui a été lancée en 2020 pour encourager les artistes à réfléchir sur leur perception du corps.

Toujours au Maroc, le collectif d'artistes queer féministe Saqfe a été fondé en 2019 par des personnes transgenres et non binaires, qui considèrent également que "l'artivisme est efficace pour faire avancer la lutte des personnes trans et queers", et permet d'avoir un impact à long terme, selon Sophie Khali, une des cofondatrices du groupe. Saqfe organise des résidences artistiques à Marrakech et des ateliers pour permettre "aux personnes trans, non binaires et queers de développer des compétences dans les domaines de l'art et du numérique, afin de plaider et faire avancer la cause [LGBTQI]".

Reste la question des subventions et des collaborations. "Si soutien il y a, il ne vient pas des instances officielles, mais de personnes de la communauté LGBTQI à titre individuel", explique Karam, qui ajoute à titre d'exemple que "certains ont participé au jury" de la première édition du festival de films queers.

Même constat pour Ayouba El-Hamri

"Cela permet de faire passer des messages sans qu'il y ait besoin d'explicitement que cela a un rapport avec la cause queer."

Ayouba El-Hamri,
COFONDATRICE DE NASSAWIYAT

au Maroc. "Les seuls artistes qui nous soutiennent sont eux- et elles-mêmes membres de la communauté LGBTQI, soupire-t-elle. Jusqu'à présent, il est difficile pour nous de trouver des alliés parmi les gens connus dans les milieux marocains de l'art. Ils rechignent à s'exprimer sur ce sujet, de peur de perdre leur public."

Sophie Khali abonde dans le même sens : "Les seuls soutiens que nous avons sont des acteurs de la scène artistique trans et queer. Quant aux autres acteurs, artistes et intellectuels marocains, ils ont peur de collaborer avec nous et de se mettre en porte-à-faux avec la société."

Les difficultés pour obtenir des aides de la part d'instances gouvernementales expliquent les ressources limitées des organisations queers au Maroc et en Tunisie, mais aussi dans les autres pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. D'où la nécessité d'une coopération régionale entre organisations et groupes queers pour pouvoir faire vivre l'artivisme et faire progresser la cause queer à travers des projets communs qui s'adressent à un large public

—Softane Al-Hamri,
publié le 2 mai

Télérama'

UNE PLACE
ACHETÉE

UNE PLACE
OFFERTE

Festivals d'été

PLUS DE 100 FESTIVALS
DANS TOUTE LA FRANCE

LE 12 JUIN SUR TELERAMA.FR
ET LE 14 DANS TELERAMA



histoire. 

Little Syria, quand New York s'est mis à parler arabe

1880-1940 — États-Unis

À cette époque, les premiers immigrants venus du Levant s'installent sur Washington Street, où les commerces vont fleurir.



—The New Arab, extraits (Londres)

En 1900, près de 1200 “Syriens” (terme utilisé, aux XIX^e et XX^e siècles, pour désigner les immigrants venus de Syrie, du Liban et de Palestine) vivaient sur Washington Street, une artère traversant Lower Manhattan du nord au sud depuis le parc de Battery, où débarquaient les immigrants à leur arrivée dans le pays.

Les Syriens se sont installés et ont prospéré. En arrivant à New York, bon nombre d'entre eux – les hommes comme les femmes – se sont lancés dans la vente ambulante. Ils faisaient du porte à porte dans les beaux quartiers, ou voyageaient de ville en ville pendant plusieurs semaines d'affilée.

Dans quatre pâtés de maisons situés le long de Washington Street – le “quartier syrien”, aussi surnommé la “colonie syrienne”, ou “Little Syria” –, on trouvait des enseignes et des menus en arabe. On y parlait arabe, et les immigrés avaient de bonnes chances d'y retrouver des connaissances de leur village natal. Une atmosphère des plus accueillantes pour les nouveaux arrivants.

Mais derrière ce bonheur apparent, les conditions de vie dans le quartier syrien étaient déplorables. Les habitants s'entassaient dans des logements exigus sans fenêtres, sans électricité ni eau courante.

La vente ambulante était beaucoup plus lucrative que le travail à l'usine : là où un ouvrier touchait entre 4 et 7 dollars par semaine, un colporteur pouvait gagner jusqu'à 50 dollars dans le même laps de temps.

Dès qu'ils avaient mis suffisamment d'argent de côté, souvent trois ans après leur arrivée, les Syriens cessaient la vente ambulante : les hommes montaient leur propre affaire, tandis que les femmes se consacraient à l'éducation des enfants ou rejoignaient l'entreprise familiale.

Les épicerie, les pensions, les barbiers et les restaurants tenus par des Syriens fleurissaient alors dans les rues du quartier. Les plus

ambitieux ouvraient même leur propre commerce de vente ambulante, et envoyaient des colporteurs distribuer leurs marchandises.

Mais les aspirations des Syriens n'étaient pas seulement économiques : ils s'imposèrent également dans les domaines intellectuel, artistique et spirituel. C'est ainsi que le premier journal arabe [d'Amérique du Nord], *Kawkab America*, vit le jour à New York, en 1892.

Il était dirigé par deux frères, Abraham et Nageeb Arbeely. Une demi-douzaine d'autres titres apparurent ensuite avant le début du siècle suivant, puis de nombreux autres suivirent.

À cette même période, les immigrés levantins créèrent aussi de nombreuses associations : des œuvres de bienfaisance pour aider leurs compatriotes dans le besoin, des sociétés religieuses chargées de lever des fonds pour l'Église, des cercles de débat, ou encore des groupes visant à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants.

[La plupart de ces immigrés syriens étaient chrétiens.] et chacune des quatre communautés

La communauté arabophone s'imposa également dans les domaines intellectuel, artistique et spirituel.

– maronite, melchite, orthodoxe et presbytérienne – avait son propre prêtre ou pasteur arabophone. Le quartier syrien abritait aussi sans doute des Druzes et des musulmans. En 1912, une “salle de prière” coranique aurait ouvert ses portes sur Greenwich Street, une rue à l'est de Washington Street, signe que des musulmans vivaient certainement à proximité. Deux juifs syriens arrivés à New York en 1892 avaient également tissé des liens étroits avec la communauté syrienne locale, sans toutefois s'installer dans le quartier.

Little Syria a également joué un rôle important dans la période d'épanouissement littéraire

qui marqua le début du XX^e siècle à New York.

Entre 1900 et 1920, ce fut un véritable déluge de littérature, avec notamment les trois romans en arabe d'Afifa Karam [la première romancière en langue arabe], sans oublier la revue d'art *Al-Funun*, pilotée par Nasib Arida, qui publiait des poèmes, des essais et diverses compositions, notamment celles des artistes qui donnèrent naissance à Al-Rabitah Al-Qalamiyah (Ligue de la plume), [première société d'expression littéraire arabe en Amérique du Nord], en 1916.

Durant ces années, les membres de la Ligue de la plume, parmi lesquels Khalil Gibran, Elia Abu Madi, Ameen Rihani et Mikhail Naimy, composèrent quelques-unes de leurs œuvres les plus remarquables en arabe et en anglais – comme *Le Prophète*, de Khalil Gibran, publié à New York en 1923.

À l'aube du XX^e siècle, près d'un quart de la communauté syrienne avait quitté Manhattan et traversé l'East River pour s'installer à Brooklyn, et plusieurs centaines d'autres suivirent leurs traces durant la décennie suivante.

Ils fondèrent une nouvelle communauté près d'Atlantic Avenue, où les conditions de vie étaient plus favorables : des logements plus grands et moins chers, des rues et des parcs propres et dégagés, de bonnes écoles.

Ils bâtirent des églises et achetèrent des maisons dans cette nouvelle partie de la ville, mais conservèrent leurs entreprises sur Washington Street. La population du quartier syrien historique, elle, était sans cesse renouvelée par l'arrivée de nouveaux immigrés, qui trouvaient souvent du travail dans les établissements de leurs compatriotes vivant à Brooklyn.

Mais, à partir de 1904, les gratte-ciel s'installèrent progressivement dans le sud de Manhattan, jusqu'à remplacer une bonne partie des logements occupés par les Syriens, les obligeant à déplacer leurs commerces vers le nord.

—Linda K. Jacobs,
publié le 21 avril

➤ Le quartier syrien, dans Lower Manhattan, dans les années 1890.

Illustration : North Wind Picture Archives/ AKG

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Juin-juillet 2023

À TABLE!

Qu'est-ce qu'on mange demain?
Insectes, viande de mammouth,
algues... Les chefs se mettent au vert
pour nourrir la planète sans la détruire.
Dans les cuisines et les laboratoires
s'inventent les assiettes du futur.
La gastronomie a de beaux
jours devant elle.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

Pas besoin d'investir en bourse pour gagner de l'argent.

Devenez client Hello bank!
et profitez du livret d'épargne Hello +
à **2,5 % brut** pendant 1 an!
Jusqu'à 50 000 €*.



**10 000 livrets d'épargne Hello + à saisir
jusqu'au 19 juillet 2023 sur hellobank.fr**



par BNP PARIBAS

*Offre réservée aux 10 000 premières ouvertures d'un livret d'épargne Hello +, dans la limite d'un livret en série limitée par personne, réalisées entre le 17 mai 2023 et le 19 juillet 2023 inclus. Rémunération de 2,50% brut annuel soumis aux prélèvements fiscaux et sociaux garantis pendant 12 mois entre le 1^{er} août 2023 et le 31 juillet 2024 inclus pour un montant de 50 000 € maximum. Au-delà de cette période ou de ce montant, le taux standard du livret d'épargne Hello + est appliqué. Ce taux, en vigueur au 16 février 2023, est de 0,50% jusqu'à 50 000 € et de 0,60% au-delà, ce taux étant brut annuel, soumis aux prélèvements fiscaux et sociaux. Le taux en vigueur hors série limitée est susceptible d'être révisé à tout moment par la banque. Vous disposez d'un délai légal de rétractation de 14 jours. Conditions sur hellobank.fr. Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas, SA au capital de 2468663292€ - 16 boulevard des Italiens 75009 Paris - 662042449 RCS Paris.